# Chapitre 1 : <u>Tableau de la France à la chute du second Empire</u> (été 1870).

# I-Les héritages politiques d'un siècle agité.

En 1870, la France vivait depuis presque dix-huit ans sous le régime du second Empire, issu du coup d'État du 2 décembre 1851 et officiellement proclamé un an après, le 2 décembre 1852. Le monarque, Napoléon III (connu sous le nom de Louis-Napoléon Bonaparte avant son acesssion au trône), était l'un des neveux de Napoléon Ier. C'était au départ <u>un régime autoritaire</u>, non démocratique quoique bien moins brutal que la plupart des dictatures du XXe siècle, et nullement totalitaire<sup>1</sup>. Il était d'aileurs en train d'évoluer à grande vitesse dans le sens d'une libéralisation (voyez plus bas), et cette évolution semblait plutôt le renforcer. L'impression générale était celle d'<u>une assez grande stabilité</u>, accentuée par la prospérité économique.

Il faut dire que l'on venait de traverser quatre-vingts ans de turbulences politiques, avec cette conséquence que les Français n'étaient pas d'accord entre eux sur le meilleur régime possible pour leur pays : certains tenaient pour une royauté, d'autres pour l'Empire en place, d'autres pour une République de plus, les royalistes et les républicains étaient très divers, et se détestaient entre eux. C'était l'un des traits les plus saillants, et sans doute les plus exotiques pour nous, de la France d'alors : beaucoup d'opposants avaient tendance à considérer qu'un changement de régime résoudrait à lui seul l'essentiel des problèmes du pays ; de manière générale, les grands courants d'opinion (pour ou contre un progrès des libertés individuelles, pour ou contre les valeurs de l'Église catholique, etc.) avaient tendance à s'identifier à la défense de tel ou tel régime. Ces querelles s'étaient déjà réglées dans le sang à plusieurs reprises, notamment en 1848. Les seuls à ne pas s'inscrire dans ces logiques purement politiques étaient certains royalistes et certains socialistes, notamment les marxistes, mais ils étaient pas encore très peu nombreux ; la plupart des socialistes étaient proches de la mouvance républicaine. Cet absence de consensus sur le régime s'opposait à l'entente qui régnait sur ce point dans les pays anglo-saxons (le Royaume-Uni et les États-Unis d'Amérique), dont la vie politique était bien plus calme, ainsi que dans ce qui était en train de devenir l'Allemagne ; elle rapprochait la France de l'Espagne et de l'Italie. En revanche,

Un régime autoritaire cherche à obtenir l'obéissance de la population, un régime totalitaire ne s'en contente pas mais veut suciter l'enthousiame, le fanatisme ; il fait tout pour que son idéologie imprègne la totalité de la vie de ses administrées, son rêve est de remodeler l'humanité selon ses idées afin de fabriquer un "homme nouveau". Le totalitarisme est une invention du XXe siècle, avant la révolution russe de 1917 aucun régime ne peut être qualifié de totalitaire. Pour plus de détails et pour une liste des régimes totalitaires, voyez le cours de Relations internationales du XXe siècle.

<u>un grand consensus régnait dans le domaine de la politique étrangère</u> <u>et</u>, socialistes mis à part, <u>dans celui de la politique économique et</u> sociale.

Autre diffférence essentielle avec aujourd'hui, <u>il n'y avait pas de partis politiques</u> organisés : jusque vers 1900, le mot "parti" désignait plutôt des mouvances, des tendances de l'opinion, des sensibilités, ou des regroupements plus ou moins stables de députés. D'ailleurs peu de Français s'intéressaient à la politique : certes, depuis 1848 tous les hommes votaient, mais sous le second Empire le vote était largement orienté par les hommes du régime (les prréfets, les maires) et par les notables¹, globalement partisans du régime. Par ailleurs, <u>certaines des tendances que je vais présenter</u> dans cette première partie <u>n'étaient pas des tendances politiquement actives</u>, mais plutôt des sensibilités, des courants de pensée qui ne cherchaient pas à trouver une expression politique. Ce n'est que plus tard qu'ils sont devenus des partis.

## A) Les héritages de la grande Révolution.

L'absence de consensus quant à la question du régime remontait à la grande fracture qui s'était creusée entre les Français au moment de la révolution de 1789: cet événement fondateur de la France moderne était certes en train de s'éloigner dans le temps (les derniers témoins directs étaient morts), mais elle vivait encore dans les mémoires, d'autant qu'à plusieurs reprises les souvenirs en avaient été revivifiés, notamment au moment des révolutions de 1830 et de 1848 où certains avaient espéré "refaire 1789" tandis que d'autres avaient craint "le spectre de 1789". On y faisait constamment référence dans les discours politiques ; c'était l'un des thèmes d'étude préférés des historiens, et l'Histoire était l'une des sciences reines du XIXe siècle. Mais il en existait plusieurs lectures, y compris dans le camp de ses partisans ; c'est pourquoi c'est par elle que je vais commencer un bref rappel des héritages historiques de la France en 1870.

Les notables, ce sont ceux qui comptent. Le terme peut recouper des catégories de population très différentes selon les lieux, les époques, les échelles (les instituteurs de la IIIe république étaient des notables à l'échelle de leur pays, pas des notables); il y a des notables politiques, des notables sociaux, des notables ecclésiastiques, etc. (ainsi les chefs d'entreprise vers 1900 étaient des notables sociaux mais pas des notables politiques, car ils n'avaient pas le pouvoir). Telle catégorie de population peut être assimilée aux notables à certaines époques et pas à d'autres (les curés étaient des notables au XIXe siècle, ils ne le sont plus); être un notable ne signifie pas forcément être riche, car toutes les sociétés ne sont pas des ploutocraties. Au cours du dernier tiers du XIXe siècle, la France a changé de notables, c'est pourquoi je distinguerai souvent les "anciens notables" (ceux de 1870) des "nouveaux notables" (ceux de 1900) — voyez plus bas et aux chapitres suivants.

La monarchie absolue était entrée en crise à la fin des années 1770 : crise de légitimité dans un pays marqué par le mouvement des Lumières, mais aussi crise fiscale gravissime : ce fut pour la résoudre que Louis XVI convoqua les États généraux, ce qui aboutit à la gravissime crise politique de mai-août 1789. Cette crise mit fin au régime et posa les bases de la France moderne : l'abolition des privilèges, c'est-à-dire le principe de l'égalité de tous devant la loi (le 4 août); le principe d'un gouvernement représentatif des citoyens, c'est-à-dire la démocratie — en revanche, on conserva la monarchie.

Malheureusement, le nouveau régime ne put se stabiliser : l'incapacité du personnel politique (divisé et inexpérimenté) à calmer les passions, la pression des extrémistes et du peuple parisien et le refus du Roi et des anciens privilégiés d'accepter les acquis révolutionnaires de 1789, débouchèrent, à partir de 1791, sur trois ans de radicalisation et de fuite en avant marqués par une querre civile, par des émeutes spontanées ou plus ou moins manipulées (les "journées révolutionnaires") et par une cascade de coups d'État. Les principales étapes en furent la chute de la monarchie (le 10 août 1792) et à la proclamation de la République (le 21 septembre), puis le procès du Roi et son exécution (le 21 janvier 1793) et l'établissement d'une dictature brutale et instable, la Terreur (de juin 1793 à juillet 1794). Celle-ci fut finalement liquidée (le 9 thermidor an II / 27 juillet 1794) au profit d'un régime sans dynamique ni perspectives, le Directoire, lui-même renversé par un coup d'État fomenté par un général glorieux, Napoléon Bonaparte (le 18 brumaire an VIII / 9 novembre 1799). De l'été 1789 à l'automne 1799, la France, privée de chef d'État après août 1792, fut gouvernée par des assemblées ou des fractions d'assemblée : cette absence d'exécutif fort, due au rejet de la monarchie absolue, explique largement le cours hasardeux des événements politiques.

En politique extérieure, les choses n'allèrent pas mieux. La France, attaquée de toutes parts au printemps 1792 par une coalition de puissances européennes hostiles à la Révolution, les arrêta à Valmy (le 20 septembre 1792)

\_

Ce qu'on appelle la *légitimité* d'un régime, c'est l'ensemble des raisons qui font qu'on accepte de lui obéir. Il y a des régimes dépourvus de légitimité : ils ne se maintiennent que par la force. D'autres ont une légitimité militaire (les Mongols obéissaient à Gengis Khan parce qu'il les menait de conquête en conquête), d'autres encore une légitimité religieuse (les Arabes de l'âge classique obéissaient au Calife parce qu'il était le "successeur" sur Terre du Prophète) ou révolutionnaire (les régimes communistes du XXe siècle se considéraient investis de la mission historique d'amener l'humanité au socialisme : ce rôle historique suffisait, pour leurs partisans, à les rendre légitimes). Notre Ve République a une légitimité démocratique (nous lui obéissons parce que nous nous accordons pour considérer qu'elle exprime la volonté du peuple, et parce que nous considérons qu'un régime doit exprimer cette volonté) qui s'exprime par les élections (nous nous accordons à considérer qu'elles sont à peu près honnêtes et qu'elles permettent plus ou moins de connaître la volonté du peuple). Mais toute légitimité peut s'éroder : un conquérant qui ne fait plus de conquêtes, un calife qui mène une vie dissolue peuvent être remerciés ou renversés ; dans les années 1980 personne ne croyait plus à la possibilité d'une Révolution socialiste mondiale, ce qui rendait le discours officiel des dirigeants communistes complètement irréel ; dans les années 1930, beaucoup de Français considéraient que la IIIe République n'exprimait plus du tout la volonté du peuple...

et les expulsa définitivement de son territoire en 1794. Mais dans ce domaine aussi ce fut la fuite en avant : le régime révolutionnaire ne sut pas borner ses ambitions et se lança dans une politique de conquêtes militaires tous azimuths, sous le prétexte d'apporter les lumières du nouveau régime et du progrès aux peuples étrangers : l'idéologie révolutionnaire, par cela même qu'elle était universaliste, tendait à jutifier l'expansionnisme du pays qui se trouvait être le berceau de la Révolution¹. À l'étranger, le message novateur de la Révolution française se trouva ainsi brouillé par son association avec un impérialisme des plus classiques : cela eut des conséquences majeures au XIXe siècle, notamment sur le développement des nationalismes centre-européens, qui tendirent à refuser l'idéologie des Lumières et toute forme d'universalisme, et à se recentrer sur des valeurs particularistes : la langue, le "génie national", et dans certains cas la race, l'ethnie.

En 1870, la Révolution avait donc <u>une image très contrastée</u>. Certains l'encensaient en bloc ; d'autres vivaient dans la terreur de son retour ; d'autres encore, approuvant l'essentiel de son œuvre, se demandaient comment assurer la persistance de ses acquis, auxquels ils tenaient, sans pour autant retomber dans l'extrémisme et l'instabilité politique, qui leur faisaient horreur. Leur problème, qui fut l'un des problèmes essentiels du XIXe siècle, était de <u>dissocier les principes de 1789 de la pratique révolutionnaire</u>, la Révolution comme événement historique, avec ses horreurs — indéniables, sauf mauvaise foi —, des principes démocratiques que la France s'était donnés durant la Révolution, et auxquels une grosse majorité de Français étaient attachés.

En réalité, cette image contrastée de la Révolution correspondait largement aux souvenirs très différents qu'en avaient laissé les deux grandes phases:

— la "première Révolution"<sup>2</sup>, c'est-à-dire les années 1789 et 1790, période sur les acquis de laquelle la grande majorité s'accordait (l'abolition des privilèges, la fin de la monarchie absolue et l'invention du régime représentatif, la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, la redistribution de la propriété rurale au profit des exploitants à la suite de la Grande Peur et de la vente des biens nationaux), mais que certains à gauche jugeaient encore trop peu soucieuse du peuple, trop portée au compromis avec les forces de l'Ancien Régime (en particulier, elle avait accepté le maintien de la monarchie), et qui de toute façon avait échoué à se stabiliser;

Je traiterai ces thèmes plus en détail au chapitre 4.

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup> Cette expression et celle qui suit sont dues à l'historien François Furet : on ne les employait pas en 1870.

"seconde Révolution", soit les années 1792-1794 (la radicalisation révolutionnaire et la Terreur), dont certains — sans doute majoritaires y compris parmi les partisans des principes de 1789 faisaient une ère de barbarie inexcusable et de dérapages par rapport aux objectifs originels de la Révolution, le règne de la passion et la domination de la populace parisienne ; d'autres, une période de regrettables excès imputables aux circonstances et donc pardonnables (il avait fallu la Terreur pour sauver la Révolution menacée par ses ennemis de l'intérieur et de l'extérieur), même s'il fallait éviter de les reproduire — c'était le point de vue de nombreux républicains, même d'autres enfin, la seule période authentiquement révolutionnaire, la seule période où le peuple avait été au pouvoir, où les Parisiens avaient pris en main le destin de la nation pour l'amener au progrès — la "dictature vertueuse" de Robespierre l'Incorruptible faisait l'objet d'un véritable culte dans certains milieux, tout comme les sans-culottes dont le souvenir était encore vif dans le peuple parisien, et les "journées révolutionnaires", seule manière pour le peuple de faire avancer l'Histoire.

Ce culte de la Terreur, de la violence politique, du pouvoir révolutionnaire exercé par une minorité "éclairée" et "en avance sur l'Histoire", par une avant-garde, pour le bien de la majorité mais sans son consentement, était extrêmement pernicieux, car il aboutissait à dissocier l'idée de progrès politique de celle de démocratie : c'est cette idéologie qui, mêlée de socialisme, a débouché, au XXe siècle, sur le communisme. En 1870, cette mouvance ne s'était pas encore assimilée à un courant du socialisme : je l'appellerai "la gauche néo-jacobine" ou "la gauche blanquiste", du nom d'un de ses représentants les plus extrêmes, Auguste Blanqui, que je présenterai plus bas.

Outre ce problème de la violence politique, la Révolution avait laissé en héritage un autre casse-tête: <u>le problème de la forme du régime</u>. La phase la plus présentable de la Révolution avait été sa phase monarchique; mais le Roi avait trahi en tentant de s'enfuir pour rejoindre les forces contre-révolutionnaires en Allemagne, et maints partisans de l'œuvre révolutionnaire pensaient que seule une République pouvait la servir. Le problème, c'était que la République évoquait certes de bons souvenirs (la gloire de Valmy, le salut de la nation et des acquis révolutionnaires de 1789, l'égalité réelle des citoyens devant la loi, le gouvernement du peuple, la vertu de gouvernants "incorruptibles") mais aussi de fort sinistres (la Terreur, dès les débuts de la République avec les massacres de septembre; la dictature du Comité de Salut public, puis l'impuissance du Directoire à gouverner; plus généralement, la faiblesse de l'exécutif, le refus du débat politique, l'exclusion de l'adversaire traité comme un ennemi à abattre).

Les perceptions de <u>la République</u> étaient donc fort contrastées. Au total, elle <u>devait inquiéter beaucoup de Français</u>, même attachés aux principes révolutionnaires — d'autant qu'un deuxième essai en ce sens, en 1848, avait débouché sur une autre catastrophe —: ceux-là pensaient qu'une monarchie constitutionnelle, royauté ou Empire, était mieux à même de sauver les acquis de 1789 sans verser dans la dictature ou dans l'anarchie Mais l'impopularité de la Restauration, puis de la monarchie de Juillet, puis du second Empire dans certains milieux, avait contribué à restaurer peu à peu, par contraste, l'image de la République, la monarchie quelle qu'elle fût semblant décidément bien incapable de répondre aux vœux du peuple.

### B) Les héritages de l'Empire et la tradition bonapartiste.

<u>De 1800 à 1815</u>, ce furent le Consulat, puis l'Empire : une dictature étouffante à l'intérieur et des guerres à peu près incessantes à l'extérieur, qui aboutirent finalement, après un duel sans espoir avec la Grande-Bretagne, première puissance économique mondiale et maîtresse des mers, à un effondrement dramatique entre 1812 (la retraite de Russie) et 1815 (lorsque Paris fut occupée par des troupes étrangères, pour la première fois depuis la guerre de cent ans). La France en sortit ruinée, humiliée, démographiquement très affaiblie, délestée de l'essentiel de son empire colonial, de l'ensemble de ses conquêtes territoriales révolutionnaires et même de quelques territoires français depuis l'Ancien Régime (comme la ville de Landau) ; les acquis politiques de 1789 furent en partie remis en cause.

Malgré tout, assez vite les mauvais souvenirs tendaient à s'effacer au profit de la <u>légende napoléonienne</u>, ravivée sous l'effet notamment des souvenirs enjolivés des survivants (Balzac évoque l'un de ces "demi-soldes" dans Le médecin de campagne), de livres comme le Mémorial de Saint-Hélène de Las Casas, publié en 1821, l'un des "best-sellers" des années 1820 (et le livre de chevet de Julien Sorel dans Le rouge et le noir), des chansons, dessins et lithographies. Parmi les hommes qui forgèrent et entretinrent la légende impériale, il faut évoquer Pierre-Jean de <u>Béranger</u> (1780-1857), célèbre "chansonnier" de l'époque : ce qui signifie que nombre de ses poèmes étaient faits pour être mis en musique¹, souvent sur des airs connus car il n'y avait pas de disques à l'époque et peu de gens savaient lire les partitions ; cela dit, ces chansons étaient aussi publiées sous forme de poèmes, en recueils coûteux. Béranger était perçu comme l'un des grands poètes de l'époque, souvent placé au-dessus de Lamartine et de Hugo qui lui devait beaucoup (les Chansons des rues et des bois de Hugo s'inspiraient de celles de Béranger). Bien évidemment, en

On était à la grande époque du *Lied* en Allemagne.

1848-1852 Louis-Napoléon Bonaparte avait exploité sans vergogne la légende de son oncle pour parvenir au pouvoir ; sous le second Empire, elle avait été intégrée à la propagande officielle du régime.

Le faste, la gloire militaire au service du progrès étaient les premiers constituants de cette légende — laquelle intégrait même les défaites : comme tout héros romantique, Napoléon Ier n'avait jamais été aussi grand que lorsqu'il avait chu, lorsque les éléments étaient venus à bout de son projet prométhéen. À l'intérieur, on louait l'homme fort qui avait rétabli l'ordre après dix années d'anarchie révolutionnaire, qui avait su incarner l'État dans sa puissance et dans ses fastes, en quelque sorte le Louis XIV de la Révolution — l'héritage de la monarchie absolue pesait lourd dans les mentalités, même de gauche ! D'autres il est vrai, moins nombreux (et guère en cour vers 1870), n'aimaient guère l'homme du Dix-huit brumaire, le "factieux", le nouveau César, l'auteur du coup d'État contre les institutions républicaines — bien déconsidérées, il est vrai, en 1799. En fait, l'image du premier Empire était double : certains y voyaient la défaite de la Révolution, le retour à la monarchie, mais bien plus nombreux étaient ceux qui y voyaient sa continuation et même son accomplissement, le régime qui avait su résoudre le problème du pouvoir exécutif, stabiliser et organiser la France révolutionnaire (c'était le mythe des "masses de granit": le code civil et le code pénal, le Concordat, etc.), qui était parvenu un moment à faire triompher les principes de 1789 sur leurs ennemis intérieurs et extérieurs ; un régime dont on pouvait, somme toute, être fier. Enfin, sous l'Empire la France avait connu un retour à l'expansion économique.

Bref, le <u>bonapartisme</u> était un sentiment fort bien partagé en France. Il y avait d'abord <u>un bonapartisme conservateur</u>, celui de tous ceux qui voulaient bien des principes de 1789, mais sans désordre et sans réformes, un bonapartisme axé sur la valeur d'ordre et d'unité nationale : Napoléon Ier avait arrêté la dynamique révolutionnaire, le déchirement des Français excités par les différentes "factions", et sous son régime les possédants et les catholiques avaient dormi en paix après dix ans d'inquiétude. En 1870, cette mouvance recoupaient en gros les partisans du second Empire. Mais il y avait aussi <u>un bonapartisme de gauche</u>; en 1848-1851, Louis-Napoléon Bonaparte avait abondamment joué sur ce sentiment, qu'il était parvenu à politiser¹ à son profit. Piur devenir président de la République en décembre 1848, puis pour justifier son coup d'État en décembre 1851, il avait fait campagne *contre* la droite conservatrice, majoritaire parmi les républicains à partir de juin 1848. En 1870,

\_

Un sentiment collectif se politise lorsqu'un homme ou un parti s'en empare, en fait un point de son programme et tente de le placer au centre du débat politique. Ainsi dans les années 1920 le nazisme en Allemagne a politisé l'antisémitisme, sentiment qui existait depuis longtemps mais que personne n'avait exploité jusque-là dans la classe politique ; en France, dans les années 1980 et 1990, le Front national a politisé la xénophobie.

même parmi les opposants au second Empire, certains tenaient à maintenir la flamme bonapartiste — notamment Victor Hugo, proche des républicains et des socialistes, qui dans *Les Châtiments* (recueil publié en 1853) reprochait à Napoléon III de ne pas être à la hauteur de son oncle, et entretenait la mémoire de la gloire militaire du premier Empire. On pouvait donc très bien être bonapartiste et républicain, bonapartiste et socialiste.

Pour comprendre ce phénomène aujourd'hui quelque peu exotique, il faut avoir en mémoire que l'addition de l'héritage militaire de la Révolution et de l'héritage bonapartiste (Valmy plus Austerlitz : des guerres glorieuses contre des tyrans) faisait que la gauche, au XIXe siècle, était dans sa très grande majorité nationaliste, voire franchement chauvine, par détestation de l'internationale des rois, de celle des prêtres et de celle des "gros" (on ne disait pas encore: des capitalistes) ; elle était militariste et partisane d'un État fort ("jacobine"1): elle se souvenait que la Révolution n'avait pu triompher de ses ennemis qu'en étant forte, voire impitoyable. De Napoléon Ier, de nombreux hommes de gauche retenaient qu'il avait apporté les idéaux du progrès à toute l'Europe ; que la France, la "Grande Nation", patrie de la liberté, avait été forte et respectée. C'avait été par la force? Peu importait : c'était une force légitime, puisque dirigée contre les ennemis de la liberté, de l'égalité et de la fraternité. Ainsi pour le républicain Edgar Quinet (1803-1875), la gloire de l'Empire était « l'ornement de la liberté »; c'est-à-dire qu'il ne voyait pas de contradiction entre la Déclaration des Droits de l'Homme de 1789 et l'invasion et l'asservissement de l'Europe (et de la France!); bien au contraire, il les percevait comme complémentaires. Certains, qui se proclamaient démocrates et l'étaient dans la mesure où ils se battaient pour les idéaux de 1789, se trouvèrent ainsi amenés, en applaudissant l'œuvre d'un dictateur qui avait gouverné au nom d'idéaux démocratiques, à séparer la cause des acquis de la Révolution de celle de la démocratie. Béranger lui-même se rallia au second Empire...

Par ailleurs, depuis la terrible guerre civile des années 1790 (ou peut-être depuis bien plus longtemps, depuis les guerres de religion), la culture politique française acceptait mal la libre expression des divergences politiques : celui qui pensait autrement était perçu non comme un adversaire à convaincre mais comme un ennemi à neutraliser ou à éliminer ; le débat était inutile, voire néfaste, entre "les bons" (nous) et "les méchants" (eux), qui d'ailleurs ne faisaient pas vraiment partie de la commmunauté : c'étaient des étrangers (la noblesse notamment, qui au XVIIIe siècle s'était assez vantée de ses supposées origines

<sup>1</sup> Ce mot a deux sens. Le premier est celui que j'ai déjà employé plus haut : "nostalgique de Robespierre" : c'était le sens le plus courant au XIXe siècle. Mais comme Robespierre a établi un régime très centraliste, et a combattu les girondins qui voulaient une France décentralisée, le mot a pris aussi le sens de "partisan de la centralisation à tous crins". C'est ce second sens qui est le plus courant aujourd'hui.

germaniques), des traîtres (les émigrés), au mieux des imbéciles manipulés. On avait donc de la sympathie pour les régimes qui "nous" avaient unis et "les" avaient fait taire, marginalisés, éliminés. Dans ce contexte, <u>le pouvoir personnel de l'Empereur avait tendance à figurer l'unanimité</u>, l'unité indivisible du "peuple" français ("nous", c'est-à-dire presque tous, c'est-à-dire tous ceux qui comptent, c'est-à-dire tous), cette unité proclamée et rêvée par la Révolution qui avait été bien incapable de la concrétiser. Le peuple s'incarnait dans un homme exceptionnel. Sous Napoléon Ier, tout le monde marchait au pas, "donc" tout le monde était d'accord, "donc" tout le monde était content ; pas de temps perdu en palabres qui "nous" divisent et font le jeu de l'ennemi ! <u>Le culte de l'homme fort unissant le pays dans une gloire acquise en combattant la réaction</u> : voilà comment l'on pourrait résumer le sentiment bonapartiste à gauche de l'échiquier politique vers 1845.

On voit qu'une partie de la gauche avait du mal à trouver ses repères, ses références politiques ailleurs que dans deux régimes fort autoritaires: l'Empire et la Terreur, censés avoir apporté au pays, respectivement, la gloire et l'égalité. Cette vision des choses conduisait tout droit au radicalisme politique, au refus d'une vie politique et sociale apaisée, stable, de la recherche du consensus ; à un volontarisme inspiré certes par d'excellents sentiments, mais peu soucieux de la liberté des individus, des réalités, des possibilités; au culte enfin des dictatures populistes<sup>1</sup>, ce qui se révéla désastreux au moment où des descendants réels ou spirituels de Napoléon tentèrent de prendre le pouvoir (et aussi plus tard, au XXe siècle, lorsqu'il fallut penser les rapports du socialisme et de la démocratie). Cette attitude contrastait par exemple avec celle de la gauche britannique ou scandinave, toujours soucieuse de compromis acceptables par l'ensemble de la population ; ce qui lui a valu d'être au pouvoir bien plus longtemps que la gauche française, et d'avoir l'occasion de transformer bien plus profondément les sociétés...

Le second Empire jouait abondamment sur cette idée d'unanimisme, de rassemblement : Napoléon III, à son tour, prétendait incarner l'unité de la nation contre les partis politiques, facteurs de conflit et de dissolution ; son régime avait pour ambition d'agir dans l'intérêt de tous les Français, aussi bien les ruraux que les urbains, les catholiques pratiquants que les anticléricaux, les patrons que les ouvriers (l'Empereur tenait des propos très ouvriéristes et se proclamait "socialiste") — cela aboutissait évidemment à pas mal de contradictions, et concrètement c'étaient le plus souvent les puissants et les conservateurs qui l'emportaient, ce qui n'empêchait pas le régime de conserver

\_

C'est-à-dire : qui flattent le peuple et prétendent agir en son nom et pour son bien.

des soutiens importants dans la paysannerie et dans la classe ouvrière. En réalité, il s'agissait peut-être surtout de conformisme et de peur des troubles politiques : mais cela s'appuyait sur un ensemble de souvenirs historiques où, en se décantant, le positif l'avait nettement emporté ; et cela s'ajoutait à la puissance du bonapartisme conservateur, très fort dans la bourgeoisie, pour faire du second Empire un régime relativement solide.

Ce qui précède est essentiel pour comprendre la vie politique française dans les périodes suivantes, au moins jusqu'à de Gaulle. La tradition bonapartiste est restée forte en France (on la qualifie souvent aussi, plus largement, de "césariste"); les défauts de la IIIe et de la IVe République, notamment leur faiblesse et leur corruption, l'ont constamment renforcée. À différentes reprises, des hommes politiques tentèrent de reprendre l'héritage bonapartiste : le général Boulanger dans les années 1880, le colonel de la Rocque dans années 1930, etc. Mais c'est une tradition ambiguë: majoritairement à droite depuis 1852, elle n'a cependant jamais cessé d'attirer des femmes et des hommes de gauche, comme nous le verrons à plusieurs reprises; cette droite qui se refuse à se nommer telle, qui se réclame du peuple et de la Révolution contre les égoïsmes partisans, qui prétend faire le bonheur du peuple par le biais d'un homme fort, d'un "homme providentiel" qui gouvernerait pour lui et en son nom mais sans le consulter autrement que de manière symbolique, en le faisant marcher au pas dans l'unanimité, qui est attachée à la puissance d'un État protecteur des petits, et qui, enfin, tient volontiers un discours ouvriériste et anticapitaliste, est en partie à l'origine des fascismes, ces droites populistes et révolutionnaires du XXe siècle1.

# C) Les héritages de la Restauration, le légitimisme.

De 1814 à 1830 (à l'exception de l'épisode des Cent-Jours en 1815), ce fut la <u>Restauration</u>: quinze années de monarchie constitutionnelle très conservatrice, que les deux frères cadets de Louis XVI, Louis XVIII (1815 — 1824) et Charles X (1824 — 1830), s'employèrent à vider de son peu de substance démocratique, surtout à partir de 1820. Elle représentait dans les mémoires, en 1870, la vengeance des vaincus de 1789, de ceux qui haïssaient les principes révolutionnaires (la liberté, l'égalité) et avaient tout fait pour revenir à l'Ancien

Mais pas seulement! Le gaullisme est un autre surgeon du bonapartisme, et il n'a rien de fasciste, quoiqu'en ait dit une partie de la gauche dans les premières années de la Ve République. On a d'ailleurs eu beaucoup tendance à étiqueter comme "fascistes" des hommes qui ne l'étaient pas, qui ne voulaient pas mettre fin à la démocratie mais fonder un autre type de démocratie — il existe notamment un débat à ce sujet à propos de La Rocque, je l'évoquerai au chapitre 11.

Régime (sans aucune chance, car trente ans avaient passé et le vieux monde était mort): la noblesse et le clergé catholique surtout. Ce fut une période de fortes tensions, marquée par d'invraisemblables maladresses politiques (ainsi le sacre de Charles X, en 1825 : le nouveau monarque ne trouva rien de mieux que de toucher les écrouelles des scrofuleux, comme au Moyen Âge, et s'aplatit de tout son long devant l'autel de la cathédrale de Reims, ce qui choqua les noncroyants et tous ceux qui craignent une influence excessive de l'Église); une répression à la fois exaspérante et inefficace; un renouveau d'instabilité politique et même une flambée de terrorisme au début des années 1820 (une société secrète d'origine italienne, les carbonari, essaima en France et prépara des attentats contre des personnalités politiques; le duc de Berry, fils puîné de l'héritier présomptif de la couronne, tomba sous leurs balles en 1820).

La Restauration sombra misérablement en juillet 1830, lorsqu'en trois jours ("les <u>Trois Glorieuses</u>") le peuple de Paris se souleva et mit fin à ce régime anachronique. Il conservait pourtant des nostalgiques en 1870 : on les appelait les <u>"légitimistes"</u>. Ils représentaient le courant le plus à droite de l'échiquier politique. Ils étaient royalistes bien sûr ; mais surtout, ils étaient partisans d'un retour sur le trône de la branche aînée des Bourbon et d'un retour de la France à l'Ancien Régime. Ils étaient donc à la fois partisans d'<u>une dynastie</u> qu'ils tenaient pour "légitime", et attachés à <u>des principes</u> que cette dynastie était censée incarner. Ils haïssaient avant tout la Révolution et tout ce qu'elle avait apporté à la France ; ils chargeaient les philosophes du XVIIIe siècle de tous les maux de la Terre (d'où la fameuse chanson de Gavroche dans *Les Misérables*, qui parodie leurs ratiocinations : « je suis tombé par terre / C'est la faute à Voltaire / Le nez dans le ruisseau / C'est la faute à Rousseau »). En revanche ils avaient leurs propres idéologues, dont les plus lus étaient deux émigrés : Joseph de Maistre (1754-1821) et Louis de Bonald (1754-1840).

Ils abhorraient l'individualisme qui dissout le lien social (pour eux, l'individu n'est rien sans le groupe, sans les hiérarchies auxquelles il s'intègre : familiales, sociales, etc.), l'idée d'égalité, la ploutocratie (le règne de la richesse) et les bourgeois, qui avaient l'argent pour seul principe et avaient chassé la noblesse du pouvoir en 1789 et en 1830. Ce qu'ils détestaient le plus dans l'ordre politique de leur temps, c'était le suffrage (universel ou non), expression d'une légitimité individuelle purement humaine et d'un égalitarisme diabolique : pour un légitimiste en effet, tout pouvoir ne peut venir que de Dieu; ce qu'il faut, c'est savoir obéir sur cette Terre pour faire son salut, seul objectif possible d'une vie humaine — l'individualisme, le libéralisme, idéologies sans transcendance<sup>1</sup>, représentaient en quelque sorte la mort de Dieu. Du choc

C'est-à-dire : idéologies qui n'avaient d'autres fins qu'humaines. Le légitimisme en revanche fixait à la politique un but plus élevé, un but qui "transcendait" la diversité (sociale, idéologique, nationale, etc.) de l'humanité : le salut des âmes.

des volontés individuelles, lorsqu'elles n'étaient plus guidées par les principes religieux ni par le principe d'obéissance, ne pouvaient naître que l'anarchie et la perte des âmes. Les légitimistes étaient attachés au catholicisme, à ses valeurs et au modèle de société que l'Église avait mis en place en Europe occidentale depuis le Moyen Âge (comme souvent les idéologues, ils simplifiaient passablement le tableau et idéalisaient leur période de référence) : société de hiérarchies, société où chacun savait demeurer à sa place "naturelle" (c'est-à-dire voulue par Dieu), société soucieuse du salut des âmes, où la richesse n'était pas une valeur mais où la sainteté en était une. Pour eux, la France, sous la conduite d'un monarque forcément catholique, devait être dans le monde la "fille aînée de l'Église", la championne de la vraie foi, comme ses "Rois très chrétiens" l'avaient été lors des croisades.

Leur sensibilité était populaire parmi les vaincus de la Révolution, d'abord bien sûr parmi les nobles, repliés sur leurs châteaux de province depuis 1830. Le bas clergé aussi était volontiers légitimiste<sup>1</sup>; il avait fait preuve d'un grand activisme durant toute la Restauration (à cette époque des "missions" avaient traversé la France, on aait élevé de grandes croix sur les places en expiation du "martyre" de Louis XVI) ; il avait constitué l'une des cibles privilégiées de la révolution de 1830, marquée par un fort anticléricalisme. Certaines régions, comme la Vendée rurale qui avait tant souffert de la Révolution, étaient spontanément et massivement légitimistes; prêtres et châtelains y entretenaient les anciennes fidélités du peuple — mais dans toute la France on trouvait un petit peuple légitimiste, même parmi la classe ouvrière. Les légitimistes, qui avaient compté dans leurs rangs les plus grands poètes romantiques (au moins dans leur jeunesse, dans les années 1810 et 1820), étaient sur le déclin d'un point de vue intellectuel, mais ils avaient gardé des porteparoles prestigieux, notamment La gazette de France, le plus ancien journal du pays, qui survécut jusqu'à la première querre mondiale — l'Académie française était un autre de leurs bastions.

Les légitimistes refusaient le monde moderne en bloc, arc-boutés sur des valeurs et des représentations politiques déjà surannées, sur des principes extrêmement rigides : on refusait de se rendre aux réceptions de la préfecture, parce que le drapeau tricolore y flottait ; d'occuper des postes de fonctionnaires, car il eût fallu prêter serment au régime (beaucoup de légitimistes faisaient cependant deux exceptions pour l'armée et la diplomatie, métiers de tradition aristocratique, où l'on était censé servir la nation et non le régime). Non seulement ils n'avaient pas de parti organisé, mais pour les plus à cheval sur les principes il n'était pas question de participer à la vie d'un régime haï : l'idée même de faire de la politique eût été une concession à l'esprit

En revanche le haut clergé, plus proche du pouvoir (les évêques étaient nommés par le ministre des Cultes), avait dû se rallier, plus ou moins sincèrement, au régime de Juillet, puis au second Empire.

moderne ; de toute façon, pour ces croyants d'ancien style il était évident que la Providence finirait par punir les mauvais et par rétablir l'ordre légitime.

Cependant, la Providence tardant quelque peu à révéler ses desseins, nombre d'entre eux avaient fait des concessions : tout en maudissant l'Empire, ils acceptaient d'être députés de leur circonscription, afin de pouvoir contiuner à jouer leur rôle traditionnel auprès de "leurs" paysans, et surtout de pouvoir continuer à les contrôler. Pour sauver la France des diableries modernes, on ne pouvait se contenter de prier... Cela leur avait permis d'obenir en 1850 (encore sous la IIe République, donc) le vote d'une loi scolaire, la loi Falloux, qui proclamait la liberté totale de l'enseignement : c'est-à-dire que le clergé avait le droit d'ouvrir autant d'écoles qu'il le souhaitait, tant primaires que secondaires, sans aucun contrôle de la part du pouvoir. Le titre de ministre du culte suffisait pour enseigner, ou bien, pour les religieuses, une "lettre d'obédience" de leur congrégation ; l'État n'exerçait aucun contrôle sur l'attribution de ces documents. Seuls les directeurs d'école devaient exciper d'un baccalauréat... De plus l'Église avait obtenu un droit de regard sur l'enseignement public, notamment l'Université (des prêtres siégeaient ès qualités aux conseils universitaires); en outre l'enseignement public pouvait recruter des prêtres pour enseigner — et ne s'en privait pas, notamment dans les campagnes. Les notables ayant déjà la phobie de l'instituteur socialiste, les préfets avaient le droit de révoquer les instituteurs mal-pensants...

Le monde des légitimistes, c'était celui que décrivait la <u>Comtesse de Ségur</u> (née Sophie Rostopchine, 1799-1874) dans ses romans, dont la plupart parurent sous le second Empire : un monde où le châtelain et ses paysans vivaient dans un ordre immuable, où chacun restait à la place que Dieu avait bien voulu lui donner, résigné à son sort, où les inférieurs respectaient leurs bons maîtres, leurs braves curés, leur père, Dieu et le Roi, mais où les châtelains prenaient soin du bien-être des pauvres et de ceux que la Providence avait placés sous leur dépendance ; un monde où chacun acceptait et respectait les hiérarchies "naturelles", "éternelles", divines ; un monde aussi où l'industrie, la ville, le prolétariat, tous ces foyers de modernité et de perdition, n'existaient pas (ou étaient moqués, comme dans *La fortune de Gaspard* et *Les vacances*).

Certains légitimistes avaient eu cependant une évolution politique assez particulière. D'une part, ils avaient compris que le rétablissement de l'Ancien Régime n'était plus qu'une utopie romantique, condamnée par le passage du temps; d'autre part, leur souci réel du sort des pauvres, du peuple et de sa place dans la société, leur haine de l'égoïsme et de l'individualisme bourgeois, du pouvoir de l'argent, les rapprochèrent de la gauche, et certains finirent par passer dans les rangs des républicains ou des socialistes. Ce fut le cas d'Alphonse de <u>Lamartine</u> (1790-1869), qui fit une brève carrière politique dans les rangs républicains en 1848-1849; et surtout de **Félicité de Lamennais** (1782-1854),

l'un des fondateurs de ce qu'on appelle le "catholicisme social". Dans sa jeunesse il avait été un légitimiste enragé : dans son Essai sur l'indifférence, publié en 1817-1820, il ferraillait contre les philosophes du XVIIIe siècle. Mais son souci de retour à un christianisme authentique, non récupéré par les pouvoirs en place ("rendez à César ce qui est à César, rendez à Dieu ce qui est à Dieu"), l'amena, vers 1830, à réclamer la séparation de l'Église et de l'État, par souci de pureté de la première et à rebours de l'idée légitimiste selon lequel la seule légitimité acceptable était la légitimité religieuse ; il réclamait aussi la liberté d'enseignement et d'association. Il finit par être condamné par le Pape Grégoire XVI en 1832 ; il rompit alors avec l'Église, mais pas avec la religion (dont il semble cependant s'être éloigné à la fin de sa vie - à sa mort, il refusa les sacrements), et devint républicain. Il développa, dans la solitude, une théologie selon laquelle toute domination est illégitime, et tout combat pour la liberté est divin ; seuls les actes du Christ sont dignes d'imitation, quant à l'Église, elle n'est qu'un simple instrument de puissance au service des Rois (menés par Satan) contre les peuples (inspirés par Dieu). On retrouve ces idées, entre autres, dans Paroles d'un Croyant (paru en 1834). Il mourut désespéré de l'échec de la IIe République, et ses idées connurent une éclipse presque totale jusqu'à leur redécouverte vers 1890.

### D) Les héritages de la monarchie de Juillet; l'orléanisme.

La monarchie de Juillet (1830-1848) fut une tentative pour établir un compromis entre les héritages de l'Ancien Régime et ceux de la Révolution, les nécessités de la démocratie libérale et celles de l'ordre — durant les trois Glorieuses, on avait failli proclamer la République, que le peuple de Paris souhaitait, mais les meneurs politiques de l'émeute avaient finalement eu peur. Au départ, le nouveau roi, Louis-Philippe, fils d'un cousin de Louis XVI qui avait pris parti pour la Révolution et avait même été membre de la Convention, avait réussi à donner une image progressiste de "roi bourgeois"; le nouveau régime avait fait des réformes, notamment l'abaissement du cens (cependant le suffrage demeurait censitaire). En 1833, la loi Guizot, première des grandes lois scolaires qui jalonnèrent le XIXe siècle, avait obligé toutes les communes de plus de cinq cents habitants à entretenir une école publique et un maître, et chaque département à se doter d'une École normale (l'ancêtre de nos I.U.F.M.) pour former les instituteurs ; tout enseignant devait exciper d'un "brevet de capacité" délivré par une commission départementale (cette mesure était destinée à écarter notamment les prêtres trop ignorants, et fut mal accueillie par le clergé). En revanche l'éducation n'était ni laïque, ni gratuite, ni obligatoire, et surtout la loi Falloux annula une grande partie de ces progrès.

Cependant, les choses avaient très vite mal tourné. Le régime avait choisi la répression face à la persistance de l'agitation sociale, notamment face aux deux révoltes des <u>canuts</u> (tisserands de soie lyonnais) en 1831 et 1834. Il y eut des dizaines de morts ; à Paris, en avril 1834, une tentative de soulèvement en soutien aux canuts se solda par le <u>massacre de la rue Transnonain</u>, qui pesa, et pèse encore, sur l'image d'Adolphe Thiers (1797-1877), alors ministre de l'Intérieur, c'est-à-dire entre autres de la police et de la répression. La mémoire de ces révoltes était forte encore en 1870 — vingt ans plus tard, vers 1890, le chansonnier Aristide Bruant (1851-1925) leur a conscacré une chanson demeurée longtemps célèbre dans la gauche française

Et puis, au fil des années, la monarchie de Juillet se figea, s'ossifia, ne fit plus aucune réforme et apparut de plus en plus comme un régime indifférent au sort des pauvres. Née d'une insurrection populaire, elle semblait tombée aux mains d'une grande bourgeoisie égoïste et affairiste symbolisée par le baron de Rothschild (le Nucingen de Balzac); on accusait le gouvernement d'avoir « des allures de compagnie industrielle » (Alexis de Tocqueville). En 1831, le premier ministre Casimir Périer, un grand banquier, avait déclaré: « il faut que les ouvriers sachent bien qu'il n'y a pas de remèdes pour eux que la patience et la résignation ». De 1840 à 1848, une même personne dirigea le gouvernement : François Guizot (1787-1874). C'était un libéral absolu en économie, c'est-àdire qu'il pensait qu'il fallait laisser jouer librement l'offre et la demande, ce qui assurerait infailliblement l'enrichissement de l'ensemble de la population, et que l'État devait s'en mêler le moins possible : les seules fonctions que les libéraux lui reconnaissent sont la police, la règlementation, et, au XIXe siècle, la protection de l'économie nationale par le biais des tarifs douaniers. Les seules activités "réelles", c'étaient les activités productives : dans ces conditions, sur le principe Guizot n'accordait aucune autonomie au politique par rapport à l'économique ; le seul rôle de la politique, c'était de gêner l'économie le moins possible, le reste n'était que démagogie, agitation ridicule et sans raison. (Ce qui témoignait d'un grand manque de sensibilité aux mentalités dans un pays aussi amoureux de la politique que la France du XIXe siècle, le pays de la Révolution !). Plus exactement, pour Guizot, dans le passé le politique avait eu son rôle — lorsqu'il s'était agi de se débarrasser de la société d'ordre et de privilèges d'avant 1789, puis de ses scories (comme la Restauration); mais désormais elle n'avait plus lieu d'être : l'essentiel était accompli, plus aucun progrès politique n'était possible, le régime que Guizot dirigeait représentait en quelque sorte "la fin de l'Histoire". C'était une idéologie historiciste typique du XIXe siècle, mais elle aboutissait au plus parfait immobilisme...

\_

J'appelle historicistes l'ensemble des courants de pensée qui accordent à l'Histoire la capacité privilégiée d'établir ou d'expliquer des vérités humaines. Les historicismes du XIXe siècle se fondaient essentiellement sur la notion optimiste de progrès historique : le monde évolue positivement, selon des lois historiques qu'il est possible d'établir. Certains en tiraient la conséquence qu'il était possible d'agir sur le rythme du progrès en s'inspirant de ces découvertes.

Ce libéralisme économique était la chose la mieux partagée dans les élites politiques du XIXe siècle; mais Guizot était nettement moins libéral en politique qu'en économie. Il y avait une étrange contradiction entre ses principes généraux et ses théories concernant le suffrage et le pouvoir ; cette contradiction a été celle de la plupart des libéraux français du XIXe siècle, elle a largement contribué au discrédit dans lesquel le libéralisme est tombé très tôt dans notre pays, contrairement au monde anglo-saxon. Pour Guizot, seuls étaient aptes à voter et à exercer le pouvoir ceux qui avaient de l'argent, de l'instruction et du temps : les notables, et plus précisément les chefs d'entreprise. Pour lui, les gouvernants devaient appartenir aux classes productives: cela seul garantissait qu'ils seraient concernés par le gouvernement de leur pays (puisque de la prospérité du pays dépendait celle de leurs entreprises) — la seule élite efficace était celle qui gouvernait selon ses intérêts. De plus, selon un argumentaire qui remontait à la Grèce ancienne, le riche était le mieux placé pour gouverner car il n'était pas corruptible ; et puis la majorité n'était pas forcément "éclairée" — le suffrage universel notamment était une absurdité car il n'exprimait que la force aveugle du nombre.. Enfin l'élite de l'argent était le seul type d'élite auquel tout le monde pouvait accéder, donc celle que les gens étaient le plus susceptibles d'accepter, car ils savaient qu'ils avaient une chance d'y entrer un jour... Au fond, pour Guizot, l'argent était le meilleur indicateur de la "raison" : c'était la richesse qui prouvait la valeur des individus. Ce que synthétise sa formule la plus fameuse : « si vous voulez voter, enrichissez-vous par le travail et par l'épargne », souvent résumée en : « enrichissez-vous ». Enfin Guizot était attaché au principe d'un exécutif fort : il était hostile au régime parlementaire — et, lorsqu'il fut l'homme fort du régime, ne tint quère compte des Chambres. Il pensait qu'au sommet des institutions, il fallait un monarque dont la légitimité fût externe à la représentation, ne dépendît pas des élections ; en revanche, il était parfaitement indifférent au choix de la dynastie. Cette conception purement instrumentale de la monarchie, simple enveloppe de l'idée de légitimité, était fort peu apte à susciter l'enthousiasme.

Guizot n'était pas un ennemi de la Révolution, ni du progrès — il croyait notamment aux vertus de l'éducation (d'où le rôle qu'il avait joué dans l'adoption de la loi de 1833 sur l'école). Mais il en faisait une lecture très conservatrice. L'idéologie dont il était le plus brillant représentant est restée sous le nom d'orléanisme, car elle est historiquement liée à l'époque où les Orléans étaient sur le trône; nous verrons qu'elle est restée très puissante jusqu'à nos jours, tout en évoluant notablement (par exemple, il y a belle lurette que les orléanistes ne sont plus royalistes, et ils sont devenus beaucoup plus libéraux en politique).

Tout ceci s'était terminé de manière tout aussi lamentable que la Restauration : à la suite d'une très grave crise économique, le régime avait été renversé en trois jours (en février 1848) par une nouvelle émeute du peuple de Paris. Cependant le personnel politique orléaniste avait très vite retrouvé l'essentiel de son influence, dès que la République, en difficulté, s'était retournée contre le peuple parisien et la gauche. Sous l'Empire, une bonne partie du personnel dirigeant était issu de l'orléanisme : ils faisaient allégeance au régime et supportaient sans trop rechigner les tirades bonapartistes et/ou ouvriéristes du souverains, qui ne tiraient pas vraiment à conséquence; mais leur intérêt essentiel allait à la préservation de la bonne marche des affaires. Ce trait était accentué par le fait que le régime, en réalité, était proche du patronat (plus précisément de sa fraction la plus dynamique et la plus moderne d'esprit, les "saint-simoniens"). Cependant certains orléanistes demeuraient opposés au second Empire par hostilité de principe à un pouvoir personnel trop affirmé, trop dictatorial : à la fois hostiles au régime et conscients qu'on ne restaurerait pas facilement une royauté, s'étaient rapprochés des républicains les plus conservateurs au sein d'une mouvance qui portait le nom de "tiers-parti" dont la principale figure était Adolphe Tiers, que je présenterai plus longuement cidessous.

En réalité, les orléanistes dans leur ensemble étaient, de toutes les mouvances politiques, la moins soucieuse de la forme du régime, tant que le libéralisme économique et politique était respecté. Hommes d'ordre, mais d'un ordre moderne, homme de leur temps (l'apogée de la bourgeoisie et du libéralisme), ils détestaient tout particulièrement l'exaltation romantique, l'extrémisme et parfois l'hystérie des légitimistes, même si la défense du catholicisme et de l'ordre social pouvait les rapprocher à l'occasion. Cette division des royalistes français eut de vastes conséquences dans les années 1870.

N.B. Les trois régimes que je viens d'évoquer: le premier Empire, la Restauration et la monarchie de Juillet, ont donc laissé en héritage trois grands courants politiques: le bonapartisme, le légitimisme et l'orléanisme. Depuis l'ouvrage fondateur de René Rémond, Les droites en France (édition définitive: 1982), qui a imposé cette terminologie, on considère qu'il s'agit des trois grandes traditions qui se partagent la droite française. Remarquez toutefois qu'à l'échelle des individus il ne s'agissait pas de trois courants nettement dessinés: ainsi il existait des bonapartistes conservateurs proches de l'orléanisme en économie, et d'autres très peu libéraux; des orléanistes hostiles au bonapartisme et d'autres qui le servaient; des orléanistes chrétiens assez proches du légitimistes et d'autres assez anticléricaux, etc. D'autre part, comme je l'ai souligné, la tradition bonapartiste ne se réclame pas seulement de la droite, et il y a toujours eu une gauche

bonapartiste; enfin, les fascismes, même si on les tient pour des courants de droite (ce qui n'a rien d'évident, au moins à leurs origines — voyez au chapitre 11), ne se laissent pas enfermer dans cette tripartition, ne serait-ce que parce qu'une partie de leurs racines sont à rechercher dans le socialisme.

# E) Les héritages de la IIe République: la division des républicains.

La IIe République (1848-1852) avait plutôt bien commencé : le gouvernement provisoire, où l'on comptait pour la première fois un socialiste, avait fait des réformes attendues depuis longtemps, dont le suffrage universel, et même proclamé le droit au travail et créé des "ateliers nationaux" pour occuper les chômeurs — la France tournait le dos au libéralisme doctrinaire des orléanistes. Mais très vite la situation s'était tendue, car la crise économique s'aggravait (ayant des difficultés de trésorerie les gouvernants, issus de la bourgeoisie, ne trouvèrent rien de mieux que d'augmenter les impôts de 45%!), tandis que l'extrême-gauche s'agitait (elle espérait une reprise de la dynamique révolutionnaire, comme en 1792). En juin, la fermeture des ateliers nationaux mit d'un coup plus de 100.000 personnes à la rue et provoqua une révolte du peuple de Paris, les "journées de juin", écrasées dans le sang par les républicains modérés. Aux élections suivantes les conservateurs revinrent au pouvoir, dont de nombreux serviteurs de la monarchie de Juillet et même des légitimistes. Ils prirent (en 1850) une série de loi extrêmement réactionnaires, dont la loi Falloux et une loi restreignant le suffrage : bref, la République n'était plus qu'un mot vide de sens.

Dans ces conditions, un homme nouveau en politique, Louis-Napoléon Bonaparte (1808-1873), tenta sa chance: il fit une carrière politique météoritique en politisant le bonapartisme populaire à son profit et en se positionnant dans le camp progressiste, contre les conservateurs au pouvoir, tout en sachant rassurer les possédants sur ses intentions. Il se fit élire président de la République au premier tour avec 75% des voix, à la surprise générale, en décembre 1848; accepta un gouvernement réactionnaire, puisque la droite était majoritaire à la Chambre des représentants, mais protesta contre la loi Falloux et la restriction du suffrage; enfin, le 2 décembre 1851, il mit fin au régime dont il était le chef par un coup d'État, sous le prétexte de rétablir le suffrage universel.

La IIe République avait donc laissé plus de mauvais souvenirs que de bons. En 1870, on moquait beaucoup les "quarante-huitards", leurs barbes romantiques et leurs bons sentiments tournant à vide. Les événements avaient démontré qu'une République peut très bien se révéler plus répressive et plus réactionnaire que n'importe quelle monarchie; et aussi que le suffrage universel et la

démocratie sont des instruments dangereux lorsqu'ils tombent entre les mains d'un démagogue. Même en faisant abstraction de la période où la République avait été aux mains des monarchistes et d'un aventurier comploteur, force était de constater que les républicains ne s'étaient d'accordés sur rien ou presque, et avaient fini par régler leurs problèmes dans le sang. La répression qui avait suivi, les exils, etc., n'avaient pas réduit ces divergences : en 1870, les républicains étaient toujours très divisés, et se détestaient cordialement.

À l'extrême-gauche, il y avait ceux que l'on appelait les "néo-jacobins", car ils descendaient directement des admirateurs de Robespierre de la Terreur. Ils avaient retenu de la IIe République qu'elle les avait réprimés, qu'elle avait été incapable de faire la moindre réforme profonde (certains, influencés par le socialisme, précisaient : la moindre réforme sociale), qu'elle s'était mise au service des puissants. Bien représentés parmi le peuple de Paris et des grandes villes, ils en voulaient terriblement aux provinciaux, aux campagnards, aux paysans, d'avoir voté pour les réactionnaires et pour Bonaparte. Certains, persuadés de détenir la vérité et d'avoir un droit moral à l'imposer aux Français même contre leur gré, doutaient des vertus du suffrage universel, dont Blanqui qui avait déclaré à la veille des élections d'avril 1848 :

« Ces élections seront dérisoires. Le peuple ne sait pas, il faut qu'il sache. Ce n'est pas l'œuvre d'un jour, ni d'un mois (...). Les élections, si elles s'accomplissent, seront réactionnaires (...). Le parti royaliste, le seul organisé grâce à sa longue domination, va les maîtriser par l'intrigue, la corruption, les influences sociales, et sortira triomphant du scrutin. Songez-y, ce triomphe, ce serait la guerre civile, car Paris, le cœur, le cerveau de la France, Paris ne reculera pas devant le retour offensif du passé (...). Laissez le peuple naître à la République ».

Ils avaient le culte des dictatures progressistes, purificatrices et régénératrices, et n'envisageaient qu'une nouvelle révolution parisienne pour faire tomber l'Empire — mais elle se faisait attendre. Leur figure la plus connue était Auguste <u>Blanqui</u> (1805-1881), en exil en Belgique début 1870. Blanqui est habituellement rangé parmi les socialistes, et effectivement vers 1870 le socialisme l'avait déjà passablement influencé; mais il s'agit d'une évolution tardive: l'essentiel de sa formation politique, intellectuelle et affective s'était déroulée dans les milieux néo-jacobins, et sa manière de concevoir la politique était d'un héritier de Robespierre bien plus que d'un socialiste de sa génération.

C'était un activiste bien plus qu'un théoricien ; sa pensée était aussi fruste (et confuse) que son énergie était inépuisable. Fils d'un conventionnel régicide, carbonaro dans sa jeunesse, il fut de tous les combats de rue sous la Restauration et la monarchie de Juillet, notamment entre étudiants. Éternel conspirateur, toujours prêt à tenter de soulever les Parisiens par voie d'affiche

(voici le début de celle de 1839: « Aux armes, citoyens! L'heure fatale a sonné pour les oppresseurs! Peuple, lève-toi, et tes ennemis disparaîtront comme la poussière devant l'ouragan! »), à monter à l'assaut de l'Hôtel de Ville¹, à former des gouvernements insurrectionnels, il n'eut guère de succès : la plupart du temps, il ne parvenait à soulever personne et se faisait arrêter — ainsi en 1832, 1836, 1839 (il fut condamné à mort puis gracié), en mai 1848, en 1851 (il s'évada en 1865 et se réfugia en Belgique), en mars 1871 (cette dernière arrestation l'empêcha de prendre part à la Commune). Gracié une dernière fois en 1879, il termina sa vie en mémoire vivante du Paris révolutionnaire du XIXe siècle. Il passa la moitié de sa vie en prison, où "il se ruina" la santé; son premier biographe le surnomma "l'Enfermé". Il dirigea aussi de nombreux journaux : le titre du dernier, Ni Dieu ni maître, est passé à la postérité comme l'un des cris de ralliement des anarchistes, bien que Blanqui n'eût rien d'un anarchiste.

Blanqui croyait avant tout à la violence en politique; il refusait tout compromis avec la société détestée, tout gradualisme, tout réformisme, toute perspective de réconciliation avec les ennemis de la société idéale — une très typique et très française "mentalité de guerre civile". Il s'inscrivait dans la tradition des Jacobins, de la Terreur régénératrice et épuratrice, et des révolutionnaires comploteurs (avec les carbonari, l'un de ses modèles principaux en ce domaine était Gracchus Babeuf, auteur d'une "conspiration des égaux" avortée — sous le Directoire, en 1795). Il s'inscrivait aussi dans la tradition de la prise et de l'exercice du pouvoir par une petite minorité éclairée, censée transformer la société (y compris de force) et éduquer le peuple (y compris contre son gré): une tradition qui se réclamait entre autres du Comité de Salut public et de la dictature antique<sup>2</sup>. Mais il n'avait pas de stratégie claire de prise et de conservation du pouvoir. D'où ses malheurs : c'était un violent qui ne se donnait pas les moyens de la force. Il était persuadé que l'énoncé de la doctrine et l'appel à la révolte suffiraient à soulever les masses. La société idéale était proche, le passage serait facile et immédiat après la

Pourquoi l'Hôtel de Ville ? Parce que ç'avait été la cible des journées révolutionnaires de la période 1789-1797. Ce n'était plus le siège du pouvoir sous l'Empire ? Peu importait : Blanqui était plus sensible aux souvenirs glorieux, aux symboles, qu'à ce genre de détails.

La dictature, c'était à Rome une magistrature exceptionnelle, exercée par un seul homme qui se substituait aux deux consuls, pour un temps limité, afin de résoudre un problème pressant (par exemple un blocage des institutions à la suite d'une mésentente entre les consuls, ou une menace militaire pressante qui imposait un commandement unique des troupes — les consuls étaient, entre autres choses, chefs des armées). Il s'agissait donc d'une magistrature intégrée aux institutions, et provisoire ; durant les premiers siècles de la République elle fonctionna bien, tous les dictateurs rendirent le pouvoir, notamment Cincinnatus qui exerça deux fois la dictature et sauva Rome des Gaulois. (Après une éclipse aux IIIe et IIe siècles, durant les guerres civiles du Ier siècle elle fut rétablie par les généraux qui s'emparèrent de l'essentiel du pouvoir, et servit au contraire à affermir leur régime et à précipiter la chute de la République).

À la fin du XIXe siècle, la tradition blanquiste de la dictature s'opposait entre autres au rêve du "grand soir", de la prise du pouvoir par un soulèvement de l'ensemble du peuple, à la suite d'une grève générale organisée par les syndicats, rêve très répandu dans les milieux syndicalistes.

Révolution. Il suffisait de réussir la prise de pouvoir, et pour cela il fallait essayer, essayer encore ; les masses finiraient bien par entendre ses appels, le volontarisme finirait bien par payer. S'il avait acquis, sous l'incluence des socialistes, une idée à peu près claire de ce que devait être la société idéale, en revanche il n'était pas très sûr de ce que devaient être ces "masses" motrices de la révolution : en tout cas, ce n'était pas le "prolétariat" de Marx, c'est-à-dire les ouvriers de la grande industrie moderne, mais bien plutôt, en pratique, le petit peuple parisien, ouvriers et artisans propriétaires, c'est-à-dire le milieu où il vivait et militait.

La mouvance républicaine modérée portait le nom de "républicains de gouvernement". Tout aussi hostiles que les néo-jacobins à la forme monarchique du régime et au césarisme impérial, ils refusaient toute perspective d'un ralliement au régime ; mais ils étaient hostiles à la violence, car ils avaient retenu à la fois les leçons de la première Révolution et celles de la surenchère extrémiste qui avait contribué à l'échec de la IIe République. Ils refusaient toute dictature, quelles que fussent ses intentions ; ils voulaient un progrès des libertés individuelles, de la liberté de la presse et de réunion, etc., et surtout éviter autant que possible une nouvelle révolution. Libéraux en politique, les républicains de gouvernement l'étaient généralement aussi en économie (c'était le conformisme du temps); méfiants envers toutes les utopies, aussi bien religieuses que politiques ou sociales, ils étaient pour la plupart hostiles au socialisme, qu'ils avaient tendance à assimiler à l'extrême-gauche blanquiste, ou à de doux rêveurs: pour eux, des réformes politiques (un changement de régime, l'application réelle et honnête du suffrage universel, les libertés) suffiraient à résoudre l'ensemble des problèmes du pays. Ils étaient très anticléricaux (c'était le seul terrain sur lequel ils retrouvaient les néo-jacobins) et ils croyaient en l'éducation comme facteur de progrès, aussi bien hygiénique et intellectuel que politique — seule une école progressiste et débassarrée des curés ferait véritablement "naître le peuple à la République".

L'une de leurs principales figures intellectuelles était l'historien Edgar Quinet, en exil en 1870. Comme beaucoup de ses collègues, il travaillait sur la grande Révolution, et pour lui la seule période acceptable en était la Constituante — en revanche, selon ses analyses, la Terreur, la Convention, le Comité de Salut public, n'avaient réalisé que la "mise en représentation" d'une société idéale, du "théâtre révolutionnaire" qui avait masqué un retour aux pratiques et à l'essence de l'Ancien Régime : le triomphe de l'absolutisme et de la raison d'État. Pour Quinet, il n'y avait pas de différence esentielle entre Robespierre, Bonaparte et Richelieu : ils avaient gouverné au nom d'idées différentes, mais ils avaient gouverné de la même manière, et de ce fait leurs gouvernements avaient eu les mêmes effets. Pour lutter efficacement contre Napoléon III, il fallait donc critiquer la Terreur et ses thuriféraires ; il

fallait débarrasser la France des fantômes de Robespierre et de Saint-Just, qui faisaient tant de mal à la cause républicaine en l'identifiant à l'extrémisme, à la violence. La République ne pouvait renaître, les principes de 1789 ne pouvaient être pleinement appliqués que s'ils ne faisaient plus peur. Les néo-jacobins, en entretenant cette peur, se faisaient, pour parler comme au XXe siècle, les complice objectifs du régime en place : ils facilitaient la répression et contribuaient à la légitimer, car il est normal d'avoir peur de ceux qui prônent la haine et la violence. De plus, ajoutaient les républicains de gouvernement, les néo-jacobins étaient au fond bien plus proches des bonapartistes que des républicains attachés à la liberté : eux aussi prônaient par principe la dictature au nom du peuple¹.

Ces idées, un jeune avocat et journaliste du nom de <u>Jules Ferry</u> (1832-1893) les résuma admirablement dans un article paru en janvier 1866, écrit pour défendre Quinet contre les attaques des néo-jacobins, et intitulé *Les revenants*. Je vais le citer assez longuement, car il résume avec une grande clarté des enjeux qui sont restés au cœur des déchirements de la gauche au XXe siècle :

« Toute secte est hautaine, dogmatique, intolérante. Celle-ci s'intitule l'école "de la tradition révolutionnaire". Mais il en est d'elle comme de ces enfants qui n'ont retenu du type paternel que les travers. Ces continuateurs de la Révolution n'ont hérité que de ses sophismes, de ses déclamations et de ses haines.

[Ferry explique ensuite que le jacobinisme pouvait avoir sa raison d'être sous la Restauration, lorsque le pouvoir contestait les principes de 1789 et qu'on ne pouvait le combattre que par la force]. Mais aujourd'hui tout est bien changé. La société moderne n'est contestée par âme qui vive : l'Ancien Régime n'existe plus que pour les vieux journaux qui ne veulent pas perdre l'habitude de le pourfendre. Au sein d'une démocratie débordante², qui, au lieu d'ennemis, n'a que des flagorneurs³, le jacobinisme n'est plus une arme de guerre mais un péril, car il représente pour nous quelque chose de plus triste que le souvenir des échafauds : le Préjugé de la Dictature.

Effectivement, la conception blanquiste de la politique n'était guère différente de celle de Louis-Napoléon Bonaparte dans sa jeunesse, si ce n'est que l'un tentait de soulever les casernes (il fit deux tentatives en ce sens, en 1836 et 1840) et l'autre les ateliers. Ce n'était pas un hasard, et ce ne fut pas un hasard non plus si une partie des socialistes d'héritage blanquiste se rallia, dans les années 1880, au très bonapartiste général Boulanger, notamment Rochefort que j'évoque un peu plus bas : c'est que la proximité des mentalités l'emporta sur la diversité des objectifs. Évidemment, Blanqui était nationaliste et admirait Bonaparte (le premier).

Ferry voulait dire que personne, surtout pas le régime, ne mettait plus en cause les principes de 1789.

<sup>3</sup> Allusion à la démagogie de Napoléon III.

Au XIXe siècle, il n'existe plus de tyrannies, il n'y a que des dictatures¹. On ne nie pas la liberté, on la fait attendre. L'absolutisme ne prétend plus remplir (...) qu'un office transitoire: c'est un pédagogue, un éducateur, un maître. Napoléon Ier remettait au règne de son fils la fondation d'un régime libre : il subordonnait la liberté à la victoire. M. de Bismarck n'a contre la liberté prussienne qu'un grief : elle pourrait l'empêcher de s'agrandir à sa manière : il subordonne la liberté à l'annexion. Je blasphème sans doute, mais j'ose dire qu'en suspendant la Constitution jusqu'à la paix, la Convention ne faisait pas autre chose.

De sorte qu'il est vrai que la doctrine de Salut public est, par le temps qui court, la dernière citadelle du despotisme. La doctrine de Salut public, c'est la liberté subordonnée : de quel front osez-vous vous plaindre qu'on la subordonne aux principes conservateurs, si vous la subordonnez vous-mêmes aux nécessités révolutionnaires? La doctrine de Salut public est la source frauduleuse de toutes nos misères ; elle nous énerve², nous déprave et nous livre. Elle nous commet en des alliances, hélas! autrement dangereuses, équivoques, corruptrices que toutes les coalitions, réelles ou imaginaires, que l'Église jacobine reproche incessamment au parti de la liberté! ».

Dans ce texte, Ferry mettait en lumière l'une des <u>contradictions de tous les révolutionnaires</u>, ce qu'on pourrait appeler sommairement "le dilemme de la fin et des moyens" : pour construire un monde plus démocratique, ils prévoient d'utiliser des moyens non démocratiques, et il y a un risque sérieux qu'ils s'attardent dans la phase non démocratique de la révolution. Mais la justesse de ces remarques, notamment à la lumière de l'Histoire du XXe siècle, ne doit pas faire oublier que les républicains de gouvernement étaient eux aussi dans une impasse : ils ne voulaient pas de l'Empire, ils ne voulaient pas non plus de la violence. Or l'Empire durait, tenait bien le pays en main, était assez populaire, faisait même des réformes. S'ils restaient opposés au régime sans se donner les moyens de l'abattre, les républicains de gouvernement risquaient de s'isoler dans une opposition stérile, qui n'arriverait jamais au pouvoir (un peu comme les légitimistes) ; ou alors, il leur faudrait se rallier au régime pour essayer de le faire évoluer... avec le risque d'y perdre leur âme : on entre dans

Une tyrannie, c'était en Grèce le pouvoir illimité dans le temps, absolu et exorbitant des institutions ordinaires, d'un homme qui à la faveur de troubles s'emparait d'une cité; régime de fait, exorbitant du droit civique, elle s'opposait à la dictature, régime d'exception, mais constitutionnel. Ferry veut dire que tous les dictateurs du XIXe siècle agissaient au nom de la liberté, supposée menacée (par exemple par une révolution); ils n'en remettaient pas le principe en cause. Cette vision des choses était assez optimiste en 1865, date où l'Europe centrale et orientale était infestée de despotes que, d'après ce vocabulaire, on qualifierait plutôt de tyrans que de dictateurs.

Au sens ancien: nous prive de volonté.

le système pour le faire changer, et c'est lui qui vous change. C'est <u>le dilemme</u> <u>de tous les réformistes</u>! Et c'était ce que l'on pouvait répondre à Ferry : face à des régimes qui refusent d'évoluer sur l'essentiel, il se peut que des révolutions parfois soient nécessaires. En fait, ce fut la défaite militaire de 1870 qui tira les républicains de gouvernement de cette impasse : l'Empire tomba tout seul, sans qu'il y eût besoin d'exercer une quelconque violence.

Outre Ferry, les républicains de gouvernement comptaient dans leurs rangs maints jeunes gens pleins d'avenir, parmi lesquels Jules Favre (1809-1880), qui était député, mais surtout Clemenceau et Gambetta. Georges Clemenceau (1841-1929, pas d'accent sur le premier e!) était né en Vendée, où les villes étaient volontiers républicaines par opposition aux campagnes "blanches"; son père avait été déporté en Algérie lors d'une vague répressive consécutive à un attentat contre l'Empereur en 1858. Il avait étudié la médecine ; d'un tempérament froid et pondéré, il avait le génie de la formule assassine. Léon Gambetta (1838-1882), fils d'un immigré gênois devenu épicier à Cahors, monté à Paris en 1857, avait été étudiant en droit, puis avocat. C'était l'une des personnalités marquantes du quartier Latin : gros buveur, personnage hénaurme et vulgaire, volontiers obscène, toujours tonitruant, véhément, enthousiaste, avec de terribles accès d'emportement et de formidables explosions de gaîté. Souvent excessif dans son expression, il usait d'une phraséologie d'allure révolutionnaire et socialisante qui pourrait le faire classer à la limite des néo-jacobins ; mais son comportement postérieur montra qu'il n'y croyait quère : il refusa de soutenir la Commune et fut l'un des fondateurs de la IIIe République.

Gambetta et ses amis commençaient à être connus sous le nom de radicaux — ce mot, qui a désigné depuis un parti politique, est à comprendre au départ dans son sens adjectival. Il était apparu à l'occasion de la campagne législative de 1869, lorsque pour la première fois cette mouvance se dota d'un programme — il s'agissait en fait de celui de Gambetta, candidat dans la circonscription de Belleville à Paris, ce qui fait qu'on l'appelle le programme de Belleville, mais il avait été repris par de nombreux candidats républicains dans la France entière. L'adjectif "radical" figure à la deuxième ligne du programme : Gambetta se donnait pour objectif « d'affirmer les principes de la démocratie radicale ».

Comment distinguer un révolutionnaire d'un réformiste? Le philosophe espagnol Ortega y Gasset a eu une formule qui me semble à la fois très synthétique et très juste : « le révolutionnaire critique les us, le réformiste critique les abus » (citation indirecte et pas forcément fidèle sur la forme). Le premier trouve que le monde où il vit est fondamentalement mauvais, et rêve d'un autre monde ; le second le trouve fondamentalement bon, et veut, pour qu'il survive, en corriger les dysfonctionnements. En revanche un révolutionnaire n'est pas forcément violent (Jaurès, par exemple, rêvait d'arriver pacifiquement à la société socialiste). Bien entendu, un révolutionnaire peut être amené à faire du réformisme, pour des raisons tactiques (par exemple les ministres communistes en 1945-1947) ; un réformiste peut être acculé à la révolution (ainsi Lamartine en 1848, et la plupart des communards).

Le texte se plaçait dans la continuité des cahiers de doléances de 1789 : il s'intitulait *Cahier de mes électeurs*, comme s'il avait été rédigé par le peuple de Belleville. Par cet intitulé, Gambetta soulignait aussi qu'un député ne doit être que le mandataire de ses électeurs, leur représentant, leur serviteur, habilité seulement à défendre leurs revendications. Dans cet esprit, longtemps sous la IIIe République les radicaux exigèrent que les électeurs pussent destituer leurs députés s'ils ne respectaient pas le programme au nom duquel ils avaient été élus (ce genre de revendications disparut vers l'époque où ils se rapprochèrent du pouvoir).

Outre des réformes circonstancielles (la fin du charcutage électoral, l'abolition de la loi de sûreté générale), le programme de Belleville « revendiqu[ait] énergiquement » de nouvelles avancées dans le domaine des libertés (notamment la liberté de la presse, la liberté de réunion et d'association); et plus précisément « l'application la plus radicale du suffrage universel »: non seulement les maires devaient être élus, y compris à Paris et à Lyon, mais les fonctionnaires aussi (par exemple les magistrats). Les républicains radicaux, contrairement à beaucoup de socialistes et aux néo-jacobins, croyaient en les vertus du suffrage universel ; ils avaient même tendance à en faire une panacée. Le programme de Belleville réclamait aussi la séparation de l'Église et de l'État (on voyait pointer ici l'anticléricalisme des radicaux de la IIIe République), et, juste à la suite dans le texte, « l'instruction primaire gratuite, laïque et obligatoire » : avec le suffrage universel, l'instruction pour tous était le grand projet des républicains. Les deux combats allaient de pair, dans le contexte de la loi Falloux : pour les républicains l'emprise de l'Église sur l'enseignement était le grand obstacle à l'instruction des masses, c'était elle qui expliquait l'emprise de la réaction sur le pays.

Gambetta exigeait aussi « la suppression des armées permanentes, cause de ruine pour les finances de la nation, source de haines entre les peuples et de défiances à l'intérieur » : on relève ici une critique de l'aventurisme militaire du régime et une allusion au rôle de l'armée dans le coup d'État de 1851. Cet antimilitarisme, qui commençait alors à se structurer en opposition à Badinguet, est resté très vif dans une partie de la gauche républicaine, quelque peu contrarié cependant, après 1870, par la force des traditions bonapartistes et par la montée du rêve de Revanche contre l'Allemagne — comme je l'ai mentionné plus haut, l'anticésarisme et l'hostilité aux armées de métier, aux armées des Rois, pouvait faire fort bon ménage avec le nationalisme et le rêve d'une armée populaire et républicaine...

En revanche les <u>réformes économiques et sociales</u> n'occupaient qu'une place limitée dans le programme de Belleville, et le texte était très vague à leur sujet : réforme fiscale, « abolition des privilèges et monopoles » qui constituaient une « prime à l'oisiveté » (une des rares formules du manifeste où l'on sentait l'influence socialiste, sans doute sensible dans ces quartiers de Paris).

Le dernier alinéa était explicite : « [nous voulons] les réformes économiques, qui touchent au problème social, dont la solution, quoique subordonnée à la transformation politique, doit être constamment étudiée et recherchée au nom du principe de justice et d'égalité sociale. Ce principe généralisé et appliqué peut seul en effet faire disparaître l'antagonisme social et réaliser complètement notre formule : liberté, égalité, fraternité » (c'était sur ces mots que se concluait le texte). Les républicains radicaux, quoique soucieux du problème social, n'étaient pas des socialistes : pour eux, les réformes politiques passaient avant les réformes sociales ; il n'était pas question d'exciter la lutte des classes, mais au contraire de réconcilier les Français ; pas question non plus de changer de société, mais de réaliser l'application pleine et entière des principes de 1789. Malgré tout, trente ans plus tard on reprocha baucoup aux radicaux parvenus au pouvoir d'avoir "oublié les promesses sociales du programme de Belleville".

Ce furent ces hommes, radicaux ou républicains de gouvernement modérés, qui, dans les années 1870, fondèrent une République non jacobine, non révolutionnaire (même si elle intégra Robespierre à une place modeste dans son panthéon, comme le rappelle une formule de Clemenceau en 1891 : « la Révolution est un bloc ») ; une République raisonnable, rassurante, acceptable par tous les Français. Bref, ils réussirent là où les républicains de 1848 avaient échoué — il faut dire que l'échec de la Commune avait abouti à la liquidation des néo-jacobins. Ils s'appuyèrent pour cela sur la masse des paysans, mais aussi en partie sur les <u>classes moyennes</u>, en plein essor mais éloignées du pouvoir (c'était aussi l'un des rares milieux à ne faire l'objet d'aucune sorte de sollicitude de la part du régime) : de ce point de vue, les professions de Gambetta et de Clemenceau étaient significatives — quant à Ferry, il était avocat, comme Gambetta. Dans les années 1860, les républicains de gouvernement commencèrent aussi à s'appuyer sur la <u>franc-maçonnerie</u>, qui entama alors son grand essor et sa politisation!

\_

La franc-maçonnerie remonte légendairement aux corporations de maçons du temps des caathédrales (maçonnerie "opérative") d'où se serait petit à petit dégagé une maçonnerie "spéculative"; la filiation n'est pas prouvée. Elle est apparue au début du XVIIIe siècle en Grande-Bretagne, puis s'est rapidement répandue dans toute l'Europe : au départ, c'était un espace de discussion et d'échanges, et aussi une structure destinée à accueillir des voyageurs isolés dans une ville étrangère. Au XVIIIe siècle, ce fut un "creuset d'égalité" essentiel : cette association qui recrutait ses membres dans tous les milieux sociaux, sans faire entre eux de distinction de castes, qui les mettait sur le même plan, était née de la modernité, et naturellement à lui servir de vecteur (sur ce que j'entends par "modernité", voyez au chapitre 4) : elle joua un rôle essentiel dans la diffusion de l'idéologie des Lumières, de l'Encyclopédie, etc., ce qui l'a fait accuser d'avoir été à l'origine de la Révolution française. En réalité, elle n'était pas explicitement politisée : c'était avant tout un espace de sociabilité — la politisation exlicite date de la IIIe République. Par ailleurs, jusqu'au milieu du XIXe siècle, elle n'était pas athée (elle ne n'est pas entièrement) : elle tenait pour un "Grand Architecte" de l'Univers, à la

Il existait une troisième mouvance de républicains encore plus modérés. Dans les années 1860, le plus en vue était Émile <u>Ollivier</u> (1825-1913). Eux étaient fatigués d'attendre la chute du régime, et leur impatience de gouverner était en train de leur faire perdre de vue leurs principes. Dès les législatives de 1863, ils s'étaient alliés aux orléanistes libéraux dans le but de progresser aux élections : cette mouvance qu'on appelait le "tiers parti" réclamait un progrès des libertés, mais détestait le désordre. Ils étaient libéraux en économie, même si Ollivier était le père de la loi de 1864, légalisant les grèves sous certaines conditions (voyez plus bas). Surtout, en janvier 1870 Ollivier était devenu le chef du gouvernement : en d'autres termes, à cette date il n'était plus un républicain mais un partisan d'une libéralisation du régime.

L'une des grandes figures de ce courant était Adolphe **Thiers** (1797-1877) — encore qu'il est assez difficile de classer parmi les républicains cet homme d'intrique avant tout soucieux de son intérêt personnel; mais vers 1870, il était sans doute déjà convaincu que ledit intérêt passait par la République. C'est un personnage fort peu sympathique, mais la place qu'il a occupé dans la vie politique du XIXe siècle (de 1825 à 1877!) justifie qu'on s'arrête un peu sur sa biographie. Né à Marseille, il était d'origine sociale très modeste, et c'était un enfant naturel ; mais ce handicap social très sérieux à l'époque (auquel s'ajoutait une taille réduite, un mètre cinquante, et une voix suraiguë) ne l'empêcha pas de faire de brillantes études de droit, grâce à des bourses. En 1821 il monta à Paris, où il se lia avec une bonne partie du monde de la culture, du personnel politique et de la noblesse. Entre 1823 et 1827, il publia une Histoire de la Révolution, monumentale et superficielle, à peu près illisible aujourd'hui; mais ce fut un grand succès, car c'était la première de cette taille. Il se fit ainsi un nom, se positionnant parmi les libéraux hostiles aux excès réactionnaires de Charles X ; il collabora à la presse libérale (notamment au Constitutionnel). Il joua un rôle important dans la révolution de 1830 : il contribua largement à la rédaction de la proclamation des journalistes parisiens qui fut à l'origine du soulèvement ; ce fut lui aussi qui alla chercher Louis-Philippe, qui n'avait pas participé à l'insurrection, et le convainquit d'accepter le trône.

Dans les années 1830, il connut la consécration, avec l'entrée à l'Académie française (en 1834), et la fortune, grâce à un riche mariage de pure raison (avec une certaine madame Dosne, en 1838). Ìl fut plusieurs fois ministre et même deux fois brièvement premier ministre en 1836 et 1840. Homme d'ordre

manière de l'Étre Suprême dont la Révolution française a tenté d'organiser le culte. Société discrète, plutôt que secrète (ses réunions ne sont pas publiques et ses membres ne sont pas censés faire étalage de leur adhésion), elle a suscité tous les fantasmes, notamment du fait d'un décorum tout droit sorti du XVIIIe siècle, et quelque peu exotique dans l'Europe du XXe siècle ; et aussi de ses collusions avec le pouvoir, notamment vers 1900 (Voyez au chapitre 5).

indifférent au sort des plus pauvres et fort peu porté à la sympathie envers la "vile multitude", selon l'une de ses expression favorites, il n'hésita pas à incarner la répression : j'ai déjà mentionné son rôle dans le massacre de la rue Transnonain, en 1834. Peu porté sur la théorie, il n'élabora pas de doctrine politique particulière: c'était alors un orléaniste typique, tout juste se distinguait-il des autres hommes politiques de l'époque par son plus grand souci de la grandeur nationale. Vers 1840, la faveur de Guizot le mit sur la touche. Il fut donc contraint de se positionner dans l'opposition modérée, opposition au gouvernement et non au régime ; ainsi, il prit part (sans trop s'engager) à la "campagne des banquets" qui déboucha sur la révolution de 1848. Bien trop conservateur pour jouer un rôle dans la première phase de la IIe République, il fut en revanche l'une des figures essentielles de sa phase réactionnaire : il se fit haïr de la population par ses excès de langage. Il ne sut pas comprendre l'habile stratégie de Louis-Napoléon Bonaparte, dont il avait déclaré en 1848 : « c'est un crétin qu'on mènera ». Après le coup d'État de 1851, il s'exila quelque mois, revint en France mais eut du mal à revenir au premier plan — il n'y parvint qu'avec l'émergence du tiers parti, dont il rédigea le grand discours programmatique. En 1870, il était encore bien trop impopulaire pour jouer un rôle de premier plan, mais c'était un maître en intrigues et il avait des contacts à peu près dans tous les milieux, sauf les néo-jacobins et les socialistes.

Le camp républicain était donc complètement désuni : chaque mouvance ayant tendance à considérer l'autre comme un ennemi encore plus dangereux que le régime, lequel en avait déjà profité pour rallier les plus modérés. Bref, l'idée républicaine n'était pas forcément promise à un grand avenir : il aurait très bien pu se passer en France ce qui s'est passé depuis 1975 en Espagne, où toute la gauche a fini par accepter la monarchie et où même les communistes ne sont plus que des républicains de principe.

#### F) Les socialistes.

En France, le socialisme était né dans la première moitié du XIXe siècle, à la fois dans des milieux héritiers de la Révolution et dans des milieux légitimistes — voyez plus haut l'exemple de Lamennais. Ces hommes très différents entre eux avaient en commun de détester la société bourgeoise, le règne de l'argent, le libéralisme économique. Ils avaient en commun de considérer que la solution des problèmes sociaux ne résidait pas essentiellement dans des réformes politiques : ils rêvaient de transformer la société. Tous étaient d'accord sur le fait que <u>la société idéale serait une société communautaire</u>, où les biens seraient mis en commun et où le groupe primerait sur l'individu ; au départ, ils étaient volontiers <u>utopistes</u>, c'est-à-dire qu'au lieu de partir de la situation présente de la société et de chercher comment la transformer, ils partaient de l'idée

qu'ils se faisaient de la société idéale, sans forcément très bien savoir comment y arriver — de toute façon, la vie politique leur était fermée, complètement jusqu'en 1848 (à cause du suffrage censitaire), très largement par la suite (à cause de la répression, et des craintes qu'ils suscitaient dans de larges milieux) ; le premier socialiste est plus une philosophie qu'un courant politique.

Affaire d'individus au départ, de penseurs pas spécialement issus des milieux populaires, <u>le socialisme s'était politisé et avait commencé à pénétrer le peuple vers 1848</u>. Les événements de cette année-là en France avaient joué un grand rôle dans cette évolution : pour la première fois, les milieux politiques avaient dû se poser la question d'une action directe de l'État pour réduire l'injustice sociale. Par ailleurs, en 1847, deux penseurs socialistes allemands, Karl Marx et Friedrich Engels, avaient fondé la première association de travailleurs dans le but de faire progresser les idées socialistes, le Parti communiste.

En 1870, le socialisme n'était toujours pas un courant politique à proprement parler, ne fût-ce que parce que l'Empereur s'en réclamait, ainsi qu'une partie du patronat, les saint-simoniens (voyez plus bas). C'était plutôt une sensibilité, une manière d'aborder les problèmes du pays, qui imprégnait inégalement diverses personnes réparties à peu près sur l'ensemble du spectre politique, depuis certains catholiques d'héritage légitimiste (les rares descendants spirituels de Lamennais) jusqu'à certains républicains néo-jacobins (comme Blanqui) ; et issues d'à peu près tous les milieux sociaux. Il y avait notamment des partisans des idées socialistes dans la bourgeoisie — isolés dans leur milieu, bien sûr, mais peut-être pas beaucoup plus que les ouvriers socialistes dans le leur : le prolétariat des petites villes et des campagnes était souvent légitimiste ou bonapartiste, et dans le peuple parisien les idées dominantes étaient plutôt néo-jacobines. Par ailleurs, Marx n'était pas encore le penseur dominant dans les milieux socialistes, même s'il avait vécu en France (dans les années 1840) et surtout rédigé deux livres sur les malheurs de la IIe République<sup>2</sup> : en effet, il existait en France une riche tradition socialiste autochtone, dont je vais à présent présenter les principaux représentants.

Le comte Claude de <u>Saint-Simon</u> (1760-1825) fut un des premiers à penser la société en termes de classes sociales, à dénoncer l'exploitation des travailleurs par les oisifs, les "rentiers". Mais selon lui, le problème ne pourrait pas être résolu par un bouleversement des rapports entre les classes sociales,

Au XIXe siècle, "communisme" était un synonyme rare de "socialisme"; c'est Lénine qui, en 1918, a indroduit une distinction entre les deux mots. Cependant le mot "communisme" a continué, jusqu'à aujourd'hui, à désigner une variété de socialisme : les deux mots ne s'opposent pas, l'un désigne un sousensemble de l'autre.

D'autres penseurs socialistes ont vécu en France et influencé le socialisme français, notamment le Russe Bakounine.

mais par l'action des "éclairés", qui mettraient fin à cette situation en organisant le règne du travail et de l'abondance. Ces éclairés se recruteraient parmi la classe industrielle (les chefs d'entreprise, les ingénieurs, etc.) et les scientifiques, qui devaient mener le combat contre les seuls véritables ennemis : la rente (les nobles et autres inutiles) ; l'ignorance et l'irrationalité. On voit que Saint-Simon n'était pas hostile au profit : il n'était hostile qu'aux parasites, aux "faux-bourdons". Il appelait à un gouvernement des « savants, artistes¹ et artisans », qui devait se charger de planifier l'économie et en tout cas placer celle-ci au cœur de son action : produire est plus important que gouverner. En revanche Saint-Simon détestait les « métaphysiciens de la politique », les agitateurs de grandes théories. Enfin, il n'était paas spécialement ouvriériste, c'est-à-dire qu'il ne plaçait pas le sort des ouvriers (encore peu nombreux) au cœur de sa doctrine : il était soucieux du sort des paysans, de la régénération par l'hygiène et l'éducation de l'ensemble des classes laborieuses.

Il rêvait aussi d'une nouvelle religion, laïque, une religion de la science dont les prêtres seraient les savants, et qui remplacerait le christianisme archaïque et irrationnel. Il eut beaucoup de disciples posthumes; il exista même assez longtemps une Église saint-simonienne, dont le chef spirituel, dans les années 1840, était Prosper Enfantin (1796-1864). Certains saint-simoniens exaltés tentèrent de vivre en communauté selon les préceptes de leur maître : ce fut ainsi qu'en 1830 un couvent saint-simonien fut fondé à Ménilmontant, mais il tourna vite à la secte et disparut en 1832. D'autres ou plus tard les mêmes, faisant passer leur souci du développement économique avant leur souci des pauvres (le premier étant censer favoriser l'extinction des seconds), devinrent avec le temps des chefs d'entreprise, mais jamais ils n'abandonnèrent complètement leurs préoccupations sociales : certains furent à l'origine des premiers logements sociaux. Napoléon III lui-même fut très influencé par Saint-Simon et les chefs d'entreprise saint-simoniens jouèrent un rôle essentiel sous le second Empire. Dans l'ensemble, le saint-simonisme a joué au XIXe siècle le rôle d'une école de pensée qui a influencé des hommes très divers, lesquels, même s'ils s'en sont éloignés pour la plupart, ont toujours conservé des liens dûs à leur passé commun. Ces hommes qui avaient foi dans le développement industriel pour résoudre le problème de la misère, dans la science, dans le savoir de l'ingénieur et dans la mission du chef d'entreprise, sont un peu les ancêtres de nos technocrates.

Charles <u>Fourier</u> (1772-1837) était un petit employé de commerce, qui attendit toute sa vie qu'un capitaliste convaincu par ses théories lui donnât les moyens financiers de les appliquer. On voit que les socialistes de l'époque ne se

\_

Ici au sens ancien de : techniciens.

posaient pas le problème du passage à la société socialiste en termes de révolution! Ils se contentaient de la décrire, parfois comme Fourier avec un luxe de détails maniaque (et fascinant). Fourier, au fond plus poète visionnaire que philosophe ou politique, est le type même du socialiste utopique; il a écrit des milliers et des milliers de pages sur la société idéale, mais sans se donner aucun programme d'action pour y parvenir. L'utopie, au sens originel du terme, c'est une société idéale hors du temps et de l'espace, une référence et non un projet (plus tard, certains essayèrent de concrétiser leurs utopies ; Fourier n'en était pas encore là). Évidemment, le socialisme de Fourier avait peu de chances de s'incarner un jour ; c'était peut-être mieux, car l'expérience montre que les utopies que l'on cherche à incarner à toute force engendrent généralement des monstruosités. L'œuvre de Fourier est attachante entre autres choses car elle fait une place importante au principe de plaisir, qui pour lui devrait quider les hommes dans la société idéale: plaisir érotique, plaisir gastronomique aussi ; satisfaction des passions, y compris par exemple la passion de la vanité pour laquelle toute une armée de décorations étaient prévues, ou celle de l'intrigue... Fourier n'avait rien d'un fanatique du travail et de l'industrie lourde, encore moins de la discipline et de la dictature du prolétariat : son socialisme était exactement le contraire du "socialisme de caserne" que dénonçait déjà, bien avant Staline et le goulag, Oscar Wilde dans L'âme de l'homme sous le socialisme (1891).

Fourier aussi eut une postérité impressionnante : en France et en Amérique (aux États-Unis et dans les pays du cône sud) ses disciples fondèrent des phalanstères, sortes de couvents socialistes où l'on menait une vie communautaire et totalement autarcique, en accord avec les idées du maître. On s'en moqua beaucoup à l'époque ; j'ignore le degré de véracité de la fameuse anecdote selon laquelle les vêtements se boutonnaient par-derrière, pour rappeler sans cesse aux membres de la communauté qu'ils étaient dépendants les uns des autres<sup>1</sup>. La plupart de ces phalanstères sombrèrent vite dans la discorde ou s'effondrèrent par manque de viabilité économique, mais certains subsistèrent plusieurs décennies. On voit que de telles communautés socialistes étaient fort en voque au XIXe siècle ; elles succédaient aux tentatives de vie en communauté des sectes protestantes (les Amish, etc...), qui elles-même s'étaient développées sur le modèle du monachisme médiéval — le modèle des modèles était évidement le Christ et ses apôtres. Si toutes ces communautés fleurissaient sur le continent américain (avec tous les problèmes qu'on imagine : faim, aléas climatiques, hostilité des voisins, indigènes ou non), c'est parce qu'il y avait plus d'espace libre, de terres bon marché, et qu'on y était plus libre<sup>2</sup>.

-

De tels vêtements sont présentés dans les musées ; mais étaient-ils portés par tous, quotidiennement?

Pour plus de détails voyez le cours sur les États-Unis, au chapitre 1.

Étienne Cabet (1788-1856) était comme Fourier un utopiste ; il publia un Voyage en Icarie, roman philosophique dans lequel il prônait un socialisme communautaire et pacifiste, influencé par Thomas Moore, l'auteur de la plus célèbre des utopies et l'inventeur du mot; et aussi par le souvenir des révolutionnaires français. Le socialisme de Cabet avait de fortes résonances chrétiennes : pour lui, le royaume des Cieux tel que le décrit l'Évangile préfigurait la société socialiste. Par ailleurs, Cabet avait fait partie des carbonari dans sa jeunesse : autrement dit, il s'était laissé tenter par l'action politique révolutionnaire — mais c'était avant qu'il n'élaborât son utopie. Par la suite, il s'était rangé (jusqu'à se faire élire député en 1832!); il récusait désormais la violence pour arriver à la société idéale et croyait aux vertus de la conviction: « du prosélytisme, seulement du prosélytisme, jusqu'à ce que la masse accepte le principe de la communauté » (c'est-à-dire, pour lui, l'égalité des individus et la communauté des biens). En 1848, déçus par l'échec de la IIe République, Cabet et ses disciples finirent par quitter la France pour les États-Unis, où ils fondèrent eux aussi des espèces de phalanstères, les communautés icariennes: l'une d'elles subsista jusqu'en 1895 au fin fond de l'Iowa.

Philippe <u>Buchez</u> (1796-1865) fut saint-simonien avant de devenir le théoricien d'un socialisme très marqué par le christianisme : pour lui, le principe fondamental du christianisme est l'égalité. Buchez était par ailleurs un fervent nationaliste : la France, qui avait été la fille aînée de l'Église, puis le berceau de la Révolution, devait être à présent le vecteur de la pensée socialiste en Europe. Buchez fit une brève carrière politique sous la IIe République : il fut même un moment président de l'Assemblée nationale (en mai-juin 1849) — à une époque où on le l'aurait sans doute plus classé parmi les socialistes.

Louis Blanc (1811-1882) en revanche n'était pas du tout un utopiste : journaliste et essayiste au départ, il accepta des responsabilités politiques en février 1848, mais il fut très vite marginalisé par l'évolution politique de la IIe République. Pour lui <u>trois principes</u> régissent l'Histoire des sociétés: l'autorité, l'individualisme, la fraternité. En 1789, le principe d'autorité monarchique (et catholique) avait été vaincu et avait dû céder la place au principe d'individualisme, d'origine luthérienne; 1793 avait vu la victoire du principe de fraternité, synthèse de la liberté et de l'égalité, victoire qui représentait le retour au sens de la communauté perdu en 1789. C'était donc 1793, et non 1789, qui formait le nœud de la Révolution française et qui annonçait l'avenir — mais dans le souvenir de la Convention ce n'était pas la Terreur, la dictature révolutionnaire que Louis Blanc valorisait : c'était la tentative de démocratie sociale des jacobins. Il voulait mettre fin au règne de l'individualisme et de la bourgeoisie, classe que Louis Blanc définissait comme la "classe qui possède les instruments de travail", une définition qui annonçait celle de Marx.

Pour retablir le principe de fraternité, il fallait non pas se livrer à des violences politiques du type de celles de 1793 (elles avaient mené à la défaite de la Révolution), mais s'attaquer aux inégalités sociales. Il fallait en particulier réprimer la concurrence sauvage dans l'économie en instituant des <u>ateliers sociaux</u>, sortes de coopératives ouvrières (l'idée déboucha sur les ateliers nationaux de 1848). L'État leur fournirait les capitaux nécessaires au démarrage et l'encadrement; il servirait de régulateur du marché. L'idée était de substituer à l'anarchie capitaliste un ordre économique rationnel sous l'autorité des mandataires du peuple, d'<u>un État puissant et bienveillant</u> qui devait aussi se donner pour tâche d'éduquer les citoyens, condition de l'acceptation par tous du monde nouveau.

Louis Blanc était lié aux milieux révolutionnaires républicains et blanquistes, mais lui-même était un réformiste. Il espérait une réconciliation de la bourgeoisie et du peuple, une évolution politique progressive et pacifique. En 1871, il condamna la Commune, car c'était un pouvoir illégal et qui ne respectait pas le verdict du suffrage universel. Son idéal en politique, c'était la République et le suffrage universel, conditions nécessaires pour l'avénement du socialisme: « la [réforme économique] est le but, la [réforme politique] le moyen ». Il ne voulait pas non plus supprimer d'un coup le capitalisme : les ateliers nationaux n'étaient censés que le concurrencer, avant que l'évidence de la supériorité du socialisme, et un meilleur niveau d'éducation, n'aboutissent à un dépérissement spontané du capitalisme. Par opposition à Blanqui, Louis Blanc peut être considéré comme l'ancêtre de la social-démocratie : il prônait un socialisme légaliste et pacifique, soucieux de la progressivité des évolutions et de l'association de la bourgeoisie au processus historique qui mènerait à une société nouvelle, plus juste ; il considérait que c'était le rôle de l'État de réformer la société. Par tous ces traits, il annonçait Jaurès, Blum et Mitterrand.

Enfin Joseph <u>Proudhon</u> (1809-1865) était un des rares socialistes d'origine populaire. Issu d'une famille ouvrière, il avait été bouvier dans son enfance ; boursier, il dut cependant interrompre ses études et devint ouvrier typographe, petit imprimeur, puis écrivain et journaliste. Député en 1848 (en juillet, il présenta à l'Assemblée nationale un plan de passage au socialisme, plan rejeté par six cent voix contre deux!), il passa trois ans en prison (1849-1852) et mourut en exil, sans avoir coupé les ponts avec l'Empereur que, malgré tout, il admirait pour son côté "social": les deux hommes correspondaient. On peut retenir trois aspects essentiels de sa pensée, dont la postérité est sans conteste la plus importante et la plus diverse de tous les socialistes français du XIXe siècle.

D'abord la critique de ce qu'il appelait l'"atomisme social" : c'est ainsi qu'il désignait l'idéologie individualiste de la bourgeoisie de son temps, cette manière de tout penser à partir des individus et des intérêts individuels. Pour lui, une

collectivité est plus que la somme des individus qui la composent, elle a sa dynamique propre: « les communautés sont aussi réelles que les individualités ; la société est un être réel¹. Elle a donc ses lois et rapports que l'observation révèle ». Par ce <u>souci des acteurs collectifs</u>, par cet appel à en étudier le comportement, Proudhon fut l'un des premiers penseurs à avoir eu l'intuition de la <u>sociologie</u>, une science qui n'existait pas à l'époque ; mais, sous une forme dégénérée, cette conception de la société est partiellement à l'origine des <u>idéologiques corporatistes</u> du XXe siècle, et notamment des fascismes (je rappelle que le fascisme et ne nazisme se définissaient comme des socialismes)².

Proudhon pensait que l'individualisme bourgeois recouvrait en fait les intérêts d'un groupe réduit dont la prospérité reposait sur l'exploitation des travailleurs : l'idéologie libérale n'était qu'un instrument au service de la minorité qui profitait du système et l'entretenait. Dans la société individualiste du XIXe siècle, alors que la production était un acte collectif, le « surplus productif » (cette notion correspondait en gros à la plus-value de Marx) était attribué à un seul individu alors qu'il aurait dû l'être à la force collective. D'où Proudhon passait à une critique globale de la propriété privée, qui pour lui n'était que le résultat de l'« exploitation de l'homme par l'homme », du vol d'une partie des bénéfices de la production par une minorité d'individus: d'où la célèbre formule : "la propriété, c'est le vol".

Proudhon se livrait aussi à une <u>critique de l'État</u>, critique très originale qui le distinguait de nombreux autres socialistes pour qui l'État était l'instrument idéal du progrès social (comme Louis Blanc). Pour lui, l'État n'était pas simplement un instrument de la domination bourgeoise, qui cesserait d'être oppressif lorsque la bourgeoisie cesserait de dominer la société, mais une force autonome (et négative): c'est qu'il sécrétait un groupe social particulier, la <u>bureaucratie</u>, dont le développement était indépendant de celui de l'économie. La bureaucratie exploitait le peuple parce qu'elle n'était pas productive; elle aussi s'appropriait indûment une partie des « forces publiques » propres aux collectivités et aux personnes. Pour Proudhon, <u>tout pouvoir était par nature oppressif</u> et devait être contrôlé: Proudhon fut, avec Bakounine, le grand ancêtre des <u>anarchistes</u>, c'est-à-dire des socialistes hostiles à tous les pouvoirs. Pour lutter contre le pouvoir de la bureaucratie, il fallait, selon Proudhon, susciter des contre-pouvoirs, afin de respecter le développement des êtres dans leur diversité et leurs contradictions.

Une idée que les libéraux ont toujours niée: pour eux, seuls les individus existent. Cela m'évoque une formule célèbre de Margaret Thatcher, première ministre néo-libérale de la Grande-Bretagne des années 1980 (citée de mémoire) : "la société, ça n'existe pas".

Partiellement, parce que l'idée corporatiste est présente aussi chez les légitimistes — cela dit, les fascismes doivennt infiniment plus au socialisme qu'au légitimisme. La démonstration sera faite dans les chapitres 5, 10, 11 et 12.

Proudhon appelait de ses vœux ce qu'il appelait l'« anarchie positive », laquelle ne pouvait se réaliser que par le biais d'un « travaillisme pragmatique ». Pour lui l'homme ne pouvait se réaliser que par le travail social, la production en collectivité: « le travail est la force plastique de la société qui détermine les diverses formes de sa croissance et tout son organisme tant interne qu'externe ». Si le travail était la valeur essentielle, <u>l'organisation politique</u> de la société devait être calquée sur celle des unités de production. Proudhon était un productiviste : pour lui la science reine devait être l'économie (politique, selon l'adjectif que l'on accolait à l'époque à ce nomi), science du travail, qui devait prendre le pas sur la politique, activité vaine (ce trait le rapprochait de Saint-Simon). Il considérait les différentes collectivités comme les organes, interdépendants mais avec chacun leur mission du grand corps qu'est la société, selon une conception organiciste de l'humanité<sup>2</sup> : il rêvait d'une fédération volontaire de ces collectivités de travailleurs, et pensait que le fédéralisme devait fonctionner au niveau local (il était partisan des autonomies régionales) comme au niveau supranational (il souhaitait une fédération d'États).

Proudhon était favorable non à des ateliers sociaux ni à une nationalisation de la production (c'est-à-dire à son passage dans les mains de l'État, ce qui risquait d'aboutir simplement à un renforcement du pouvoir de la bureaucratie : c'était sa critique des idées de Louis Blanc) mais à sa coopérativisation, c'est-àdire à son passage dans les mains de collectifs autonomes de travailleurs. Ce coopérativisme le poussait à penser que l'agriculture et l'industrie devaient fonctionner sous forme d'entreprises autogérées qui redistribueraient le surplus productif aux individus qui les composaient. Il pensait également que la production industrielle ne devait pas être séparée de la production agricole: il rêvait d'une « fédération agricole—industrielle », ce qui était assez spécifique à une époque (vers 1850-1860) où la plupart des socialistes affichent le plus profond mépris pour les paysans, classe en retard et suppôt des traditionnalistes de tout poil, pour ne s'intéresser qu'au petit peuple des villes et aux ouvriers, classes révolutionnaires et porteuses d'avenir. Cela n'empêchait pas Proudhon d'afficher le plus profond mépris des paysans français de son temps, ces rustres réactionnaires (comme d'ailleurs des femmes, des Juifs, etc...). Pour Proudhon le commerce aussi devait être organisé sur une base coopérative, ainsi que le logement, la monnaie, le crédit : cette organisation coopérative des différentes

l "Économie" signifie en principe "gestion d'un foyer" (hoikos en grec). Dans l'usage français du XIXe siècle, aujourd'hui désuet, adjectif "politique" était destiné à souligner que l'on se plaçait au niveau de la communauté (polis, en grec : la cité, c'est-à-dire, dans le contexte de la Grèce classique: l'État).

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup> Cette conception s'opposait notamment à celles du marxisme, idéologie axée sur l'opposition des classes sociales, donc moins encline à souligner, et à rechercher, les solidarités entre classes. Cela eut des conséquences capitales au XXe siècle : les "socialismes solidaristes" ou organicistes (ou encore corporatistes, ces différents dimensions sont très liées entre elles), dont les fascistes faisaient partie, s'opposèrent alors aux socialismes d'héritage marxistes, modérés (la social-démocratie) ou révolutionnaires (le communisme).

branches de la production, qui n'était pas sans rappeler les corporations de l'Ancien régime¹ (moins l'autoritarisme des structures, en principe), devait mettre fin aux conflits sociaux — Proudhon n'était absolument pas un théoricien des luttes sociales : contrairement à Marx il ne les tenait pas pour fécondes, il n'en voulait pas pour moteur de l'Histoire: il voulait rétablir l'harmonie d'une société reconstruite sur des bases saines, c'est-à-dire, dans son vocabulaire, sur des bases "travaillistes".

Proudhon eut une énorme influence sur la Commune de Paris et sur le socialisme au XXe siècle, surtout à partir du moment où le marxismeléninisme s'est révélé déboucher sur de nouvelles formes d'oppression étatique, de dictature bureaucratique. Outre les anarchistes déjà mentionnés et les gauchistes anti-staliniens des années 1960, Proudhon a inspiré de près ou de loin toutes les formes de socialisme "autogestionnaire", par exemple celui de Tito en Yougoslavie dans les années 1960 et 1970 ; même les bolcheviks russes, qui n'étaient pas du tout des proudhoniens, reprirent à Proudhon l'idée de conseils corporatistes ouvriers et paysans ("conseils" se dit "soviet" en russe) et s'appuyèrent sur eux pour prendre le pouvoir en 1918 (il est vrai que très vite, ils les vidèrent de tout pouvoir réel au profit du Parti communiste, une institution qui remontait plutôt à Blanqui). Enfin Proudhon, qui était très nationaliste (dans la tradition de l'attachement à l'épopée progressiste de la Révolution et de l'Empire, et par mépris pour les peuples étrangers, travailleurs compris) et tout aussi raciste que la moyenne de ses contemporains, a eu encore une autre prospérité, que j'ai déjà évoquée : ses idées ont inspiré une bonne partie des "socialismes nationaux", corporatistes et "organiques", de la première moitié du XXe siècle, que nous appelons aujourd'hui les fascismes.

La plupart de ces théoriciens n'étaient pas des révolutionnaires, et l'on aurait bien surpris la plupart des gens qui se réclamaient du socialisme en associant ce mot à celui de révolution. Cela dit, dans la majorité des cas socialisme et républicanisme étaient liés, ne serait-ce que parce qu'ils se rejoignaient dans l'hostilité à l'Empire, et aussi parce que, dans la mentalité historiciste et progressiste que les socialistes partageaient avec la majorité de peurs contemporains, la République de 1792, généreuse et populaire, était souvent analysée comme une étape sur le chemin du socialisme. Mais l'inverse n'était pas vrai : tous les républicains n'étaient pas socialistes, loin de là ; il existait d'infinies nuances entre "socialistes convaincus", "républicains influencés par le socialisme", "républicains non socialistes mais combattant

Et pour cause : le monde ouvrier que Proudhon avait devant les yeux, celui aussi qui fournissait le plus gros contingent de ses lecteurs, c'était le monde du vieux prolétariat des grandes villes, très qualifié et très instruit, encore très marqué par l'héritage des corporations, notamment par le biais des traditions du compagnonnage (voyez plus bas dans ce même chapitre).

l'ennemi commun, la monarchie, avec les socialistes", "républicains hostiles au socialisme".

Plus précisément, les épreuves subies depuis 1848 avaient rapproché une partie des socialistes, notamment dans le petit peuple des grandes villes, des néo-jacobins — écœurés par la répression, certains socialistes en étaient venus à penser que le vieux monde n'accepterait jamais de changer par lui-même et qu'il fallait donc le faire changer par la force. Il en était issu une synthèse idéologique, dont le Blanqui de 1870 était un représentant typique, et qu'on peut baptiser du nom de **socialisme révolutionnaire**. Pour ses représentants, la seule voie pour changer de société était celle de la violence politique : il fallait avant tout s'emparer du pouvoir (à Paris), liquider l'Empereur, les ministres (plus les curés : ce courant était très anticlérical), et la société deviendrait miraculeusement meilleure, voire parfaite.

Blanqui a donc eu une influence décisive, et pas forcément très positive, sur le socialisme français : il a contribué à l'éloigner du légalisme, du respect des formes démocratiques, du réformisme, de l'action de masse, au contraire de ce qui s'est passé par exemple en Grande-Bretagne ou dans les pays scandinaves. Cette influence s'est même fait sentir bien au-delà de la France : ce fut en partie au contact des milieux blanquistes français, en partie au contact de milieux terroristes russes eux-même très influencés par la France, qu'au tout début du XXe siècle <u>Lénine</u> élabora sa théorie de la prise du pouvoir politique par un petit groupe de révolutionnaires, avantgarde de la classe ouvrière, théorie qui ne figurait pas dans le legs de Marx. Le blanquisme fait donc non seulement le lien entre républicains jacobins et socialistes, mais aussi « le lien nécessaire entre la première pensée socialiste française et le marxisme[-léninisme] » (selon l'historien italien Gian Mario Bravo).

D'autres, notamment parmi les proudhoniens, ne croyaient pas que le pouvoir réel résidait aux Tuileries ou aux Chambres ; ils pensaient eux aussi que la violence était nécessaire pour changer le monde, mais qu'il fallait plutôt s'attaquer aux patrons et à leurs usines. Pour l'instant, ils étaient peu nombreux.

Mais toutes ces idées révolutionnaires ne convainquaient pas tous les socialistes; les <u>organisations</u> qu'ils s'étaient données étaient donc fort divisées. Il y avait d'abord les premiers syndicats, qui avaient pris la succession des anciennes sociétés de secours mutuel, autorisées depuis 1852 — les syndicats proprement dits n'étaient pas officiellement autorisés, mais ils étaient tolérés depuis 1867. Il y avait aussi tout un fourmillement de sociétés secrètes néojacobines, notamment à Paris, et celles qui avaient émergé de divers comités de grève (les grèves étaient autorisées depuis 1864). Surtout, en 1864, des ouvriers venus de différents pays d'Europe, influencés par Marx, avaient fondé à Londres une <u>Association internationale des travailleurs</u>, que l'on appelle

aujourd'hui la "première Internationale"; elle s'était implantée en France vers 1865-1866. Son premier dirigeant en France s'appelait Tolain. C'était, comme le "parti communiste" de Marx et d'Engels quinze ans auparavant, plus un ancêtre de nos centrales syndicales qu'un parti politique: elle ne présentait pas de candidats aux élections. Marx méprisait la politique, qu'il tenait pour une "superstructure" : l'essentiel était pour lui le combat social, pacifique ou violent — il n'avait pas réellement de religion sur ce sujet : il baptisait "révolution" tout changement profond des structures sociales, admirait 1789 mais considérait 1830 et 1848 comme des "bégaiements de l'Histoire", et en tout cas ne considérait pas la violence comme la seule voie possible. Cela ne faisait pas des marxistes des partisans de la démocratie au sens où l'entendaient les libéraux de l'époque : ils considéraient que les élections, même démocratiques, ne menaient à rien (la société ne se réformerait jamais d'elle-même, s'y frotter ne pouvait déboucher que sur des compromissions ; du reste le vrai pouvoir n'était pas à l'Élysée mais dans les mains des patrons). Ils se préparaient plutôt à peser sur l'ensemble de la société par la force du nombre et de la résolution, par la grève, la manifestation, éventuellement par la révolution1.

La naissance de la première Internationale fut une étape essentielle dans le mouvement social français, car c'était la première fois qu'apparaissait en France une structure d'action sociale et politique spécifique aux travailleurs, non dépendante du régime, ni de l'Église ou d'une mouvance politique déjà existante. Par ailleurs, <u>avec cette association naissait un nouveau courant du socialisme : le courant internationaliste</u>. Ce socialisme-là, celui de Marx, cherchait à dépasser les frontières des nations pour affirmer l'unité de la classe ouvrière, et même avait tendance à les traiter par le mépris, à les considérer comme des créations du capitalisme pour diviser et affaiblir les travailleurs ; il était farouchement hostile à toutes les formes de nationalisme, et pacifiste par principe (au moins en ce qui concernait les guerres entre nations ; il lui arrivait de prôner la guerre de classes !).

Mais cette naissance se fit dans la confusion : de nombreux blanquistes et proudhoniens figuraient parmi les figures françaises de la première Internationale ; certains auraient souhaité une action beaucoup plus politique et beaucoup moins sociale, il y avait une minorité de révolutionnaires de principe; l'ouvriérisme des marxistes (très minoritaires) était rejeté par la plupart de leurs camarades qui fonctionnaient encore dans le cadre mental, plus large et plus vague, du "peuple", des "travailleurs", voire des "petits" contre les "gros"... L'Internationale se trouva très vite paralysée par ces divisions idéologiques, et disparut (à l'échelle occidentale) en 1876.

 $^{
m l}$  Cette attitude est le fondement de l'apolitisme d'une grande partie du mouvement social français jusqu'en 1920 environ.

# II-La situation politique à l'été 1870 : forces et fragilités du régime.

### A) En politique intérieure: des tensions maîtrisées.

Durant huit ans (1852-1860) Napoléon III avait gouverné la France d'une main de fer. Puis il avait décidé de démocratiser le pays, de son propre chef, parce qu'il estimait qu'il lui fallait être populaire pour fonder un régime durable. Il avait décrispé la vie politique, d'abord timidement (en 1860-1861), puis beaucoup plus audacieusement en 1869-1870 : désormais la France avait une constitution politique relativement libérale, même si bien sûr le monarque en était toujours la figure dominante ; les opposants pouvaient se présenter aux élections, la presse était relativement libre et le droit de réunion était reconnu. Dans l'enseignement, la loi Falloux était toujours en viqueur mais un ministre brillant, Victor Duruy (1811-1894), avait lancé toute une série de réformes libérales: il était apparu notamment des établissements d'enseignement secondaire publics pour les jeunes filles. Dans le domaine social, il y avait eu au moins une réforme décisive : en 1864, les ouvriers avaient reçu le droit de grève. En économie, l'Empereur avait imposé une série de traités de libre-échange (le premier avait été signé avec la Grande-Bretagne en 1860), malgré l'opposition d'une grande partie du patronat.

Toutes ces réformes avaient été heurtées, hésitantes parfois, d'autant que la santé de l'Empereur déclinait (il était atteint de ce qu'on appelait la maladie de la pierre, c'est-à-dire qu'il avait des crises de colites néphrétiques), ce qui se ressentait sur sa capacité à gouverner ; mais en gros il n'y avait pas eu de retour en arrière, même si, comme il était prévisible, l'effet essentiel des réformes en apparence avait été un progrès continu de l'opposition aux élections (toutes confondues, elles avaient rassemblé trois millions de voix sur huit aux législatives de 1869, les treize plus grandes villes avaient vité pour l'opposition) et une presse de moins en moins déférente envers le régime — on peut prendre l'exemple du journaliste républicain Henri Rochefort (1831-1913), proche des néo-jacobins, qui avait lancé en 1868 un hebdomadaire de tout petit format dont il était le seul rédacteur, <u>La Lanterne</u> ; il se distinguait par un ton persifleur auquel le pouvoir n'était pas habitué, et qui annonçait un peu <u>Le Canard enchaîné</u>. Voici quelques extraits du numéro 1 :

« La France contient trente-six millions de sujets, sans compter les sujets de mécontentement ». « Je suis profondément bonapartiste. On me permettra bien cependant de choisir mon héros dans la dynastie (...); comme bonapartiste, je préfère Napoléon II. (...) Il représente pour moi l'idéal du souverain. Pesonne ne niera qu'il ait occupé le trône, puisque son successeur s'appelle Napoléon III. Quel règne, mes amis, quel règne! Pas une contribution, pas de guerres inutiles avec les

décimes [impôts additionnels] qui s'ensuivent, pas de ces expéditions lointaines dans lequelles on dépense six cent millions pour aller réclamer quinze francs [allusion à l'expédition du Mexique, lancée sous le prétexte de réclamer ses dettes à l'État mexicain] (...) Oh! oui, Napoléon II, je t'aime et je t'admire sans réserve ».

La Lanterne, qui connut un succès froudroyant (cent vingt mille exemplaires!), fut interdite en France dès le troisième numéro, mais continua d'être publiée en Belgique où Rochefort s'était réfugié; elle passait la frontière sans trop de problèmes, y compris par la valise diplomatique. Ce fut également à cette époque que Gambetta prononça l'une de ses plaidoiries les plus célèbres pour défendre le directeur d'un journal républicain, Le Réveil, en butte aux tracasseries du gouvernement pour avoir osé lancer une souscription dans le but d'élever un monument au fameux député Baudin, mort sur les barricades parisiennes de décembre 1851 (c'est-à-dire en résistant au coup d'État du futur Napoléon III). Il y faisait remarquer notamment que le second Empire était avec le premier, de tous les régimes qui s'étaient succédés depuis 1789, le seul qui n'eût pas osé faire de sa date de naissance une fête nationale...

Le pays était quand même assez nerveux. Après le succès des oppositions aux législatives, l'Empereur avait hésité six mois avant d'appeler Ollivier à la tête du gouvernement. Cette attente avait exaspéré les opposants. Il y avait eu une vaque de grèves, l'armée avait dû intervenir au Creusot. Surtout, quelques jours après la formation du ministère Ollivier, il y avait eu l'affaire Victor Noir. Correspondant à Paris du journal corse républicain La Revanche (une autre création de Rochefort), ce jeune journaliste (il avait vingt-deux ans) avait écrit une série d'articles fort agressifs contre l'affairisme qui régnait dans la famille impériale. Mi-janvier, il fut assassiné par le prince Pierre Bonaparte (tué en duel, officiellement; en réalité, il fut abattu à coups de revolver au cours d'une violente altercation au domicile du prince). Le meurtrier était un cousin germain de l'Empereur, personnage violent que la famille impériale tenait à l'écart; mais l'affaire éclaboussa le régime et le mit en difficulté. Lors de l'enterrement de Victor Noir, une manifestation réunit cent mille personnes dans les rues de Paris ; elle manqua tourner à l'émeute, entre autres parce que Blanqui, revenu clandestinement, s'était mis à la tête d'un petit groupe armé qui ne parvint pas, cependant, à entraîner la foule. Finalement, devant un impressionnant déploiement de forces de l'ordre, et à l'issue d'un débat animé, les organisateurs décidèrent au dernier moment de renoncer à traîner le cercueil dans tout Paris (à l'imitation d'un épisode de la révolution de 1848 : les victimes d'une fusillade qui avaient eu lieu boulevard des Capucines avaient été promenées dans tout Paris, ce qui avait précipité le déclenchement de la révolution). Ce fut Rochefort qui calma la foule, ce qui ne l'empêcha pas d'être arrêté.

Le régime réagit par <u>de nouvelles mesures de libéralisation</u>, en particulier sur le plan des institutions politiques. Puis, en mai, Napoléon III organisa un plébiscite<sup>1</sup>, par lequel il demandait au peuple d'approuver ces nouvelles institutions. Il y avait déjà eu deux plébiscites en 1851 et 1852, pour demander aux Français d'approuver le coup d'État, puis le rétablissement de l'Empire ; mais par la suite le chef de l'État avait évité de recourir à cette arme. Le plébiscite de mai 1870 fut un triomphe pour le régime : il n'y eut que 17% de "non". La preuve était faite que la France profonde soutenait toujours l'Empire : les conservateurs de tout poil, mais surtout les petites villes et les campagnes, qui en majorité avaient toujours voté dans barquigner pour les candidats désignés par les préfets, à tel point qu'un républicain, un jour de colère, les avait surnommés « le bétail rustique ». La situation sembla s'apaiser même à Paris. Le régime, qui avait fait preuve en politique intérieure d'une très grande habileté et d'une vraie capacité à évoluer, semblait avoir trouvé une seconde jeunesse; les républicains étaient désespérés — Gambetta avoua à un journaliste: « l'Empire est plus fort que jamais ».

En fait, il était à moins de quatre mois de sa chute. Ce fut la politique extérieure aventureuse de Napoléon III qui l'emporta.

### B) En politique extérieure: incohérences et dérapages.

L'Empire avait mené une politique extérieure très active, bien plus que les régimes précédents. À l'automne 1851, juste avant la proclamation du nouveau régime, dans un discours à la Chambre de commerce de Bordeaux, l'Empereur avait pourtant promis au patronat français, très hostile aux aventures militaires parce qu'elles empêchent de faire des affaires : « l'Empire, c'est la paix » — ses seuls combats, avait-il expliqué, seraient contre la pauvreté et pour le développement économique. Mais un Bonaparte a besoin de gloire pour se légitimer, et les Français étaient fort nationalistes et fort militaristes.

Dans un premier temps, cette politique avait été couronnée de succès. En 1854-1856, la France, alliée à la Grande-Bretagne, avait battu la Russie lors de la guerre de Crimée. Il n'y avait pas vraiment d'enjeu et aucune menace russe (on avait saisi le prétexte d'obscures querelles entre moines catholiques et

Un plébiscite, c'est, sur le fond, la même chose que ce que nous appelons aujourd'hui un référendum, mais la différence d'appellation recouvre une différence de contexte et d'usage politique : un référendum porte sur une loi ; un plébiscite pose plus ou moins explicitement au peuple la question « M'aimez-vous ? Me suivez-vous ? ». Les plébiscites sont caractéristiques des régimes bonapartistes, où le chef de l'État essaie d'établir une relation personnelle avec l'ensemble des citoyens, et une relation plus affective que proprement politique ; il arrive qu'un référendum ait une dimension plébiscitaire, c'est-à-dire que lees gens votent non sur la question qui leur est posée mais pour ou contre le pouvoir en place. C'est pourquoi la IIIe République, qui s'est construite en opposition au second Empire, a refusé de recourir au référendum.

orthodoxes à Jérusalem), mais cette expédition avait ravi à la fois les catholiques, parce que la France avait battu une puissance orthodoxe, et la gauche républicaine et bonapartiste, parce que la France avait battu une monarchie absolue — effaçant ainsi les souvenirs de l'occupation de Paris par les armées russes en 1815-1818. De même, en 1859, la France, volant au secours des nationalistes italiens, avait battu l'Autriche à <u>Magenta</u> et à <u>Solférino</u>: elle avait donc été en quelque sorte la patronne de l'unité italienne, l'Empereur pouvait espérer que le nouvel État, né officeillement en 1861, serait l'allié de la France — de plus, en échange de ces services, la France s'était fait attribuer la <u>Savoie</u> et le comté de <u>Nice</u>, en 1860. De nouveau, la gauche était enchantée ; en revanche, les catholiques l'étaient moins, car les États du Pape étaient directement menacés par l'unité italienne.

Mais les choses avaient mal tourné après 1860. Dès le début, le patronat avait été hostile à ces guerres. À force de vouloir satisfaire chacun, le régime avait fini par mécontenter tout le monde : ainsi, à partir de 1860 la France se mit à protéger le Pape et ses États d'une éventuelle annexion par l'Italie, ce qui déçut la gauche française et fit enrager les Italiens. À l'extérieur, la France accumulait les ennemis : la Russie, puis l'Autriche — même la Grande-Bretagne s'inquiétait de ce regain d'activisme qui rappelait les fort mauvais souvenirs de Napoléon Ier. Il y eut, de 1861 à 1869, une malheureuse tentative d'établir un "Empire latin" au Mexique, qui se traduisit par un désastre coûteux.

Surtout, dans les années 1860 l'Empereur mena une politique allemande particulièrement maladroite. Il voulut jouer le jeu qui lui avait assez bien réussi en Italie : être le père de l'unité allemande, et au passage rafler quelques terres françaises (ou assimilées), le Luxembourg, la Belgique, et pourquoi pas la rive gauche du Rhin tout entière? Mais la Prusse, qui était en train de rassembler les principautés allemandes autour d'elle, était bien plus puissante que le Piémont; Bismarck, ministre-Président depuis octobre 1862, était un homme d'une toute autre envergure que Cavour, le père de l'unité italienne. D'une autre trempe aussi : ce n'était absolument pas un démocrate, il avait de la nation une conception qui ne devait plus grand-chose aux idéaux de la Révolution française et des insurgés de 1848, et de la politique étrangère une conception qui devait tout à la Realpolitik<sup>1</sup> ; il voulait faire l'unité aide étrangère, « par le fer et par le sang », par la guerre. Napoléon III ne s'en rendait pas compte. Il avait écrit en 1860 : « la Prusse incarne la nationalité allemande, la réforme religieuse, le progrès du commerce, le constitutionnalisme libéral. Elle est la plus grande des véritables monarchies allemandes, elle a plus de liberté de conscience, est plus éclairée, accorde plus de droits politiques que la plupart des autres États allemands ». Ce qui, en gros, était vrai, surtout par rapport à

C'est-à-dire la politique des réalités, par opposition à toute forme d'idéalisme : en gros, le cynisme et la loi du plus fort.

l'Autriche ; mais elle était aussi bien plus militariste !¹ Emporté par ses rêveries géopolitiques, l'Empereur avait perdu de vue l'un des principes essentiels de la politique extérieure de la France depuis Richelieu : tout faire pour qu'une grande puissance n'apparût pas à sa frontière nord-orientale...

En 1866, ce fut <u>le "coup de tonnerre de Sadowa"</u>: la Prusse, encouragée d'ailleurs par la France, attaqua l'Autriche par surprise et gagna la guerre en quelques semaines, grâce à la victoire de Sadowa, en juillet 1866. Elle constitua autour d'elle une Confédération d'Allemagne du nord. L'unité de l'Allemagne (moins les terres autrichiennes) n'était plus qu'une question de mois. Une nouvelle et redoutable puissance était apparue en Europe, et Napoléon III, qui n'y avait aucunement collaboré, n'y pouvait mie : Bismarck ne lui devait rien, il refusa de céder des territoires à la France. L'année suivante il bloqua une tentative d'annexion du Luxembourg (que Napoléon III venait d'acheter à son souverain, le roi des Pays-Bas).

Prenant la mesure enfin du retard militaire de la France, l'Empereur engaga alors une réforme de l'armée, avec notamment de nouveaux fusils, les chassepots ; mais il échoua à rétablir le service militaire obligatoire: la bourgeoisie et la paysannerie n'avaient aucune envie de voir leurs fils partir sur des fronts lointains et hasardeux, et la gauche républicaine était hostile par principe aux armées permanentes (le rejet de toute organisation militaire en temps de paix y faisait bon ménage avec le culte de Valmy et le mythe de la levée en masse : le peuple était censé se mobiliser spontanément en cas de menace). La loi Niel, votée en 1868, reconduisit pour l'essentiel le système précédent : l'armée française était une armée semi-professionnelle. Le service militaire durait sept ans (seuls les soutiens de famille en étaient exclus), mais il ne concernait pas tout le monde : il y avait un tirage au sort et on pouvait se payer un remplaçant — en d'autres termes, ne partaient que les plus pauvres et ceux qui le voulaient bien, mais ils partaient pour très longtemps. Cependant une partie des "mauvais numéros" ne faisaient pas leurs sept ans : ils étaient versés avant le terme dans une "réserve", certains l'étaient même immédiatement : les résrvistes étaient destinés à n'être appelés qu'en cas de guerre.

Les "bons numéros" n'étaient pas mobilisables même en cas de conflit; mais ils étaient censés former une <u>garde mobile</u>, en principe destinée à la défense locale (sur le modèle de la garde nationale inventée par la Révolution de 1789): c'était la seule vraie nouveauté de la loi. Mais Napoléon se souvenait qu'en 1848 la garde nationale, en se ralliant au peuple parisien, avait fait le succès de la révolution: aussi la garde mobile ne pouvait se réunir plus de quinze fois dans l'année, les réunions ne pouvaient durer plus d'une journée. Du reste,

Je traiterai l'évolution de l'attitude des Français vis-à-vis de l'Allemagne dans le prochain chapitre, à la suite de la défaite de 1871.

cette garde mobile fonctionna fort mal, car <u>la population était très hostile</u> à toute atteinte au principe du tirage au sort. L'opinion publique était d'ailleurs plus patriote que belliciste, le peuple des grandes villes mis à part. Elle accepta les guerres plus qu'elle ne les réclama, même si durant les opérations elle les soutint, et si la mobilisation des réservistes en 1870 eut lieu sans problèmes; en revanche, elle refusait tout alourdissement des obligations militaires en temps de paix.

Bismarck, qui voulait une guerre pour sceller l'unité allemande face à un ennemi commun, poussait désormais à l'affrontement avec la France. Napoléon III n'avait toujours pas compris que le "chancelier de fer" n'avait pas besoin de lui pour réaliser l'unité allemande; il continuait à lui réclamer des <u>« pourboires »</u> (l'expression est de Bismarck), notamment le Luxembourg. Désireux lui aussi d'une guerre pour rassembler les Français autour du régime, inconscient de la puissance militaire prussienne, il se laissa enfermer dans <u>une logique de provocation</u> qu'il ne contrôlait pas.

Ce furent les affaires d'Espagne qui furent à l'origine de la guerre. La reine Isabel II, descendante des Bourbon (donc de souche française), avait été écartée du pouvoir en 1868, et la République avait été proclamée<sup>1</sup>. Au bout de neuf mois, l'impasse politique était telle que les Espagnols firent appel à un certain Amédée de Savoie, qui accepta la couronne en 1869, puis, devant la situation désastreuse qu'il découvrit à Madrid, renonça et rentra chez lui. Les Espagnols firent le tour des cours d'Europe : le trône était à prendre... Alors, début juillet 1870, Bismarck, pour provoquer la France, proposa la candidature de Lucien de Hohenzollern, un membre de la famille royale de Prusse : or il était absolument inacceptable pour Napoléon III de se retrouver avec des monarques allemands à la fois sur ses frontières septentrionales et méridionales, comme à l'époque de Charles Quint. Paris protesta solennellement, et la Prusse retira son candidat (finalement, les Espagnols se contentèrent du fils d'Isabelle II, Alphonse XII). Mais Napoléon III, très maladroitement, exigea des assurances complémentaires dans la fameuse <u>dépêche d'Ems</u><sup>2</sup>. Bismarck fit publier la dépêche, falsifiée par omission au passage, c'est-à-dire résumée dans un sens intentionnellement blessant. On y lisait notamment: « Sa Majesté le Roi a alors refusé de recevoir encore une fois l'ambassadeur de France, et elle a fait dire à celui-ci par l'aide de camp de service que Sa Majesté n'avait plus rien à communiquer à l'ambassadeur ». C'était un camouflet, une humiliation pour la France.

Ce fut la première République espagnole (1868-1872) ; la seconde a duré de 1931 à la guerre civile.

Du nom de la ville où Guillaume Ier prenait les eaux, et où l'ambassadeur de France se rendit pour lui communiquer les exigences de l'Empereur.

La France déclara la querre à la Prusse le 19 juillet 1870, « d'un cœur léger » selon Ollivier, s'adressant aux députés. Quatre jours auparavant, le Parlement avait voté les crédits de querre à la quasi unanimité, un réflexe qui annonçait ceux de 1914 : il n'y eut que dix "non". Même les républicains votèrent "oui" : ils étaient très nationalistes et beaucoup rêvaient de refaire du Rhin la frontière naturelle de la France, comme à l'époque de la grande Révolution ; même Gambetta, malgré l'antimilitarisme du programme de Belleville, vota la querre. Victor Hugo, de son exil, déclara qu'« un mauvais fusil est excellent quand le cœur est bon »1. Blanqui, évidemment, appplaudit de sa cellule (et le comte de Chambord, le prétendant légitimiste, de son exil). En province l'opinion, qui avait pourtant mis du temps à percevoir la gravité de la crise, accepta la querre comme "inévitable" et "nécessaire" (selon les rapports des préfets). Le départ des troupes vers les frontières attira des foules émues et le rassemblement de la garde mobile se fit sans problèmes ; à Paris et à Marseille, il y eut des manifestations d'enthousiasme cocardier : on se croyait en avril 1792, on chantait la Marseillaise (théoriquement interdite, mais tolérée pour l'occasion). Seuls les socialistes internationalistes protestèrent, mais ils étaient très minoritaires. Quant aux bonapartistes réactionnaires, écartés du pouvoir depuis un an, ils saisirent l'occasion de reprendre le pouvoir : en août, l'impératrice Eugénie, nommée régente en l'absence de son mari qui commandait les armées, renvoya Ollivier et le remplaça par le général Cousin-Montauban, comte de Palikao<sup>2</sup>.

Le conflit était très mal engagé pour la France, qui, en déclarant la guerre, s'était placée en position d'agresseur. Le prétexte était mince : on reprochait au roi de Prusse d'avoir refusé de recevoir notre ambassadeur. Le contexte diplomatique était très défavorable : la Grande-Bretagne était fort inquiète des velléités d'annexer la Belgique, avec Anvers (l'un des principaux relais du port de Londres sur le continent ; de plus, cela aurait représenté une menace sur les bouches du Rhin). La Russie, l'Italie et même l'Autriche, qui

Ce genre d'âneries martiales, et plus généralement l'attitude de Hugo dans ces semaines, me rappelle les émigrés argentins chassés de leur pays par la terrible dictature militaire des années 1970 : lorsqu'en 1982 l'armée de leur pays envahit les îles Malouines, jadis argentines mais britanniques depuis un siècle et demi et dont la population anglophone n'avait aucune envie de devenir argentine, et que Londres envoya son armée les délivrer, ces "libéraux de gauche", ces intellectuels "progressistes", aveuglés par le chauvinisme et la haine de l'Anglais (assimilé au *Gringo*, cible favorite d'un certain racisme ordinaire de cette époque), se rangèrent comme un seul homme derrière les généraux qui avaient torturé et assassiné leurs compagnons, à la courageuse exception de l'écrivain Manuel Puig (1932-1990), lequel fit remarquer que si elle gagnait la guerre, la dictature était là pour longtemps. Par chance, elle la perdit — le second Empire aussi.

La prise du pont de Palikao avait permis aux armées française et britannique d'entrer à Pékin, en 1859 : ce fut le prélude du fameux sac du Palais d'Été, l'un des épisodes les moins glorieux de notre histoire coloniale. Cousin-Montauban dirigeait l'expédition : il fut anobli à son retour en France.

pourtant venait d'être écrasée par la Prusse à Sadowa, refusèrent de s'engager aux côtés de la France : résultat de la politique extérieure incohérente du régime. De plus, si Paris était enthousiaste, la province ne l'était pas réellement. L'Empereur, qui n'avait jamais été un grand stratège, était très malade, et bien incapable de diriger les opérations : voyez le portrait sinistre que fait Zola, dans La débâcle, de cet homme au masque cireux, figé par la souffrance, consacrant toute son énergie à rester droit en selle, sous l'œil dubitatif de la population massée le long des routes.

Et puis la Prusse était bien mieux préparée que la France. Cela faisait huit ans que Bismarck préparait l'unification. La Prusse, qui avait établi un vrai service militaire obligatoire, possédait une armée nombreuse (cinq cent mille hommes d'active, plus cent soixante mille soldats de la réserve, où l'on servait quatre ans, et les cent quatre-vingt dix mille hommes hommes de la Landwehr, où l'on servait douze ans après la réserve), dotée d'un matériel moderne. L'armée française était inférieure en nombre (trois cent quatre vingtcinq mille hommes, dont soixante mille en Algérie, sans la réserve, laquelle était nettement plus difficile à mobiliser qu'en Prusse) et en matériel, malgré les chassepots : ainsi les canons français, qui étaient en bronze, se chargeaient par la bouche, ce qui est lent et dangereux, tandis que les canons Krupp de l'armée prussienne, qui étaient en fer, se chargeaient par la culasse. L'état-major français était complètement inconscient de la situation, ce dont témoigne la fameuse formule attribuée à Lamoricière ou à Mac-Mahon : « il ne nous manque pas un bouton de quêtre ». La guerre n'avait pas été préparée : l'armée française n'était même pas rassemblée aux frontières. C'était au point que des journaux publièrent les plans stratégiques de l'état-major, pour le plus grand profit des Prussiens!

Le résultat fut que l'armée française alla de défaite en défaite (Wissembourg, Fræschwiller, Forbach, etc.; Gravelotte, en août, est à l'origine de l'expression météorologique : "ça tombe comme à Gravelotte"). Le 1er septembre, les Prussiens finirent par encercler l'armée impériale à Sedan où elle s'était portée au secours du général Bazaine, en difficulté à Metz depuis la mi-août. Le 2, elle capitula : la Prusse fit d'un coup quatre-vingt-trois mille prisonniers, dont le chef de l'État (lequel, conscient de l'ampleur de la catastrophe, semble avoir cherché une mort digne sur le champ de bataille, mais ne la trouva pas). Le régime ne pouvait survivre à un tel coup : le 4 septembre, lorsque la nouvelle parvint à Paris, des manifestations réunirent environ cent mille personnes; quelques centaines de républicains envahirent le Palais-Bourbon et Gambetta y proclama la République ; puis, après quelques hésitations (ne risquaient-ils pas de tenir leur pouvoir de l'émeute ? Mais il n'y eut pas d'émeute !), les députés républicains, dans la bonne tradition, firent une proclamation solennelle à l'Hôtel de Ville. Palikao et Eugénie s'enfuirent en Grande-Bretagne. C'était la fin du second Empire, sans une goutte de sang, sans une seule barricade ; pas même

une "révolution du mépris", mais un « constat de décès », selon l'expression de l'historien René Rémond.

#### III-L'économie et la société françaises vers 1870.

La France occupait alors la première place en Europe continentale, la deuxième dans le monde après la Grande-Bretagne (les États-Unis ne comptaient pas encore, d'autant que la guerre de sécession venait de les affaiblir). Même si elle avait été vaincue en 1815 (difficilement, et par toute l'Europe coalisée), elle impressionnait par l'étendue de son territoire (l'Allemagne n'existait pas encore; seule la Russie était plus grande), par sa population, par ses performances économiques, par le rayonnement de sa culture. Elle était à la pointe de la modernité dans de nombreux domaines.

## A) La démographie.

La population était passée d'environ trente millions d'habitants en 1815 à trente-huit millions et demie en 1870 : effet du retour à la paix après les traumatismes de l'époque révolutionnaire et napoléonienne (les conflits du second Empire avaient fait peu de morts), de l'annexion de la Savoie et de Nice en 1860 (soit six à sept cent mille personnes) et d'une natalité encore élevée. Cependant le <u>taux d'accroissement naturel</u> de la population était relativement bas, le plus bas d'Europe ; et il diminuait.

La mortalité demeurait élevée (24‰) et l'espérance de vie à la naissance venait à peine de passer le cap des quarante ans vers 1860 — beaucoup d'enfants mouraient encore en bas âge. Il n'y avait plus de grosses crises démographiques dues aux caprices du climat (la dernière date de 1846-1854); on estime que c'est vers 1860 que la ration calorique moyenne dépassa les deux mille cinq cent calories par jour — évidemment cette moyenne décente cachait encore de grosses disparités, et l'alimentation était très déséquilibrée en faveur des céréales et du vin. En revanche il y avait encore des épidémies — en 1854, le choléra avait fait cent vingt mille morts. Il reculait quand même, ainsi que les maladies de carence (le rachitisme ; le goître, qui faisait la célébrité des "crétins des Alpes" — il s'agit d'une carence en iode, plus répandue dans les montagnes) ; cependant la malaria continuait à faire des ravages dans les régions humides (elle ne fut éradiquée qu'en 1943 dans la plaine orientale de Corse, par les troupes américaines et à coups de D.D.T., un insecticide ensuite interdit car il cause des malformations). D'autres maladies faisaient des ravages : la variole (quand elle ne tuait pas, elle défigurait) ; la tuberculose, maladie romantique par excellence, maladie des pauvres des villes surtout ; la typhoïde ; la syphilis ou petite vérole, maladie vénérienne à évolution lente, souvent mortelle, très invalidante, objet de

toutes les craintes et de tous les fantasmes — les discours conservateurs en faisaient la punition d'une vie de péché.

Surtout, la <u>natalité</u> baissait, quoique moins vite dans les périodes d'expansion économique comme celle que le pays venait de traverser : le taux serait passé de 38‰ en 1810 à 26,2‰ en 1872-1876. La France fut ainsi le premier pays d'Europe à s'engager dans la seconde phase de la <u>transition</u> <u>démographique</u>¹. Ce phénomène avait diverses causes.

Les <u>causes juridiques</u> ont été mises en évidence (et exploitées politiquement par les légitimistes) dès le XIXe siècle. À la Révolution le droit d'aînesse avait été aboli : tous les enfants, garçons et filles, aînés et puînés, légitimes et illégitimes, héritaient à égalité, ou presque : les parents ne pouvaient pas deshériter l'un d'entre eux et ne pouvaient distribuer librement qu'une part limitée de leur patrimoine (un tiers s'ils avaient deux enfants, un quart s'ils en avaient trois, etc.). Quatre-vingt ans après, dans les campagnes où autrefois les cadets n'avaient rien (ç'avait été notamment l'origine des fameux "cadets de Gascogne", qui devaient s'engager dans l'armée pour vivre), le partage égalitaire des patrimoines était en train d'amener un morcellement excessif des propriétés, déjà petites (car les terres de l'Église et des nobles émigrés avaient été réparties entre de multiples acheteurs de biens nationaux). Cela encourageait les paysans à faire moins d'enfants.

On peut évoquer aussi des changements de mentalité. Entre 1750 et 1800 il s'était produit une révolution dans l'attitude des Français envers leurs enfants, comme l'a montré l'historien Philippe Ariès. Jusque vers 1750, l'enfant n'était qu'un être non encore formé, incomplet, inintéressant. Le père ne s'en souciait quère tant qu'il n'avait pas atteint "l'âge de raison" ; on en faisait beaucoup mais on était assez indifférent à leur sort (c'était aussi une réaction de défense affective, puisque de toute façon la plupart mourraient jeunes); on les envoyait en nourrice, ce qui contribuait beaucoup à faire monter la mortalité infantile. Montaigne était incapable de dire le nombre de ses enfants ; Rousseau abandonna les siens à l'assistance publique. Tout changea à la fin du XVIIIe siècle : on se mit à s'intéresser au petit enfant, à son éducation (ce fut alors que le même Rousseau rédigea L'Émile, un grand succès de librairie) ; dans la bonne société les mères se remirent à donner le sein, c'était même la mode d'allaiter en public... On faisait donc moins d'enfants, pour mieux les soigner ; du reste, ils mouraient moins massivement. Et pour cela, on avait recours à la contraception (sous la forme du coitus interruptus), une pratique née semble-

La transition démographique, c'est le passage d'une natalité et d'une mortalité fortes, typiques des sociétés anciennes, à une natalité et une mortalité faibles, typiques des sociétés développées. La mortalité baisse la première : c'est la première phase, durant laquelle la population explose et rajeunit. Puis la natalité baisse à son tour : c'est la seconde phase, la population vieillit et sa croissance se ralentit (avec un retard dû à l'arrive à l'âge adulte des classes d'âge très nombruses de la première phase).

t-il à la Cour au début du XVIIIe siècle, et qui s'était répandue peu à peu dans toute la société.

Il y avait enfin des <u>causes religieuses</u>, à l'évidence : les régions les moins fécondes étaient les plus déchristianisées. L'Église avait déjà horreur de la contraception ; mais en France, on l'avait bien vu au moment de la Révolution, l'anticléricalisme était une tradition ancienne et solide dans certaines régions. À tous ces facteurs il fallait ajouter <u>l'absence totale</u> de moyens et surtout <u>d'intérêt de la part des gouvernements</u> pour les problèmes démographiques.

En revanche, un autre facteur limitait les effets des précédents : <u>les enfants continuaient à représenter une force de travail</u> et une "assurance-vieillesse" pour les familles les plus pauvres ; ce fut seulement sous la IIIe République, très progressivement, que l'élévation de l'âge d'entrée sur le marché du travail concourut à son tour à la baisse de la natalité.

C'était un monde où il était nécessaire d'avoir une famille pour survivre : on se mariait, on faisait des enfants pour qu'ils fussent là en cas de coup dur, pour être nourri lorsqu'on ne pourrait plus travailler... Il n'y avait pas de sécurité sociale, pas de R.M.I. ! Évidemment ça ne marchait pas à tous les coups, il pouvait arriver que vos enfants vous abandonnent, vous maltraitent... Mais tout cela explique largement pourquoi les familles éclataient moins facilement qu'aujourd'hui : il y avait peu de séparations, on supportait quelqu'un qu'on n'aimait plus, qu'on n'avait jamais aimé, parce qu'il fallait bien ; les vieux restaient chez leurs enfants mêmes s'ils n'étaient pas très bien traités (pour les mêmes raisons, on restait souvent plus proche de ses frères et sœurs). De même, de nombreuses personnes qui aujourd'hui feraient le choix d'une vie homosexuelle se mariaient et fondaient une famille, non seulement parce que l'homosexualité était stigmatisée, mais aussi parce que la solitude était une malédiction. André Gide et Oscar Wilde étaient mariés et avaient des enfants! Évidemment, il y avait des soupapes de sécurité : la prostitution, si présente dans la littérature de ce temps, en était une ; d'autre part, l'entrée dans le clergé ou dans les ordres représentait une solution commode pour ceux et celles à qui la vie de famille ne disait rien — mais c'étaient des vocations bien fragiles...

De ce fait, même si la France demeurait le pays le plus peuplé d'Europe continentale hors la Russie, <u>son poids relatif sur le continent diminuait</u> (16% des Européens étaient des Français en 1800, 13% en 1850) ; et ce non plus seulement par rapport au Royaume-Uni, alors en pleine première phase de la transition démographique (la mortalité baissait, pas encore la natalité), mais aussi, depuis quelques années, par rapport à l'ensemble des pays qui allaient

former l'Allemagne, et dont la population (quarante et un millions d'habitants en 1870) dépassait désormais celle de la France.

Le pays comptait peu d'<u>étrangers</u> (sept cent quarante mille en 1872), surtout des travailleurs frontaliers (des Belges, des ressortissants des États allemands, dont certains rentraient d'ailleurs chez eux en hiver). Comme la population n'augmentait que lentement et que le pays n'était pas surpeuplé, il n'y avait pas non plus d'émigration (sauf en Algérie, mais on avait du mal à la peupler : le régime y envoyait des bannis, pour crimes de droit commun ou pour des raisons politiques). Au total, environ trois cent cinquante mille Français avaient quitté la France en vingt ans, soit à peu près autant que d'immigrés.

#### B) Villes et campagnes.

La part des <u>ruraux</u> dans la population diminuait, et cette évolution s'était accélérée sous le second Empire : ils représentaient 75% des Français en 1848, 66% en 1872. Mais en chiffres absolus la population continuait à s'accroître dans de nombreuses campagnes : elles atteignirent alors, entre 1850 et 1900, leur densité maximale de peuplement. La France dans son ensemble avait environ cinquante habitants au kilomère carré.

De ce fait, les campagnes devaient évacuer leurs surplus de population vers les villes. Pour l'instant le phénomène de l'<u>exode rural</u> ne touchait que ceux qui étaient en trop, non les forces vives des campagnes<sup>1</sup>: des cadets de familles nombreuses, des ouvriers agricoles sans terres. Longtemps, certains avaient gardé des liens avec leur région d'origine, où ils revenaient en hiver (comme les maçons de la Creuse) ou au contraire en été, pour aider aux récoltes (ainsi les ramoneurs savoyards); d'autres rentraient au bout de quelques années (ainsi certains domestiques, qui après quelques années de service revenaient se marier au village grâce aux économies faites en ville). Mais, de plus en plus, ils se fixaient dans les villes où ils devenaient généralement ouvriers.

Dans l'ensemble, <u>les activités économiques à la campagne était</u> <u>bien plus diversifiées que de nos jours</u>, et les "pays" (j'entends par ce mot un bourg ou une petite ville et les villages environnants — on dit parfois aussi les "terroirs") formaient des sociétés complètes et complexes, assez repliées sur elles-mêmes. Certes les anciennes industries rurales étaient sur le déclin (cependant certains fermes accueillaient encore un ou deux métiers à tisser, où l'on travaillait le soir ou l'hiver). Mais au village vivaient, outre les paysans, le châtelain et ses domestiques, quelques notables (le médecin, le notaire, le curé), des ouvriers à temps plein lorsqu'il y avait une petite usine rurale, de nombreux artisans et quelques commerçants, une masse fluctuante d'ouvriers agricoles très

Jean-Pierre Minaudier. Lycée La Bruyère, Versailles, septembre 16, 2005.

L'expression "exode rural" en elle-même ne date que de 1892 (et son emploi en France, de 1903). On a mis du temps à percevoir ces phénomènes...

mobiles, journaliers (ceux qui devaient chercher un nouveau travail tous les jours) et chemineaux (ceux qui allaient en quête d'un travail au long des chemins)... Et puis, la frontière n'étant pas très nette avec les précédentes, il y avait toutes les activités que l'on qualifierait aujourd'hui, dans le tiers-monde, de "tertiaire marginal" : colporteurs de tissus, d'images pieuses ou de livres à deux sous ; saltimbanques, rempailleurs de chaises et autres nomades¹, les marginaux de tout poil (certains bûcherons, par exemple, vivaient une bonne partie de l'année dans la forêt et étaient fort redoutés!) ; et puis les sans-emplois vagabonds, mendiants, etc.

Les <u>villes</u> venaient de connaître une véritable révolution : à vrai dire, celle-ci n'était pas terminée en 1870 et certains centre-villes, à commencer par celui de la capitale, devaient avoir l'air de gigantesques chantiers. C'était le second Empire qui avait lancé ce bouleversement, les plus grands travaux d'urbanisme que la France ait connus depuis l'Empire romain et jusqu'en 1945.

Les travaux avaient cinq objectifs principaux. D'abord des objectifs proprement urbanistiques: moderniser des villes considérées comme laides, dangereuses, insalubres (ce qui était vrai) ; dédensifier l'habitat ; désenclaver les quartiers mal reliés entre eux en facilitant la circulation ; permettre aux villes d'absorber un surplus croissant de population, offrir à la bourgeoisie des lieux où afficher son triomphe (de nouveaux boulevards, des parcs; on peut évoquer, à Paris, l'escalier monumental des galeries Lafayette, démoli dans les années 1970, et celui du palais Garnier, terminé en 1874). Il y avait aussi des objectifs sociaux : liquider les taudis, donner du travail aux ouvriers — effectivement, ce fut un âge d'or pour les couvreurs, peintres, menuisiers, tapissiers, ébénistes, etc. Objectifs de prestige aussi, pour le pays comme pour le régime : rivaliser avec Londres; faire date, marquer l'époque (grâce aux grands boulevards, mais aussi à toute une série de monuments, "cathédrales" de la modernité d'alors: au premier chef les gares, mais aussi les grands magasins). Objectifs politiques et policiers enfin ; l'historiographie de gauche les a soulignés à plaisir, jusqu'à oublier les autres. Ils étaient du reste tout à fait clairement avoués : les grands travaux d'urbanisme devaient permettre de vider les centre-villes de la "canaille", de la "vile multitude" (une expression de Thiers), de rendre impossible une nouvelle révolte des canuts, de nouvelles Journées de Juin. Il s'agissait en particulier de percer de grands axes pour pénétrer les quartiers ouvriers, afin de permettre des interventions rapides de l'armée en cas de troubles (pour la même raison, on y sema des casernes), pour les morceler, et aussi pour empêcher la construction de barricades sur les grands axes, désormais trop larges pour cela. Enfin les larges avenues haussmanniennes sont beaucoup

 $<sup>^{\</sup>rm I}$  Seuls 50% des nomades français sont des Tsiganes, peuple venu d'Inde septentrionale à la fin du Moyen Âge.

plus propices aux charges de cavalerie que les étroites ruelles des centre-villes médiévaux. Cet aspect du programme haussmanien fut un échec : la Commune éclata dans Paris transformée par Haussmann ; les insurgés s'appuyèrent non plus sur des barricades dressées au travers des rues étroites, mais sur les fortifications de la ville, construites entre 1841 et 1845.

À <u>Paris</u> (dont la surface, par ailleurs, avait doublé depuis l'annexion de dix-huit communes de banlieue en 1860), l'œuvre urbanistique du second Empire est associée au nom du baron Georges <u>Haussmann</u> (1809-1884), préfet de Paris de 1853 à 1870. Il en demeure de grands axes (le boulevard de Sébastopol par exemple), des places (comme celle du Châtelet), mais aussi de nombreux quartiers médiévaux détruits (notamment sur l'île Saint-Louis, autour du Châtelet, à l'emplacement de l'avenue de l'Opéra) tandis que d'autres sortaient de terre (ainsi celui du parc Montceau) ; des monuments, dont certains très audacieux commes les halles de l'architecte Baltard (une architecture de métal apparent !), des parcs (dont les Buttes-Chaumont, dans un quartier populaire), des gares, etc. On en profita pour moderniser les égouts, pour mettre en place un système d'alimentation des immeubles en gaz et en eau potable, on vit apparaître les tramways. Effectivement, les classes populaires commencèrent à déserter le centre-ville, trop cher pour elles.

Il ne faut quand même pas exagérer cette évolution et faire du Paris de Haussmann une ville pour les riches : les Arts-et-Métiers, le Sentier et une bonne partie du Marais, ancien quartier aristocratique alors en voie de prolétarisation, et du quartier Latin, demeurèrent des quartiers très populaires. Une partie du petit peuple se réfugia au fond des cours, ou encore au centre d'îlots anciens épargnés par les nouvelles percées : les riches vivaient sur les grands axes, que la circulation automobile n'avait pas encore rendus désagréables, et les pauvres dans les venelles qui subsistaient dans les intervalles (cela se voit encore si l'on prête attention au bâti, par exemple dans la partie du Marais la plus proche de l'Hôtel de Ville, et aussi du côté de la place de la République). Par ailleurs, les anciennes banlieues réunies à la ville en 1860 avait été peu touchées par la révolution haussmannienne: certaines étaient de véritables bidonvilles.

Les sentiments de la population au sujet de ces évolutions étaient mêlés. Peu de gens regrettaient le bâti médiéval, comme Baudelaire (« Le vieux Paris n'est plus, la forme d'une ville / change plus vite, hélas, que le cœur d'un mortel ») : on avait alors le culte du progrès et de la modernité — cependant, on peut noter que des photographes firent des relevés systématiques de ce qui était en train de disparaître. Les bouleversements des villes avaient offert du travail aux ouvriers, et, à la bourgeoisie, un théâtre où étaler son triomphe. Mais un parfum de corruption et de scandale avait flotté sur certaines opérations immobilières un peu trop juteuse, comme celle de la plaine Montceau (c'est le

sujet de *La curée*, de Zola) ; même Haussmann en avait été éclaboussé : on l'accusait surtout d'avoir contracté des emprunts énormes qu'on risquait de ne pas arriver à rembourser (en 1867, Jules Ferry avait publié un pamphlet intitulé *Les comptes fantastiques d'Haussmann*¹).

Dans ces conditions, les villes, bien sûr, attiraient, particulièrement la capitale dont le poids dans le réesau urbain se renforçait à vive allure; mais aussi certains agglomérations industrielles (Le Creusot passa de huit mille habitants en 1851 à vingt-quatre mille en 1874!). Pourtant, les grandes villes étaient des <u>mouroirs</u> qui ne se nourrissait pratiquement que du dynamisme des campagnes (ceci était vrai depuis le Moyen Âge): on y "montait", mais on y faisait peu d'enfants car on s'y mariait peu et car on y mourait plus jeune qu'ailleurs, à cause des conditions d'hygiène déplorables. L'haussmanisation avait accentué la <u>ségrégation par quartiers</u>, peu sensible jusque-là; il ne faut cependant pas l'exagérer. Dans les petites villes, beaucoup d'habitants étaient en fait d'anciens ruraux qui conservaient des habitudes rurales et des liens avec la campagne, tandis qu'une partie des notables partageaient leur temps entre la ville et la campagne (les parvenus du second Empire avaient fait construite de somptueux châteaux, quoique par toujours d'un très bon goût, notamment en Sologne, région récemment drainée).

#### C) La prospérité économique.

En 1870, la France venait de connaître plus de quinze ans d'expansion économique pratiquement continue (un cycle A de Kondratieff — voyez au chapitre 7), ce qui n'avait pas peu fait pour la stabilité du régime — il n'est pas paradoxal que les dernières années aient été assez agitées d'un point de vue social : c'est en période de plein emploi que les travailleurs peuvent se faire entendre, lorsque les patrons doivent y regarder à deux fois avant de les renvoyer.

Il faut dire que les milieux dirigeants, formés en bonne partie de saint-simoniens, avaient montré pour l'économie un intérêt qui contrastait avec le laissez-faire des périodes précédentes — et contrasta aussi, nous le verrons, avec celui de la IIIe République, bien plus préoccupé de problèmes politiques (l'Église, l'école, la montée du socialisme) que de production. Sur ses deniers personnels, l'Empereur avait financé des recherches sur un moteur à quatre temps et sur un substitut au beurre pour les marins (c'est dans ce cadre que la margarine avait été inventée en 1869). Il avait forcé les chefs d'entreprise à accepter une baisse sensible des tarifs douaniers, à partir de 1860 : la France s'était mise au <u>libre-échange</u>. On avait drainé des régions marécageuses, comme les Landes et la

Jean-Pierre Minaudier. Lycée La Bruyère, Versailles, septembre 16, 2005.

Le titre faisait allusion aux célèbres *Contes fantastiques* d'Hoffmann, des nouvelles fantastiques allemandes du début du siècle (Offenbach en a fait un opéra, représenté après sa mort en 1880).

Sologne ; surtout, dans le cadre d'une loi de 1842, la France avait commencé à se couvrir de <u>chemins de fer</u>. Elle exportait son savoir-faire : en 1869, on avait inauguré le <u>canal de Suez</u> entre la Méditerranée et l'océan indien, une œuvre française, due à l'ingénieur Ferdinand de Lesseps (1805-1894). En 1855 et en 1867, le régime avait organisé à Paris deux grandes <u>expositions universelles</u>, où les grandes entreprises françaises et étrangères présentaient leurs dernières réalisations à un public nombreux et enthousiaste.

Tout ceci n'était pas allé sans problèmes. Les milieux d'affaires étaient trop prooches du pouvoir pour qu'il n'y eût pas de temps en temps des scandales retentissants. On peut évoquer l'affaire Mirès: cet affairiste bordelais né en 1809, fils d'un horloger, fit fortune en jouant en bourse au moment du coup d'État de 1851, mena grand train dans les années 1850 (vers 1860 il possédait trois cent cinquante millions de francs-or — un milliard cent milions d'euros ), se lança dans la spéculation immobilière, ferroviaire et portuaire (notamment à Marseille), et parvint même à marier sa fille à un Polignac (un exploit, car cette famille, qui avait donné un premier ministre à Charles X, était de tradition légitimiste, et Mirès était juif...) avant d'être ruiné par des spéculations de plus en plus hasardeuses; il mourut sans le sou en 1871, après avoir englouti les économies de nombreux boursicoteurs trop crédules. Une autre tête de turc de la gauche, mais aussi des légitimistes, était le baron de Rothschild, la plus grosse fortune de France, membre d'une famille de banquiers juifs (de Cologne) qui avait essaimé dans toute l'Europe au début du siècle. D'autres banquiers juifs et saint-simoniens, proches du régime, les frères Péreire, s'étaient lancés dans les chemins de fer. Ce n'était qu'une toute partie du patronat, et tous les juifs de France n'étaient pas riches; mais dans ces conditions, l'antisémitisme fleurissait, non seulement à droite, mais aussi dans certains milieux socialistes, notamment proudhoniens.

Dans ces conditions l'économie française était en voie de modernisation accélérée. La <u>concentration des entreprises</u> progressait, notamment dans les secteurs "de pointe". Le phénomène frappait les contemporains, impressionnés tant par la puissance économique des grandes entreprises que par leurs liens avec le régime et leur poids politique : ce fut en 1864 que naquit le mythique <u>Comité des Forges</u> de France, association des grands et petits patrons de la sidérurgie, ancêtre lointain du M.E.D.E.F. et bête noire de la gauche française durant un siècle. Depuis 1857 il n'y avait plus que <u>six compagnies de chemin de fer</u> : la Compagnie des chemins de fer du Nord, le Paris-Orléans, la Compagnie de l'Est, la Compagnie de l'Ouest, le P.L.M. (Paris-Lyon-Marseille) et la Compagnie du Midi, la seule qui n'eût pas de lignes au départ de Paris. Le secteur bancaire était moins concentré, il y avait notamment de nombreux établissements régionaux ou locaux ; mais il avait connu une véritable révolution sous le second Empire, avec l'apparition, aux côtés des anciennes <u>banques de</u>

dépôt (qu'on appelle parfois collectivement : la haute banque, et dont l'établissement des Rothschild était le principal représentant), des premières banques d'affaires¹ comme le Crédit Lyonnais (1863) et la Société générale (1864) : elles tentaient de mobiliser l'épargne de "monsieur tout-le-monde" (un concept relatif à l'époque, ça ne concernait guère que la bourgeoisie), en multipliant les succursales et les comptes de clients, et jouèrent un rôle essentiel dans le financement des chemins de fer. Il commençait à apparaître une grande presse, imprimée avec des moyens modernes et destinée à un public de plus en plus large ; ainsi que les premiers grands magasins : en 1852, le Bon Marché, qui servit de modèle à Zola pour Au Bonheur des Dames ; plus tard, la Samaritaine et (en 1865) le Printemps. C'est également du second Empire (1863) que datent les sociétés anonymes, dont le capital, au lieu d'appartenir à quelques personnes (en général une famille), était divisé en actions ou en obligations, cotées en Bourse. Le chèque était apparu en 1867...

Bien entendu, tout ceci ne concernait que les secteurs "de pointe" et les entreprises les plus dynamiques : le petit commerce était toujours très majoritaire, et il subsistait une poussière de petites entreprises industrielles autofinancées et routinières. Quant au secteur agricole, il ne fonctionnait pratiquement pas selon des logiques économiques, mais selon celles d'une économie de subsistance (pour les petites exploitations paysannes) ou selon une logique patrimoniale (pour la grande propriété nobiliaire ou bourgeoise).

#### D) La société.

\_

Pour la période allant du second Empire à la fin des années 1980, il faut distinguer deux grands types de banques: les <u>banques de dépôt</u> et les <u>banques d'affaires</u>. La différence essentielle entre les unes et les autres résidait dans l'origine des ressources engagées: les banques de dépôt géraient des fonds confiés à court terme par leurs clients (dépôts à court terme ou dépôts à vue) ; les banques d'affaires collectaient l'épargne à long terme, en partie au moyen de dépôts à long terme qu'elles faisaient "travailler", en partie au moyen de leurs propres actions, en partie au moyen d'obligations qu'elles émettaient régulièrement, de manière presque permanente, et non plus à des occasions précises (des obligations étaient de valeur individuelle modeste, pour toucher un public plus large, à taux et à échéances fixes — l'équivalent, en réalité, d'un emprunt). À l'occasion elles avaient recours aussi à des emprunts plus classiques.

Cette première distinction s'accompagnait d'une autre différence concernant le type d'activités pratiquées : les banques de dépôt se proposaient principalement de prêter à très court terme aux établissements industriels et commerciaux (autrement dit, elles aidaient la trésorerie des entreprises à "tourner") : elles étaient intéressées par les *profits à court terme*. Les banques d'affaires avaient pour activité principale la prise et la gestion de participations dans des affaires existantes ou en formation, c'est-à-dire d'intervenir, au moyen de fonds placés à long terme, dans le financement des investissements productifs : elles aidaient à lancer des entreprises, elles participaient à des augmentations de capital, au rachat d'une partie du capital à l'occasion, etc.): bref, elles visaient le *profit à long terme*. Cette seconde distinction ne doit pas être exagérée : à l'occasion, les banques de dépôt pouvaient décider d'investir à long terme dans une entreprise.

Comme toutes les sociétés prémodernes, la société française était <u>une société extrêmement compartimentée</u>. Ce n'était pas à proprement parler une société de castes comme en Inde par exemple¹: il n'était pas impossible de passer d'une catégorie sociale à l'autre. Mais c'étaient assez, les ascensions sociales demandaient plusieurs générations (à quelques exceptions près comme Thiers ou Mirès). Surtout, appartenir à telle ou telle catégorie sociale impliquait des modes de vie, des cultures, des comportements, des aspects physiques même bien plus différenciés qu'aujourd'hui: on distinguait du premier coup d'œil les origines sociales de la personne que l'on avait en face de soi. Il y avait en gros deux grands ensembles très tranchés: les élites, les "gens biens", les notables, ceux que d'après leur costume on appelait parfois <u>"les habits"</u> ou "l'habit" (à l'époque, cela ne se réduisait pas à la bourgeoisie!); et le peuple, les petits, la multitude, ceux à qui leur habillement valait d'être appelés <u>"les blouses"</u> ou "la blouse".

Ce n'était pas exactement la richesse qui les séparait (les paysans les plus riches étaient plus à l'aise que beaucoup de petits fonctionnaires ; cependant l'appartenance des premiers au monde de la blouse, des seconds à celui de l'habit ne faisait de doute pour personne) mais la sécurité (l'habit tait sûr du lendemain, pas la blouse) et surtout l'adhésion à deux systèmes de valeurs, à deux modes de vie différents. L'habit et la blouse vivaient parfois dans les mêmes immeubles mais ne se fréquentaient pas, sauf pour des raisons professionnelles ou dans des circonstances exceptionnelles et très codifiées (je pense ici en particulier à la prostitution, ou à l'institution des maîtresses issues de milieux populaires dans une certaine bourgeoisie). Ils avaient des activités différentes (dans la mesure du possible, l'habit essayait de ne pas travailler de ses mains). Ils ne fréquentaient presque jamais les mêmes lieux (pas question par exemple pour un bourgeois de se rendre dans les lieux de diversion populaire, pas question comme au XXe siècle d'aimer la musique populaire! Même les romantiques, fascinés par la culture paysanne, s'étaient inventés une fausse campagne, aseptisée et idéalisée : les romans de George Sand en constituent un pénible témoignage). Ils ne mangeaient pas la même chose : la "cuisine bourgeoise", qui

L'appartenance à une caste est héréditaire : un fils de brahmane est un brahmane. L'apprtenance à une classe sociale ne l'est pas : un fils d'ouvrier peut devenir un bourgeois s'il parvient à fonder une entreprise, un fils de paysan qui travaille en usine devient un ouvrier. Ce sont les libéraux et les socialistes du XXe siècle qui ont identifié les classes sociales : ils ont découvert que la société de leur temps était une société de classes, très différente en cela de la société d'Anrien Régime, société de castes même si ces castes n'étaient pas hermétiques (de nombreux roturiers furent anoblis, le clergé catholique ne se reproduit pas génétiquement). Dans le sens de l'Ancien Régime, "castes" (on dit plutôt en fait : "ordre") connote surtout en fait une série de privilèges attribuées, une fois pour toutes, à certaines catégories de la population ; la définition la plus féconde des classes sociales est celle de Marx, qui faisait dépendre l'appartenance à telle ou telle classe sociale de la place dans le processus productif : le bourgeois y apporte le capital, l'ouvrier (le prolétaire) apporte le travail, etc. Lorsqu'on ne se réfère pas à la définition de Marx, il vaut mieux employer les mots "catégories sociales" ou "milieux sociaux".

descendait en réalité de la cuisine de cour de l'Ancien Régime, n'avait rien à voir avec celle des ouvriers ou des paysans, même aisés. Le langage même différait : l'habit ne recourait jamais au français populaire, mais savait faire brillant ou pesant usage de citations latines et de références historiques et mythologiques ; une bonne partie de la blouse en revanche ne parlait pas ou guère français.

Conséquence d'écarts de richesse bien plus important qu'aujourd'hui, la blouse était globalement de plus petite taille que l'habit, et les difficultés de la vie laissaient des traces chez les blouses (scolioses, rachitismes, bosses et disgrâaces diverses; visages édentés, usés, pieds ravinés, mains rougies et crevassées par l'eau brûlante des lessives), sans parler des conséquences visibles de l'absence d'hygiène et d'une alimentation déséquilibrée; l'habit affichait dans l'nsemble une bien meilleure santé — la différence était encore plus frappante chez les femmes que chez les hommes: les bourgeoises et les nobles ne travaillaient pas, elles avaient le teint pâle (en revanche, la mode leur imposait un corset qui les étouffait), tandis que le teint hâlé des paysannes indiquait clarement leur origine sociale (le bronzage n'était pas du tout positivement connoté!). Les unes passaient des heures à s'habiller et à se toiletter, les autres éétaient "en cheveux" et vêtues à la diable.

À l'intérieur de ces deux ensembles en revanche, les frontières étaient assez floues. Nous avons déjà vu qu'un paysan devenait facilement ouvrier, et vice versa. La noblesse était en train de se fondre dans la bourgeoisie, au moins du point de vue de ses activités (la grande propriété foncière était de moins en moins rentable) tandis qu'une partie des bourgeois, suivant des tendances anciennces, adoptaient un mode de vie imité de celui de la noblesse et aspiraient à être anoblis : ils y parvenaient parfois — bien sûr, cette noblesse récente n'était pas très bien vue de l'autre, aux premières générations tout au moins, mais avec le temps les distinctions s'effaçaient peu à peu (la noblesse d'Ancien Régime n'était-elle pas pour l'essentielle formée de serviteurs de l'État anoblis?). Ainsi les Rothschild, faits barons par le premier Empire, étaient banquiers, une activité typiquement bourgeoise ; la comtesse de Ségur elle-même était mariée à un administrateur du P.L.M.

Les "notables" tenaient encore assez bien la société — par "notables" j'entends la fraction influente de l'habit, ceux qui comptaient dans une ville ou dans un village : les nobles, les gros industriels, mais aussi les ecclésiastiques, même si leur niveau de vie était médiocre, et aussi les avocats, les médecins, les professeurs de lycée et d'université (deux milieux bien plus élitistes qu'aujourd'hui), etc. Vingt-deux ans après l'instauration du suffrage universel, la culture démocratique avait encore bien des progrès à faire (le régime n'y aidait pas, l'Église non plus): beaucoup de Français avaient encore le respect des "gens bien" ; et puis, tout simplement, dans ce monde d'avant l'essor des classes moyennes et du service public les liens de dépendance économique étaient bien plus forts. Ceci était en train de changer, comme on s'en aperçut

vers 1875 (voyez au chapitre 2), mais cette évolution progressive et silencieuse n'était pas encore perçue à la fin de l'Empire. Beaucoup de notables considéraient comme naturel et évident d'être, plus ou moins de père en fils, députés de leur circonscription ou maires de leur ville : il ne leur venait pas à l'esprit que ce rôle pût leur être un jour contesté.

Les classes moyennes étaient encore embryonnaires dans ce monde où l'on peut représenter la hiérarchie sociale sous la forme d'un sablier terminant de s'écouler, tandis que la hiérarchie sociale d'aujourd'hui ressemble plutôt à une toupie. Cette expression de "classes moyennes" est d'ailleurs anachronique, car ces gens se représentaient eux-mêmes comme faisant partie de l'"habit" : on peut les définir comme l'ensemble de ceux qui, sans avoir un niveau de vie ni surtout un poids dans la société comparable à celui de la haute bourgeoisie, partageaient ses valeurs et tentaient de l'imiter dans la plus ou moins faible mesure de leurs moyens : ils faisaient tout pour se distinguer du peuple, dont elles sortaient souvent (parfois tout récemment) et où elles risquaient toujours de retomber en cas d'échec économique, et pour ressembler à des bourgeois — c'est pourquoi l'expression "bonne et moyenne bourgeoisie" leur convient sans doute mieux. Parmi les éléments indiquant l'appartenant à l'"habit", les domestiques étaient indispensables, ainsi que les réceptions, etc., — tant pis si l'on y consacrait l'essentiel de ses moyens, si l'on ne payait pratiquement pas les domestiques, si l'on mangeait peu et mal les jours où l'on ne recevait pas.

Pourtant ces classes moyennes étaient de plus en plus nombreuses, et elles s'enrichissaient grâce à l'essor économique (il y avait de plus en plus de commerçants, de petits industriels, de médecins) et au développement de l'État (les bureaucrates, les enseignants se faisaient plus nombreux). Très politisées, elles constituaient, avec le petit peuple des villes, <u>la classe révolutionnaire par excellence</u>, celle qui avait conduit les soulèvements de 1830 et de février 1848, celle dont la défection expliqua en partie l'échec de ceux de 1831-1834 et de celui de juin 1848; elles avaient commencé à participer à une vie politique nationale plus apaisée en 1848, et s'étaient progressivement converties à l'idée de réforme. Mais le second Empire avait favorisé les grands notables : aussi, en 1870, les classes moyennes étaient assez massivement <u>proches de l'opposition</u> <u>républicaine</u> et notamment des radicaux, la frange la moins modérée de l'opposition non révolutionaire.

Les <u>paysans</u> représentaient la majorité de la population ; comme je l'ai souligné plus haut, il ne faut pas les confondre avec les ruraux<sup>1</sup>. Dominés en

<sup>1</sup> Encore moins avec les provinciaux! Il y a des villes en province...

politique, peu instruits, ils n'écrivaient guère ; en revanche, d'autres écrivaient sur eux, soit pour les idéaliser (ainsi la comtesse de Ségur ou Georges Sand présentaient l'image de paysans demeurés proches des traditions ou de la nature, sains et bons), soit pour stigmatiser leur avarice, leur rapacité, la barbarie de leurs mœurs (c'était la vision de Balzac), leur attachement à la propriété, leur incapacité à penser par eux-mêmes, leur arriération politique (c'était le point de vue de nombreux socialistes, notamment Marx et Proudhon, ainsi que celui de Zola). Les républicains étaient balancés entre le mépris pour le "bétail rustique" que le régime faisait voter à son gré, et la conscience que dans une France en grande partie paysanne, on ne ferait pas la République sans eux — pour résoudre cette contradiction il allait falloir les éduquer politiquement, les "faire naître à la République" pour reprendre le mot de Blanqui.

Dans les faits, leur vie restait dure. Les campagnes étaient surpeuplées par rapport à l'état de modernité de l'agriculture, quoique moins qu'en Allemagne ou en Italie ; la mécanisation était faible; les conditions de logement étaient très primitives; on travaillait toute la journée, on n'avait aucun congé, l'instruction était déficiente. La brutalité régnait dans les rapports sociaux au quotidien — rien de commun quand même, bien sûr, avec les massacres en série de la période 1789-1995, ni avec la violence endémique dans les campagnes espagnoles ou russes à l'époque. Cependant le régime alimentaire des paysans s'améliorait lentement (le sucre, la viande avaient fait leur apparition), bien qu'il fît encore une très large place aux féculents (sous forme essentiellement de pain). L'alphabétisation progressait assez vite. Surtout, à force d'économies, et profitant de l'exceptionnelle stabilité monétaire de la période (l'inflation ne fut que de 30% sur un siècle), beaucoup de paysans étaient en train de réalisaient leur rêve centenaire en accédant à la propriété : en 1862, un sur deux était propriétaire d'une partie au moins des terres qu'il travaillait, une situation unique en Europe. Cette "faim de terre" des paysans français du XIXe siècle eut d'ailleurs des conséquences économiques négatives : tout cet argent immobilisé dans la terre fut perdu pour la modernisation de l'agriculture. Les exploitants agricoles français, à l'exception de la frange la plus moderne des plus riches, ne fonctionnaient pas en termes économiques : ce n'étaient par de "agriculteurs" mais des "paysans", et derrière ce mot il faut entendre au moins autant un mode de vie qu'une activité économique.

Par ailleurs il y avait quand même 50% de non-propriétaires parmi les agriculteurs français ; certains étaient de riches fermiers, mais il y avait toute la cohorte des métayers pauvres du Midi et du sud-ouest, des ouvriers agricoles, garçons et filles de ferme...

Les paysans s'ouvraient quand même progressivement au monde, surtout grâce à l'amélioration des transports (les chemins de fer bien sûr, mais aussi les chemins vicinaux) et au service militaire — plus l'influence de ceux qui s'employaient en ville, ouvriers ou domestiques, durant quelques mois ou quelques

années ; cependant les langues régionales et les usages locaux ne faisaient pas mine encore de reculer. Bien au contraire, ce fut dans la période 1815-1880 que commencèrent à se "figer" certains traits culturels, certains rites qui forment le fond de ce que nous avons aujourd'hui tendance à percevoir comme le "folklore immémorial" de nos campagnes¹. Ainsi les coiffes bretonnes : elles existaient depuis longtemps, mais ce fut vers le milieu du XIXe siècle qu'elles acquirent l'élégance et la sophistication baroque que nous leurs connaissons, et que chaque petit pays se dota d'un modèle "traditionnel" spécifique et immuable.

Les <u>ouvriers</u>, au nombre de cinq millions en 1870, étaient entre deux mondes : celui, ancien, de l'atelier rural (parfois tout simplement un ou deux métiers à tisser dans la pièce à vivre de la ferme, où l'on travaillait le soir ou l'hiver), en net déclin, et du semi-artisanat urbain, bien vivant celui-ci notamment à Paris, où il représenta la base sociale de la Commune ; celui de la grande usine, bien représentée dans le roman de Zola, <u>Germinal</u>, paru en 1885 mais dont l'action se place à la fin du second Empire — attention, c'était un monde minoritaire, et les ouvriers de <u>Germinal</u>, dotés déjà d'une conscience de classe prolétarienne, syndiqués, capables de s'unir dans la lutte, ressemblent plutôt en fait à ceux de la IIIe République. Cependant ce monde existait déjà, au Creusot, à Saint-Étienne, dans les régions minières... Ce monde ouvrier moderne en train de naître était bien plus homogène que l'ancien, il se distinguait bien mieux du monde des artisans-propriétaires et des petits patrons. C'était aussi un monde infiniment plus dur, tant du point de vue des conditions de travail que des rapports sociaux.

Les <u>conditions</u> <u>de vie et de travail</u> des ouvriers étaient franchement calamiteuses, marquées par la pauvreté et la précarité; malgré les proclamations socialisantes de l'Empereur, il n'y avait aucune législation sociale, à l'exception d'<u>une loi de 1841 sur le travail des enfants</u>, d'inspiration légitimiste, qui ne connut jamais le moindre début d'application (aux termes de cette loi il était interdit d'embaucher des enfants de moins de huit ans², et les horaires de travail des enfants de moins de douze ans étaient limités). Les salaires avaient cessé de baisser, avec la prospérité et le plein emploi ils avaient même tendance à augmenter, mais c'était peu sensible, surtout vu l'enrichissement spectaculaire de la bourgeoisie; de ce fait, Marx maintenait ses analyses (élaborées vers 1848, en péride de crise économique) selon lesquelles « le paupérisme s'accroît encore plus rapidement que la population et la

C'est vrai partout en Europe: ainsi c'est en 1819-1822 que l'écrivain romantique Walter Scott fixa le code des tartans écossais et imposa définitivement, comme costume national, le kilt, qui avait été inventé de toutes pièces au XVIIIe siècle... Si ces thèmes vous intéressent, voyez le remarquable ouvrage d'Éric Hobsbawm et Terence Ranger, The Invention of Tradition (malheureusement non traduit en Français).

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup> Mais pas de les faire travailler... notamment, dans l'artisanat, ceux de l'artisan, et dans l'agriculture, ceux des paysans.

richesse », et « la bourgeoisie ne peut plus régner car elle est incapable d'assurer l'existence de son esclave dans le cadre de son esclavage; elle produit son propre fossoyeur » — ce que les marxistes, plus tard, appelèrent "la paupérisation absolue du rolétairat".

Les ouvriers étaient complètement abrutis par leurs conditions de travail, sauf le prolétariat "à l'ancienne" des industries de consommation (notamment des industries du luxe) des grandes villes comme Lyon et Paris, qui, mieux payé, mieux éduqué, disposant de plus de temps libre et bénéficiant d'une atmosphère un peu moins confinée, formait une espèce d'"aristocratie ouvrière" — et, du reste, méprisait cordialement les paysans mal dégrossis qui travaillaient dans les grandes usines modernes ou dans les ateliers ruraux. Dans ces conditions, rien de surprenant à ce qu'à part ceux des grandes villes, les ouvriers aient eu fort peu d'activités politiques ou sociales — cela aussi était en train de changer, avec les premiers syndicats et l'Internationale, mais ces formes de militantisme ne concernaient qu'une petite minorité. Les ouvriers votaient peu, ceux qui le faisaient votaient généralement pour leur patron en province, pour les républicains dans les grandes villes — les socialistes ne présentaient pas de candidats, en partie parce que l'action politique ne les intéressait pas, en partie parce que le régime veillait au grain.

Le droit de grève était reconnu depuis 1864, quoique dans des limites étroites (d'autant que les patrons avaient parfaitement le droit de renvoyer les grévistes!); en revanche il existait toujours (malgré une tentatiive avortée de l'Empereur pour l'abolir en 1869) un "livret ouvrier", c'est-à-dire un document que les ouvriers devaient présenter à l'embauche, et où leurs patrons successifs notaient divers renseignements, entre autres sur leur comportement; il était sytématiquement exigé à chaque nouvelle embauche.

# E) L'Église.

L'immense majorité des Français étaient catholiques ; la grande majorité étaient pratiquants, sauf dans certains milieux ouvriers, dans la mouvance républicaine militante et dans certaines campagnes anticléricales de longue date (au moins depuis la Révolution), dont la Creuse et le Var.

Le <u>second Empire</u> vit sans doute, après la Restauration, l'apogée de l'influence de l'Église catholique en France. D'un point de vue numérique d'abord. Le <u>clergé</u> était fort de 180.000 membres, contre 50.000 en 1815, dont 56.000 prêtres séculiers, 34.000 réguliers de sexe masculin, et 90.000 de sexe féminin. Le nombre d'ordinations ne faisait que croître. Beaucoup de <u>congrégations</u> s'occupaient d'éducation : les jésuites et les frères des Écoles chrétiennes notamment, mais aussi une multitude de congrégations féminines qui fleurirent à cette époque. D'autres s'occupaient de charité : d'hôpitaux, d'hospices, etc. Très importantes étaient aussi les congrégations missionnaires : en 1899 encore, les

trois quarts des 6.100 missionnaires catholiques dans le monde étaient des Français.

La foi ne donnait guère de signes de déclin. Au contraire, l'époque fut marquée par de nouvelles apparitions de la Vierge, qui, contrairement à celles du XVIIIe siècle et de la première moitié du XIXe, donnèrent lieu à des pèlerinages très populaires. En 1846, la Vierge apparut à une petite bergère de <u>La Salette</u> en Dauphiné; surtout, en février 1858, à <u>Lourdes</u>, elle apparut à une autre petite bergère, Bernadette Soubirous (1844-1879); enfin, en 1871 elle apparut à <u>Pontmain</u>, près de Laval. Elle apparaissait toujours à des enfants, des innocents, des simples, des pauvres (Bernadette Soubirous était la fille d'un meunier ruiné qui vivait dans une cabane, elle était analphabète; les enfants de Pontmain étaient des pileurs d'ajoncs); elle s'exprimait dans les patois locaux. Il faut aussi évoquer également l'immense prestige de Jean-Baptiste-Marie Vianney (1786-1849, canonisé en 1942), <u>curé d'Ars</u> (dans l'Ain), dont la cure, de son vivant déjà, était devenue un lieu de pèlerinage : il s'y déroulait des guérisons miraculeuses.

C'était tout un catholicisme populaire qui démontrait sa vitalité, sans du reste que la hiérarchie fît preuve d'un enthousiasme débordant. Ainsi le clergé a longtemps mis des bâtons dans les roues aux vendeurs d'eau de la grotte de Massabielle où la Vierge était apparue à Bernadette, car il considérait cette pratique comme parfaitement païenne; il alla jusqu'à expulser sans ménagement les visionnaires qui se multiplaient autour du site... Il y eut du reste de nombreuses apparitions mariales non reconnues, depuis tombées dans l'oubli. L'Église refusa longtemps de reconnaître le caractère surnaturel des guérisons à Lourdes : ce ne fut qu'en 1892 qu'elle établit un Bureau des Constatations, impitoyable envers les miracles douteux (depuis cette date jusqu'au début des années 1980, il n'a reconnu qu'une soixantaine de quérisons miraculeuses...). C'était que le clergé ne contrôlait pas ces formes de piété, anciennes et bien enracinées, dont la complexité n'avait d'égale que le formalisme (ainsi, pour certains fidèles, le nombre de jours d'indulgence que l'on obtenait en récitant des pater et des ave dépendait de la qualité du prêtre qui avait béni le chapelet : le plus "efficace" était évidemment celui qu'un Pape avait béni...), mais amplifiées par la modernité (les chemins de fer avaient fait beaucoup pour le succès des pèlerinages); il craignait par-dessus tout le charlatanisme et les faux prophètes. Sceptique depuis toujours quant aux miracles et au culte des saints, qu'il n'avait toléré que pour attirer les âmes simples avides de merveilleux tangible<sup>2</sup>, il trouvait quelque peu dépassés, gênants même, les combats du père

C'est l'un des thèmes principaux du roman *La colline inspirée*, de Barrès, paru en 1913 : le conflit entre les frères Baillard, visionnaires quelque peu exaltés, et leur hiérarchie.

Et parfois indéniablement mal dégagées du paganisme… L'historien Philippe Boutry a beaucoup étudié ces phénomènes, montrant qu'il y a loin d'une Histoire de l'Église à une Histoire des croyances, et qu'il

Vianney et du Malin, qui venait jusque sous sa paillasse tirer sa soutane à l'aide d'un grappin¹ — plus tard, sous la IIIe République, déstabilisée, il eut la hantise, quoiqu'il s'en défendît, d'être la risée de ces anticléricaux scientistes et démocrates qu'il méprisait tant en théorie, mais qu'en fait il craignait de plus en plus.

Il faut dire que l'Église de cette époque, depuis le grand échec de Lamennais et de ses disciples, ne prêtait pas grande attention aux humbles. Qu'importaient les inégalités sociales et quel sens y avait-il à tenter d'y remédier, puisque c'était le salut des âmes qui importait, puisque que toutes les âmes se valent et qu'au jour du Jugement les derniers seront les premiers et qu'il sera plus difficile au riche d'entre au Paradis qu'à un chameau de passser par le chas d'une aiguille ? Depuis toujours, l'Église avait glorifié la pauvreté, don de Dieu, détachement des choses humaines et voie privilégiée du salut — la bonne pauvreté, la "pauvreté honteuse", celle que l'on accepte et par laquelle on gagne le ciel ; non la mauvaise, celle qui ne se satisfait pas, celle qui conteste et se révolte. Du reste, comme le disait crûment le curé d'Ars, « c'est le péché qui rend malheureux »: les queux mécontents de leur sort n'avaient qu'à s'en prendre à leur immoralité, à leur défaut d'obéissance à leurs pasteurs et de soumission aux "hiérarchies naturelles", seule l'obéissance aux lois de Dieu assurait le bonheur... Et puis la souffrance n'était-elle pas bonne en elle-même, comme l'enseignait la Passion de notre Seigneur Jésus-Christ?

Sûre encore de la pratique des humbles, qu'elle avait tendance à confondre avec leur piété, l'Église se donnait pour objectif essentiel de contrôler la société, c'est-à-dire les milieux influents, les notables ; c'était là, pensait-elle, que se jouait le combat essentiel, le combat contre la pensée moderne et les diableries révolutionnaires — de même que les chrétiens de l'Antiquité n'avaient triomphé du paganisme que lorsqu'ils s'étaient emparés du pouvoir impérial. Bien plus que d'encadrer les paysans et les ouvriers, il importait d'avoir la faveur du régime, intéressée ou non, et surtout de contrôler l'enseignement, c'est-à-dire l'avenir, grâce à la loi Falloux. Les collèges religieux scolarisaient 35.000 garçons, et 25.000 autres étudiaient dans les "petits séminaires" (des

faudrait pouvoir dégager toute la variété des pratiques, pas seulement dans les milieux paysans d'ailleurs, car il y avait « des rentières aux dévotions troubles, et des bergères exactes à l'office et dociles au prêche ». Il nous faut éviter de reproduire le mépris du XIXe siècle, catholiques et anticléricaux mêlés, pour ces "survivances", ces "supersititions" qui pour certaines, aujourd'hui, ont nettement mieux survécu que la foi en les dogmes de Rome ou de la science... Vous éviterez également comme la peste le concept de "contre-culture", complètement daté (des années 1960 et 1970) : la plupart des pratiquants des formes de religion que j'évoque ici ne se posaient absolument pas en anticonformistes, ne se percevaient pas en rupture avec l'institution, en refus d'un pouvoir, bien au contraire, ils ne cessaient de supplier les autorités, écclésiatiques ou non, de les croire... Du reste, une bonne partie du clergé, surtout les plus proches sociologiquement de leurs ouailles, étaient en fait bien plus tolérants, ou complaisants, que Rome.

Le grappin : l'un des noms du Diable (c'est-à-dire l'agrippeur). Le curé d'Ars a inspiré à Bernanos l'abbé Donissan de Sous le soleil de Satan (1926) : le tableau de la rencontre avec le Malin est saisissant.

établissements qui théoriquement préparaient aux séminaires, donc formaient des prêtres — mais la plupart des élèves les quittaient sans prononcer de vœux), alors qu'il n'y avait que 66.000 élèves dans les lycées publics. L'éducation des jeunes filles était presque entièrement aux mains de congrégations (féminines évidemment). Par ailleurs, de nombreux prêtres étaient professeurs dans l'enseignement public ; le cours de catéchisme était obligatoire dans les établissements publics pour les élèves catholiques (pour les protestants et les juifs, un enseignement religieux spécifique était dispensé là où ils étaient assez nombreux pour cela). Les rapports entre l'Église et l'État, le régime, le pouvoir, étaient étroits, institutionnels ; à l'époque où commence votre programme ils étaient régis par le concordat de 1802 qui demeura en vigueur jusqu'en 19051,

\_

Aux termes du concordat, « le gouvernement de la République reconna[issait] que la religion catholique, apostolique et romaine [était] la religion de la grande majorité des citoyens français ». La liberté et la publicité du culte catholique étaient reconnus, mais l'exercice de la religion devait obéir « aux règlements de police que le Gouvernement [jugeait] nécessaire pour la tranquillité publique ». Le gouvernement, comme avant 1790, nommait les évêques et les archevêques, qui devaient lui prêter serment de fidélité ; les évêques nommaient aux cures, mais « leur choix ne [pouvait] tomber que sur des personnes agréées par le Gouvernement ». En échange, les établissements de culte nationalisés à l'époque de la Révolution (et non vendus depuis — au passage, l'Église reconnut ces aliénations) étaient « mis à la disposition » des évêques ; le clergé restait payé par l'État, comme c'était le cas depuis le vote de la constitution civile du clergé. Par la suite ces mesures furent étendues aux religions juive et protestante ; ce fut à cette occasion que fut créé le Consistoire, organisme chargé de représenter la communauté juive auprès des instances officielles.

Au moment de la ratification du concordat par le législativf, Napoléon fit ajouter au texte des "Articles Organiques" qui n'avaient pas été prévues par la convention et que la Papauté refusa toujours de reconnaître, même dans les périodes de plus grande connivence avec le pouvoir français. Ces articles prévoyaient que toutes les encycliques devaient être approuvées par le gouvernement avant d'être publiées ou lues en France ; que les évêques ne pouvaient se réunir entre eux ni se rendre à Rome sans autorisation gouvernementale ; que les séminaires devaient enseigner une déclaration royale de 1682 qui niait l'infaillibilité du Pape et affirmait que le souverain Pontife devait respecter les coutumes propres au clergé de France. Bref, une conception très gallicane (voyez plus bas) de l'Église, qui ne pouvait que déplaire à Rome. Mais, en 1860, on s'en était arrangé : quelques reniements, quelques humiliations contre beaucoup d'influence, et les partageux tenus en lisière...

Il s'agissait d'une "convention entre Sa Sainteté Pie VII et le gouvernement français" (dirigé à l'époque par le premier consul Napoléon Bonaparte), signée en juillet 1801 et ratifiée par le Tribunat et le Corps Législatif en avril 1802. Cet accord mettait fin à une crise très grave entre l'Église et le pouvoir révolutionnaire, crise qui durait depuis la clôture des couvents (en 1790 ; au nom de la liberté individuelle, cette mesure s'accompagna de l'interdiction de prononcer des vœux perpétuels) et surtout la constitution civile du clergé (promulguée en juillet 1790, afin de réorganiser une Église perturbée par l'abolition de ses privilèges et, conséquemment, la perte d'une grande part de ses ressources), que le Pape n'avait pas acceptée. Le rejet de la constitution par toute une partie du clergé (la moitié environ du bas clergé et tous les évêques sauf sept) déboucha en 1791 sur un schisme entre le clergé "constitutionnel" (qui accepta de prêter serment à la constitution) et le clergé "réfractaire" ; puis ce fut l'engagement des prêtres réfractaires dans la contre-Révolution, leur déportation et bientôt leur exécution, la vente des biens du clergé (devenus "biens nationaux"), et finalement, sous la Terreur, la mise hors-la-loi du catholicisme et des tentatives avortées d'imposer une nouvelle religion révolutionnaire (le culte de l'Être Suprême, au printemps 1794). Depuis Thermidor, la situation s'était un peu apaisée, mais les problèmes de fond restaient à résoudre.

Triomphante, <u>l'Église catholique était</u> pourtant <u>complètement sclérosée</u>. Elle rejetait la modernité en bloc, elle rejetait son temps. Elle avait perdu tout contact avec la vie de l'esprit depuis que les romantiques avaient renoncé au légitimisme, c'est-à-dire depuis une génération : il suffit de penser aux hideuses saloperies qu'elle proposait aux fidèles en guise d'imagerie, ce que l'on appelle habituellement <u>"l'art sulpicien"</u> (du nom des nombreuses boutiques de bondieuseries sises auprès de Saint-Sulpice à Paris, et qui fournissaient cures et couvents en horreurs pieuses) : un "art" d'une laideur si absolue que Huysmans, sous la IIIe République, l'assimilait, plus ou moins ironiquement, à une revanche du Démon¹. L'Église prêchait <u>une pastorale négative et répressive</u>, adoptait <u>une attitude extrêmement réactionnaire</u> sur tous les grands problèmes politiques et moraux ; elle était complètement aveugle à la question sociale. Seule sa déférence pour le régime impérial, son protecteur, la retenait, en tant qu'institution, de verser dans un légitimisme exalté — ce que nombre de prêtres n'évitaient pas, à titre personnel.

Le traumatisme des révolutions de 1848 (en France et en Italie), après celui de 1789, avait joué un rôle dans cette évolution, mais le divorce entre l'Église et son époque avait des racines bien plus profondes : elle avait refusé toutes les nouveautés depuis les Lumières (l'on pourrait même remonter à la Réforme). Il remontait en dernière analyse au fait que l'Église n'admettait pas que de plus en plus d'Européens, depuis la Renaissance, considéraient la foi comme une affaire personnelle, privée, et refusaient que les affaires publiques fussent réglées selon les préceptes de l'Évangile. Ce qu'elle rejetait, c'était tout l'individualisme moderne hérité de l'humanisme du XVIe siècle : ce mouvement de pensée qui avait fait de l'homme, non plus de Dieu, le centre de la pensée et de la perception de l'univers, et de la politique une activité séculière et non plus une manière de faire gagner aux hommes le royaume de Dieu. Un monde sans Dieu, un monde où le Christ serait mort pour rien, où son message se serait perdu, voilà quelle était la hantise de l'Église; et pour l'Église du XIXe siècle un monde sans curés, sans autorité religieuse reconnue, c'était forcément un monde sans Dieu.

Les choses s'aggravèrent plutôt sous le second Empire, par la faute de Pie IX, dont le pontificat fut interminable (de 1846 à 1878, le plus long de l'Histoire) et malheureux : plutôt libéral à son avénement, il avait failli perdre ses États dans la révolution romaine de 1848 (les nationalistes italiens avaient proclamé une République ; il avait fallu une intervention française, en 1849, pour le rétablir sur son trône), et s'était alors tourné vers la réaction politique ; il perdit effectivement ses États entre 1860 et 1870, et termina sa vie en reclus

Dans Les foules de Lourdes, le Démon s'adresse à la Vierge, avoue qu'il est vaincu par elle, mais annonce qu'il se vengera en s'appropriant l'art religieux : « je m'y prendrai de telle sorte que je vous ferai insulter sans répit par le blasphème continu de la laideur ».

volontaire au Vatican — pour les catholiques de l'époque, c'était comme la fin du monde. Face à ces désastres dans l'ordre temporel, Pie IX jugea urgent de réaffirmer sollennellement les fondements de la foi catholique, et son refus absolu de toute compromission avec les forces malignes ; ce faisant, il durcit sensiblement la doctrine de l'Église. En décembre 1864, il publia une encyclique, le <u>Quanta cura</u>, qui condamnait les principes de 1789 ; elle s'accompagnait d'un autre document appelé le <u>Syllabus</u>, un catalogue de toutes les "erreurs modernes" dont les catholiques devaient absolument se garder sous peine de péché. Parmi ces erreurs figuraient la liberté de croyance et de culte, l'individualisme, le libéralisme, le suffrage universel, la souveraineté du peuple, l'idée de progrès... Plus moyen de biaiser avec le dogme, désormais parfaitement explicite : le <u>Syllabus</u> confortait la fraction la plus extrémiste du clergé — les autres n'avaient qu'à se taire, ou à quitter l'Église, comme déjà Lamennais avait dû s'y résoudre sous la monarchie de Juillet.

Le même Pie IX réunit un concile au Vatican en 1869-1870 (ce concile fut interrompu par l'entrée des troupes italiennes dans la ville ; comme il n'a repris qu'au début des années 1960, on l'appelle aujourd'hui <u>Vatican I</u>). L'Église y proclama un nouveau dogme, l'<u>infaillibilité pontificale</u><sup>2</sup>. En décembre 1854, par ailleurs, Pie IX avait proclamé le dogme de l'<u>Immaculée conception de la Vierge</u>. Dans les deux cas, il s'agissait de la phase finale d'évolutions à très long terme, du passage au statut de dogme d'éléments déjà bien installés au cœur de la doctrine catholique ; mais c'était typique de la rigidification doctrinaire de l'époque<sup>3</sup>.

Toutes ces idées martelées à Rome étaient relayées en France par des journaux très conservateurs comme L'Univers de Louis <u>Veuillot</u> (1813-1883: un laïc), le quotidien que lisaient tous les curés de France : c'était une presse proche des légitimistes, superlativement bien-pensante, qui fulminait contre l'immoralité du temps, la ville, l'industrie, la science, etc. C'était une presse aussi de plus en plus attentive et obéissante à ce qui se disait à Rome, ce qui n'était pas dans les traditions des catholiques français. Cette sensibilité que Veuillot incarnait, et qui était de plus en plus puissante au sein de l'Église de France, était très <u>ultramontaine</u> : c'est-à-dire que pour elle, tout ce que disait le

Une encyclique est un texte qui porte sur un point d'actualité — spirituelle en principe ; une bulle porte sur un point de dogme ou sur un problème interne à l'institution ecclésiastique (une excommunication par exemple). Les encycliques n'ont pas de titre : elles sont identifiées par les premiers mots du texte (en latin habituellement, sauf lorsqu'elles s'adressent à un pays en particulier). Ces mots ne forment pas des phrases entières, mais les rédacteurs s'arrangent pour qu'ils évoquent le climat général du document. Ici : "Avec quelle inquiétude..."

En matière dogmatique ; c'est-à-dire spirituelle, et non pas en matière pratique, c'est-à-dire pour les affaires temporelles — le catholicisme n'a jamais combattu pour une théocratie. Mais la frontière entre l'un est l'autre est floue, surtout dans les âmes simples...

Pie IX a été béatifié en 2000, en même temps que Jean XXIII.

Pape (à Rome, "au-delà des montagnes") était parole d'Évangile, et l'Église de France n'avait à revendiquer aucune autonomie vis-à-vis de Rome. Cette époque vit le <u>déclin de la tradition gallicane</u>, selon laquelle l'Église de France a sa propre personnalité, le Pape énonce le dogme et donne les réponses aux grands problèmes spirituels mais n'a pas à se mêler de la vie matérielle de la communauté catholique française — ni à plus forte raison de la vie politique nationale<sup>1</sup>.

Mais l'Église de France était diverse : en témoigne la figure de Mgr Félix <u>Dupanloup</u> (1802-1878), que nous avons déjà rencontré au chapitre 4. Homme d'extraction très modeste (enfant naturel, comme Thiers), confesseur du duc de Bordeaux en 1829, directeur du petit séminaire de Saint-Nicolas du Chardonnet (Ernest Renan y fut son élève), puis vicaire de Saint-Roch sous la monarchie de Juillet, il était devenu évêque d'Orléans en 1849 ; grand producteur de libelles, de recueils de sermons et de dictionnaires apologétiques, il entra à l'Académie française en 1854. Cataloqué comme plutôt libéral en ce début de carrière

\_

En France le pouvoir royal a toujours été favorable au gallicanisme : même très catholique, il s'est toujours méfié des intromissions du pape, "monarque étranger", dans la vie intérieure de la nation. Les rois de France, "fils aînés de l'Église", étaient des monarques chrétiens ; leur mission essentielle était de faire régner chez eux l'ordre du Christ, et ils entendaient bien l'accomplir sans être gênés (ils prétendaient exercer l'intégralité du pouvoir temporel), comme celle du Pape était d'assurer le salut des âmes (le pouvoir de Rome devait donc se limiter au spirituel, certes supérieur au temporel mais qui ne devait pas empiéter sur lui). Plus concrètement, une Église autonome par rapport à Rome, c'était aussi un clergé que les Rois contrôlaient beaucoup plus étroitement (en nommant les évêques, par exemple ; de ce point de vue, le concordat de 1802 était encore un triomphe du gallicanisme). L'âge d'or du gallicanisme, ce fut le siècle de Louis XIV, celui de la monarchie absolue; sa plus grande voix, ce fut celle de Bossuet. On voit que le gallicanisme ne représente pas spécialement un courant plus "libéral", plus "moderniste" que l'ultramontanisme ; surtout, les gallicans ne contestaient absolument pas le Pape en tant que source du dogme. Ainsi en 1864 ils ne refusèrent pas le Quanta cura ! Ce qui les séparait des ultramontains était d'un autre ordre.

Le pape au contraire considérait que sa mission, d'essence spirituelle certes, impliquait de surveiller et de diriger la communauté catholique, de lui donner des directives sur les problèmes essentiels, même temporels, à partir du moment où ils touchaient au salut de l'âme (mais qu'est-ce qui ne touche pas au salut de l'âme quand on est catholique ?) : en particulier, il devait contrôler étroitement le fonctionnement de l'institution cléricale, et ce sans se soucier des frontières, car s'il y a des nations, il n'y a qu'une seule Église. C'est le fondement de l'ultramontanisme — qu'on ne doit pas confondre avec la tentation théocratique, c'est-à-dire le désir de contrôler directement et complètement l'ensemble de l'autorité politique. Ce qui renforçait ce courant de pensée ultramontain en France au XIXe siècle, c'était d'une part que nos monarques, après 1830, ne concevaient plus la défense de la foi comme leur mission essentielle (il y avait donc un vide au niveau de la direction temporelle de la communauté catholique) ; d'autre part qu'avec les progrès incessants d'idéologies et de pratiques politiques que l'Église désapprouvait, elle se trouvait de plus en plus engagée en première ligne dans le combat politique, c'est-à-dire dans un combat purement temporel. Les légitimistes en particulier étaient très ultamontains : pour eux la foi était un engagement politique, temporel, que symbolisait le martyre de Pie VI et de Pie VII, et celui des prêtres contre-révolutionnaires. Ils ne lisent plus Bossuet mais les romantiques, partisans exaltés (dans les années 1810 et 1820) d'un combat religieux associé désormais (après 1830) à l'opposition au pouvoir, et non plus à la puissance de la monarchie française. En même temps, évidemment, les légitimistes rêvaient du retour d'un monarque chrétien sur le trône, comme au temps de Bossuet, sans être bien conscients de la contradiction : hommes de passion, non de raison...

épiscopale, car proche des orléanistes ralliés au régime (tout est relatif...) et pas hostile à l'opposition modérée du tiers parti dans les années 1860, il n'avait rien d'un descendant de Lamennais. C'était surtout l'un des derniers grands gallicans, un lecteur de Bossuet allergique aux débordements romantiques du catholicisme de son époque, attaché à la recherche d'une place pour l'Église dans cette France moderne dont il acceptait l'existence sans en approuver les principes; c'était ainsi qu'il avait joué un rôle majeur dans l'élaboration de la loi Falloux. Cela suffisait à l'opposer aux croisés du légitimisme ultramontain, à tous ceux qui, comme Veuillot, prônaient une obéissance aveugle et mécanique à Rome et le rejet absolu du monde moderne au nom du rêve stérile d'un retour à la Cité de Dieu sur Terre. Mais Mgr Dupanloup était aussi un homme de combat, aussi énergique et vif en paroles que Veuillot contre les "impies", aussi réfractaire aux idées modernistes. Dans les années 1860, il ferrailla contre Renan ; il lutta avec succès, durant dix ans, contre l'élection du positiviste Littré à l'Académie française<sup>1</sup>. Dans les années 1870, il lutta de toutes ses forces contre la République.

Dans ce contexte, de plus en plus de Français assimilaient l'Église, toutes nuances confondues, au passé et à la réaction, à la bêtise bornée, hargneuse ou mielleuse, raide ou niaise, fielleuse ou sucrée ; elle leur apparaissait comme une "police des âmes" au service du régime impérial, ce qu'elle était dans une certaine mesure — les curés acceptaient de prêcher l'enfer aux ouvriers grévistes, aux républicains... Et puis la vie des hommes d'Église était loin d'être toujours exemplaire, même si les convenances de l'époque faisaient que même dans les milieux hostiles à l'église on évoquait rarement la dimension sexuelle du problème (de nombreux prêtres vivaient en concubinage ; les affaires pédophilie semblent avoir été nombreuses, mais systématiquement étouffées, parce que "ça ne pouvait pas exister", et aussi parce que la souffrance des enfants n'était pas prise en compte — la "main leste" de certains curés avec leurs enfants de chœur, ou les mœurs de certains pensionnats religieux, étaient d'ailleurs des problèmes moins centraux qu'aujourd'hui, à une époque où les épidémies fauchaient de nombreux enfants, où on les mettait au travail dès 5-6 ans dans les milieux populaires, y compris à la mine, et où l'inceste était répandu à peu près dans tous les milieux — de manière générale, le XIXe siècle tolérait des niveaux de violence infiniment plus élevés qu'aujourd'hui); en revanche, on évoquait abondamment l'avidité des prêtres, leur richesse (surévaluée), leur proximité avec les puissants, on ressentait une véritable aversion physique envers les "ratichons" et les "bondieuseries"...

Sur le positivisme, voyez au début du chapitre 3.

Certains se contentaient de ne pas mettre leur fille dans l'enseignement catholique, de ne pas parler de religion à leurs enfants, d'entendre la messe d'une oreille distraite, et perdaient doucement la foi en l'absence de tout espace où la vivre sans malaise, sans parfois s'en rendre vraiment compte, surtout dans la bourgeoisie et la paysannerie, milieux où régnait de longue date ce que l'on appelle une <u>pratique "sociologique"</u> — c'est-à-dire que tout le monde allait à la messe, même sans y croire, pour afficher qu'on était "des gens bien", et du côté de l'ordre.

Mais d'autres le disaient haut et fort. L'<u>anticléricalisme</u> était en France une tradition déjà séculaire (on relisait beaucoup Voltaire), notamment parmi les hommes de culture, une partie des classes moyennes, et surtout les ouvriers des grandes villes et des agglomérations industrielles — trois milieux où le catholicisme allait bientôt perdre pied, et dont le second fut l'un des appuis essentiels du régime qui succéda à l'Empire. Ce fut là le grand échec de l'Église au XIXe siècle, échec notamment de l'enseignement catholique : non seulement il n'aida pas l'Église à pénéter les couches populaires, mais il fut une véritable fabrique de mangeurs de curés. Toutes les grandes figures de l'anticléricalisme militant des années 1880 et 1900 ont été éduqués dans les petits séminaires, par exemple Ernest Renan, que nous retrouverons aux chapitres 4 et 9, ou Émile Combes que nous retrouverons au chapitre 5...

Y avait-il aussi une contestation des dérives réactionnaires de Pie IX parmi les catholiques sincères, croyants et pratiquants ? Sans doute, mais il ne faut pas en exagérer l'importance numérique ni en déformer le caractère : l'idée de libre discussion, l'esprit critique n'étaient pas spécialement au cœur de la pastorale ni des mentalités catholiques de l'époque, qui valorisaient l'humilité et l'obéissance. Il était même formellement découragé par le Syllabus de lire la Bible sans être quidé par un prêtre ; du reste la vieille traduction de Port-Royal, qui par ailleurs sentait quelque peu le fagot<sup>1</sup>, ne fut remplacée par une traduction nouvelle qu'en 1905 ! Dans ces conditions, beaucoup, et dans tous les milieux, affichaient la foi du charbonnier : croire, c'était se comporter en bonne brebis ; on obéissait au Pape parce que c'était le Pape, au curé parce que c'était le curé, un point c'est tout, sans chercher à comprendre, et on en était fier. Du reste, à l'époque une contestation ouverte était inconcevable à l'intérieur de la communauté catholique : les croyants (tous) étaient bien trop respectueux de l'institution, surtout qu'ils la percevaient comme menacée, par les Italiens et en France par les philosophes modernes et par les partageux ; et puis l'excommunication eût été immédiate.

En même temps, en leur for intérieur nombre de croyants sincères savaient bien que l'évolution des temps était inéluctable, qu'il faudrait, qu'il fallait

<sup>1</sup> Car c'était une œuvre janséniste.

composer avec le monde moderne ; ils s'y résolvaient, tout en le regrettant en paroles lorsqu'ils recevaient Son Excellence à déjeuner après la messe dominicale. D'aucuns même avaient l'audace de n'y pas voir que des horreurs : c'était le monde où ils étaient nés et où ils vivaient, un monde où tout n'était pas si terrible, si décadent que dans les sermons de Monseigneur, un monde malgré tout de progrès ; ils avaient du mal à imaginer un retour à cet autre monde dont rêvaient Veuillot et Sa Sainteté, et où, croyaient-ils se rappeler, les gueux leurs ancêtres étaient maltraités par des seigneurs à l'esprit fort peu chrétien. Ils ne le disaient pas ; ils vivaient avec cette contradiction. Tout au plus se permettaient-ils de voter pour des candidats qui n'avaient pas l'agrément de Notre Très Saint Père, de lire une presse que Veuillot tenait pour corrompue par le siècle, et même parfois quelque poète à l'index¹, mais dont tout le monde parlait... Bien entendu, ces formes de contestation passive étaient réservées aux hommes : la femme catholique priait, écoutait le prêche et ne pensait point, même les républicains n'étaient pas spécialement féministes.

<sup>-</sup>

L'index (racine du verbe "indiquer"), c'était la liste des livres et journaux dont l'Église interdisait la lecture aux catholiques ; elle était parfois aaffichée à la porte des églises.